



7.C

7

89

Biblioteca Nazionale
Centrale Firenze



ÉTUDES

HISTORIQUES, POLITIQUES ET MORALES.



ÉTUDES

HISTORIQUES,

POLITIQUES ET MORALES,

**SUR L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE,
VERS LE MILIEU DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE,**

PAR

Le prince de Polignac.

« Felix qui potuit rerum cognoscere causas. »
(VIRGILE.)

TOME DEUXIÈME.

BRUXELLES,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

AD. WANLEN ET COMPAGNIE.

1845

17. 7. 89

V.

1828—1830.

Les Français, a-t-on souvent dit avec raison, peuvent tout supporter, excepté le bien-être. Qu'ils parcourent les cinquante dernières années de leur histoire et qu'ils y cherchent une époque pendant laquelle ils aient joui de plus de liberté, de plus d'indépendance et de plus de tranquillité que sous la restauration : est-ce sous la république, alors que la France était couverte d'échafauds? est-ce sous Bonaparte, quand le despotisme impérial asservissait jusqu'à la pensée? La présence des Bourbons a pu seule leur faire goûter les douceurs d'une liberté inespérée et les faire

jouir des bienfaits d'une administration sage et paternelle, et cependant cette présence leur est aussitôt devenue incommode et pénible. Le retour des princes de cette famille leur avait apporté les institutions réclamées en vain depuis 1789. Sous leur règne, le foyer domestique n'avait été ni alarmé par l'humeur sanguinaire d'un proconsul républicain, ni inquiété par les volontés absolues d'un agent impérial. Les tribunaux étaient ouverts pour tous, car tous étaient égaux devant la loi. Aucune prison ne recelait de détenus qui n'eussent été jugés. Des guerres sanglantes, toujours terminées par des défaites, ne venaient point décimer les jeunes populations des villes et des campagnes; toutes les propriétés étaient inviolables. Les représentants des provinces, assemblés tous les ans, s'occupaient librement des affaires du pays. La presse périodique accueillait la plainte du faible et prenait sa défense; elle faisait plus, elle propageait toutes les opinions : l'abus de ce droit nous a perdus. L'impôt voté annuellement pesait sur tous, nul n'en était exempté. Les finances prospéraient; une administration éclairée avait comblé les déficit énormes légués par les gouvernements précédents; les capitaux, devenus confiants, alimentaient les divers canaux de la prospérité publique; le produit de nos manufactures

s'écoulait dans toutes les parties du globe. Nos flottes parcouraient les mers : elles s'étaient depuis longtemps abstenues d'y paraître, leur pavillon, maintenant, était en tout lieu respecté. Enfin, sans atténuer en Europe les heureux effets d'une paix solide et durable, nos soldats purent cueillir de nouveaux lauriers : ils rendirent une couronne à Ferdinand, délivrèrent la Grèce du joug musulman, abolirent l'esclavage des chrétiens sur les plages africaines, et donnèrent à la France la seule conquête qui, depuis 1789, lui soit restée.

Si, du pays, nous portons les regards sur le trône, source de tant de biens, nous y verrons des princes, moins illustres encore par l'élévation de leur rang que par les vertus qui brillent en eux. Bons, affables, généreux, oublieux d'eux-mêmes pour ne songer qu'aux autres, le cri de l'infortune trouvait toujours un écho dans leur cœur. Nous y verrons l'auguste fille de Louis XVI, à la tête de plusieurs établissements de charité, nourrir, pour ainsi dire de sa propre main, les enfants que le malheur et la pauvreté visitaient à l'entrée de leur vie; peut-être s'en trouvait-il parmi eux dont les pères avaient autrefois persécuté sa jeunesse ou conjuré sa perte; mais ils étaient Français, et ce titre effaçait tout à ses yeux; c'est ainsi que, fidèle à la mémoire du roi martyr, elle pratiquait les

enseignements qu'il avait déposés dans son immortel testament.

La révolution de juillet a pu constater que, sous Charles X, la liste civile consacrait, annuellement, neuf millions à secourir tous les genres d'infortune; en n'élevant qu'à un million les bienfaits répandus par les autres membres de la famille royale, il en résulterait qu'à cette époque, dix millions étaient employés tous les ans au soulagement de l'être souffrant et malheureux. Quelle maison souveraine avait donc mieux mérité le beau titre de *protectrice* de l'humanité.

Ainsi, gloire au dehors, prospérité à l'intérieur, vertus assises sur le trône, tel était le spectacle qu'offrait la monarchie des Bourbons vers le déclin de la restauration : cet état de choses constituait nécessairement *un bien-être général* pour la France, dont elle eût pu jouir longtemps si, déjà lasse de son bonheur, elle n'eût préféré se rejeter dans la carrière des révolutions. Les mêmes illusions qui l'égarèrent en 1789 lui furent présentées de nouveau et devaient amener les mêmes déceptions; les ennemis du trône profitèrent avec habileté et persévérance des frondeuses susceptibilités qui ne dorment jamais au fond du cœur français. On eut l'air de défendre le peuple : il se crut attaqué; bientôt on plaignit son sort : il se crut

malheureux. Les débris d'une antique noblesse décimée par la hache révolutionnaire furent représentés comme le noyau d'une féodalité renaissante; on prêta au clergé une intention usurpatrice du pouvoir de l'État; on alarma les acquéreurs de biens nationaux, quoiqu'une chambre royaliste (1) leur eût garanti la tranquille possession de leurs propriétés; on échauffa, on volcanisa la tête des jeunes gens qui, disait-on, étaient appelés à régénérer le pays, à en faire disparaître toutes les inégalités, et à ramener dans son sein de meilleures conditions d'ordre et de tranquillité publiques. La presse de l'époque (on peut la consulter) répandait sur toute la surface de la France les craintes du présent, les espérances de l'avenir. Ainsi l'on provoquait des luttes pour fonder la paix; on évoquait les tempêtes pour créer le calme.

Tant que l'union régna parmi les royalistes, il leur fut encore aisé de déjouer les efforts des mécontents, d'autant plus que la trop grande impatience de quelques-uns de ceux-ci révélait, par des tentatives infructueuses d'insurrection, la nature de leurs projets et le mode de leur organisation; mais dès que les fatales conséquences de l'esprit de domination, d'un amour-propre choqué,

(1) La chambre de 1815.

d'une ambition déçue, jetèrent la division dans les rangs de ce bataillon monarchique, défenseur du trône, la lutte devint inégale, l'avantage passa du côté de l'attaque.

Ce fut surtout, ainsi que nous l'avons fait remarquer plus haut, peu après la retraite des affaires de M. de Châteaubriand que s'opéra cette division. Suivons-en les progrès dès son point de départ. L'ex-ministre, *mortellement blessé* (1) du ton de la lettre qui lui annonçait son renvoi du ministère (en ceci il avait raison), mais ne voulant pas, dit-il, « *laisser périr la monarchie*, afin » d'acquérir le renom d'une modération hypocrite » aux agnès, crut remplir un devoir *en combat-* » *tant à la tête de l'opposition*, trop attentif au » *péril* qu'il voyait, pas assez frappé du *danger* » contraire (2). » Ici il s'abuse : son absence des affaires ne mettait pas la monarchie en péril ; mais sa présence à la tête de l'opposition créa réellement le danger qu'il semble avoir prévu.

En effet, l'influence de son talent finit par entraîner beaucoup de royalistes après lui. Son attachement passé à la royauté garantissait sa fidélité à venir ; d'ailleurs, l'illustre auteur de *la Monar-*

(1) *Histoire du Congrès de Vérone*, II^e vol., chap. xxii.

(2) *Ibid.*, chap. xxv.

chie selon la charte n'avait-il pas déposé dans son ouvrage l'expression de ses sentiments et de ceux de son parti? « Il voulait la charte, mais » avec la religion, avec les honnêtes gens, et non » *avec les hommes politiques de la révolution*; » car ces hommes, disait il, ne se soucient nullement de la charte et de la liberté dont ils invoquent sans cesse les noms. Ce qu'ils veulent, c'est le pouvoir. La haine de la religion est leur caractère distinctif. » Pouvait-il maintenant vouloir autre chose que ce qu'il avait voulu enseigner, autre chose que ce qu'il avait enseigné? Certes, toutes ces observations devaient réagir puissamment sur des caractères ardents, inquiets, désireux de mouvement et de changement, tels qu'il s'en trouve beaucoup en France dans tous les partis. Tout ce qui brille plaît et attire chez nous; on s'identifie facilement avec la lumière qu'on reçoit, et l'on se flatte bientôt de participer à l'éclat qu'elle répand. Ainsi, le secret amour-propre naturel à l'homme et le dévouement inhérent au royalisme trouvaient leur compte dans cette situation nouvelle.

Cependant la tâche de M. de Châteaubriand offrait de grandes difficultés. A laquelle des opinions politiques qui fractionnaient la France apporterait-il l'appui de son talent? Toutes étaient

représentées à la chambre élective; aussi sera-ce par les dénominations qu'elles y avaient prises que nous les désignerons. L'opinion de la droite, celle du centre droit avaient appuyé M. de Châteaubriand pendant la durée de son ministère; elle formait à cette époque la majorité dans la chambre, et le départ de ce ministère n'avait pas changé cette majorité. Celui-ci, d'ailleurs, voulait combattre à la tête de l'opposition et renverser le ministère à tout prix; Caton n'exprimait pas plus de haine contre Carthage que les paroles de M. de Châteaubriand ne renfermaient de dépit contre M. de Villèle. Force lui fut donc de s'éloigner de cette vieille opinion amie et de chercher des soldats dans d'autres rangs. L'extrême droite ne pouvait lui convenir; fraction trop exigüe, elle avait déjà son chef qui eût repoussé tout partage dans le commandement; puis il fallait à M. de Châteaubriand une arène populaire dans laquelle il pût faire entendre sa voix. Or l'extrême droite avait peu de retentissement hors de l'enceinte parlementaire; les opinions de la gauche lui répugnaient; ce fut donc celles du centre gauche dont il se fit le défenseur et l'interprète. Les opinions de cette partie de la chambre, nous l'avons déjà dit, tendaient principalement à préférer le bienfait au bienfaiteur; à placer, en un mot, la charte

sur le trône, en lui subordonnant la monarchie dont on reconnaissait néanmoins l'utilité. Ce n'était sans doute pas encore une royauté entourée d'institutions républicaines, mais l'œil de l'observateur pouvait déjà l'entrevoir aisément.

Les avantages d'un pareil terrain, occupé par un homme de la réputation de M. de Châteaubriand, ne devait pas longtemps rester inaperçus aux hommes de la gauche; ils s'y rallièrent promptement et abandonnèrent à l'ex-ministre, ainsi qu'à ceux de ses amis qui vinrent peu à peu l'y rejoindre, la conduite d'une opposition dont ils espéraient plus tard retirer le profit. Si l'on se rappelle les temps dont je parle en ce moment, on s'assurera facilement que la charte fut, en effet, le thème, le motif, le mobile de l'opposition de l'époque. La charte était dans toutes les bouches, dans tous les écrits; chacun prêtait la main pour soutenir et défendre cette nouvelle arche d'alliance qu'aucun danger ne menaçait; les émeutes qui éclatèrent vers la fin du ministère de M. de Villèle se firent au nom de la charte; c'est en invoquant la charte qu'on demandait la chute des conseillers de la couronne. Les royalistes de l'opposition y voyaient un levier pour renverser le *ministère* à la plus grande gloire de la *monarchie*; mais les hommes de la gauche l'employaient comme

bélier dans le but d'abattre *l'un* et *l'autre*.

Ces courtes explications servent à révéler les causes du déplacement de la majorité dans la chambre septennale de la droite, appuyant le ministère; elle se tourna insensiblement vers le centre gauche, opposé au même ministère. C'est sous l'impression de ce changement progressif que cette chambre fut dissoute; l'opinion du centre gauche triompha dans les élections à l'aide des hommes de la gauche, dont le nombre augmenta également dans la chambre élective. Le centre gauche, alors appuyé par ses nouveaux auxiliaires, expulsa le ministère, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent.

Cependant l'opinion *métis* que représentait la majorité actuelle n'était rien moins qu'homogène. On comptait dans les rangs de cette opposition des royalistes aigris, royalistes timides, et même, bien que formant bande à part, des hommes de la révolution prêtant l'appui de leur vote; mais le frottement continuel de ces diverses nuances d'opinions en avait peu à peu adouci les inégalités. L'union apparente qui régnait entre elles avait rapproché quelques-uns de leurs chefs. Les hommes de la gauche ne parurent plus à plusieurs d'entre eux que de simples mécontents qu'on pourrait aisément satisfaire; ceci explique encore

les nouvelles liaisons dont nous aurons à parler plus tard.

Le ministre Villèle tombé, les joies furent grandes dans l'opposition; la chambre des députés manifesta sa vive satisfaction en qualifiant, dans son adresse au roi, le ministère déchu du nom de *déplorable*. La charte avait été l'occasion du combat, il était juste aussi qu'elle eût l'honneur de la victoire; la tribune retentit bientôt de nombreuses professions de foi en faveur de la charte; elle avait frappé à mort la révolution, elle avait *tué le monstre*, hors d'elle point de salut; l'accord qui avait formé la nouvelle majorité était son ouvrage (1); le baiser *Lamourette* (2) volait de bouche en bouche; on eût dit des frères jadis ennemis qui, posant les armes, se jetaient dans les bras les uns des autres; la gauche applaudissait à ces éloquentes manifestations; elle comprit

(1) Voy. le discours de l'époque dans le *Moniteur*.

(2) Lamourette (Adrien), évêque constitutionnel de Lyon, membre de l'assemblée législative, puis de la convention, parla, le 9 juillet 1792, dans le but de fondre en un seul tous les partis qui divisaient l'assemblée; son discours eut pour le moment l'effet désiré. Tous les membres se levèrent de leur siège et s'embrassèrent. Le lendemain, les partis reprirent leur haine et leurs animosités. Les jacobins appelèrent cette séance le *Baiser d'Amourette*. Peu après ils en condamnèrent à mort le héros.

que le ministère qui sortirait de cette majorité ne pouvait être qu'un ministère de concessions; mais elle comprit aussi que son temps à elle n'était pas encore arrivé; elle dut attendre. La charte ne dominait pas suffisamment la monarchie.

Les nouveaux ministres furent effectivement tirés du sein de l'opinion triomphante du moment; nous avons déjà fait observer qu'elle n'était rien moins qu'homogène dans toutes ses parties; les nuances qui la divisaient se retrouvèrent donc dans le ministère. Le ministre des affaires étrangères, un de mes plus anciens amis, y apporta le caractère de franchise et de loyauté qui honora dans tous les temps sa noble carrière; officier brave et distingué à l'armée de Condé, dévoué à son roi dont il avait toujours suivi la fortune, le comte de la Ferronnays, occupant depuis plusieurs années des postes importants à l'extérieur, n'avait pu guère suivre nos débats parlementaires. Ses sentiments politiques se rapprochaient un peu de ceux du duc de Richelieu, mais il n'y mêlait ni fiel ni opiniâtreté; son âme candide s'ouvrait à toutes les vérités, son esprit élevé ne se révoltait pas contre les preuves d'une conviction contraire à la sienne; son seul défaut (faiblesse rare à rencontrer aujourd'hui) fut peut-être une trop grande modestie, une trop grande méfiance de ses propres

moyens; fatigué, inquiet même de la marche des choses, qui était loin de répondre à son attente, il finit par quitter le fardeau qu'on lui avait imposé malgré lui (1). Plus tard, sa vieille fidélité ne faillit pas aux jours de l'épreuve, mais il vécut trop peu pour ses amis; sa vie fut celle de l'homme de bien; sa mort celle d'un saint.

Après avoir donné un souvenir à l'amitié, j'en dois offrir un aussi à la reconnaissance : M. de Martignac, ministre de l'intérieur à l'époque dont nous parlons, m'apporta le secours de son talent en des momens de passions populaires (2). Homme de cœur, il affronta ce que ces cruels instants pouvaient présenter de périls; la tombe s'ouvrit peu de temps après pour lui, et le déroba au tribut de mes remerciements et de ma gratitude; mais le souvenir de son généreux dévouement m'accompagnera jusqu'à mon dernier jour.

Ce n'est pas toutefois sous l'impression du double sentiment que je viens d'exprimer, celui

(1) Trois semaines avant de quitter le ministère, il me dit :
« Je ne sais où nous allons ; nous devons arborer notre drapeau au centre gauche, maintenant nous le traînons dans tous les coins de la chambre. »

(2) Au célèbre procès des ministres de Charles X, en décembre 1830, M. de Martignac et M. Mandaroux-Vertamy furent mes défenseurs.

de l'amitié et de la reconnaissance, que je reprendrai le fil de ma narration; la vérité n'a rien à faire avec les épanchements du cœur; ma conscience seule dicte ces pages : je l'écoute et j'écris.

Les grâces de l'esprit, la douceur et l'aménité de caractère se réunissaient dans la personne de M. de Martignac; consciencieusement attaché à la monarchie, il en voulait le maintien, mais, autant que possible, sans luttes, sans combats; il espérait rendre à son souverain la couronne légère en éloignant d'elle le choc des résistances. Nul, en effet, n'était plus propre que lui à concilier des partis; son éloquence pure, facile, persuasive, captivait les esprits et désarmait les passions; elle n'avait pas la puissance qui dompte, mais elle avait le charme qui séduit.

Ce qu'avait prévu la gauche se réalisa; le ministère centre gauche devait être et fut en effet un ministère de concessions. La charte s'était alarmée, il fallut la rassurer; ce ne pouvait être qu'aux dépens des prérogatives de la couronne; ce qu'on donnait de force à l'une on l'enlevait à l'autre; c'était bien ainsi que l'avaient compris les secrets ennemis du trône : aussi les voyait-on dans les débats parlementaires, approuver ce qu'on faisait dans leur sens, puis demander et demander

encore. Ils poussaient, ils excitaient et ils obtenaient. Pour complaire à leurs désirs, quatorze mille Français débarquent en Grèce, bien que le traité du 6 juillet 1827, entre la France, l'Angleterre et la Russie, eût défendu aux parties contractantes l'emploi de mesures coercitives et que des instructions positives sur ce point eussent été transmises aux amiraux des trois puissances alliées. La gauche accueillit cette preuve de déférence envers son opinion, mais elle n'en continua pas moins ses attaques, car, pour s'emparer du pouvoir auquel elle aspirait, il lui fallait dépouiller la couronne de tous ses moyens de force et d'action.

Les ministres d'alors crurent sans doute donner, ils ne firent que *concéder*. C'étaient des concessions qu'on exigeait d'eux, et c'est comme *concessions* que l'opinion révolutionnaire enregistrerait leurs actes. Qu'on lise l'énumération de ces actes reproduite par un auteur bien connu par ses sentiments antimonarchiques, et dont l'ouvrage ne prouve que trop qu'il y a eu pendant la restauration, conspiration permanente sous toutes les formes, contre le trône des Bourbons, et l'on verra le jugement qu'il en porte.

« Pour gagner l'opinion dominante, M. de Martignac (il aurait dû nommer aussi ses collègues)

» s'épuise en *concessions*. Il exclut du ministère,
» dans la personne de M. Frayssinous, le parti
» *congréganiste*; il remplace l'évêque d'Hermonopolis par l'abbé Feutrier, prêtre mondain qu'on
» croit *libéral*; il éteint, dans les élections, l'*influence* des agents du roi; il affranchit la presse
» du joug de l'*autorisation* royale, et, substituant
» le monopole financier au monopole politique, il
» met aux mains des riches l'arme du *journalisme*; il abolit la censure; il frappe *au cœur*
» la puissance des jésuites; il fait passer de la
» royauté à la chambre dont il reconnaît ainsi la
» suprématie, le *droit d'interpréter* les lois... Mais
» lorsqu'après avoir fait si large la part du pouvoir
» parlementaire, il veut que *tout* ne soit pas
» enlevé au pouvoir royal, les choses *changent de*
» *face* (1). »

L'auteur a raison; dès que le ministère vit la nécessité de s'arrêter sur les bords de l'abîme, la gauche alors se dressa de toute sa hauteur; la lutte devint implacable, et M. de Martignac, dans sa juste indignation, put s'écrier à la tribune : « Messieurs, *nous marchons à l'anarchie*. » L'anarchie, en effet, régnait déjà dans l'enceinte parlementaire; les opinions fractionnées qu'elle ren-

(1) *Histoire de dix ans*, par M. Louis Blanc, tome 1^{er}.

fermait, en se subdivisant encore, n'offrirent bientôt plus que des minorités isolées, parmi lesquelles celle que présentait la réunion de la plus grande partie du centre gauche avec le côté gauche, avait l'avantage du nombre. La même anarchie se manifestait ailleurs dans les esprits; chacune des minorités dont l'ensemble formait la chambre électorale, trouvait au dehors ses soutiens et ses adhérents; la vieille majorité royaliste n'existait plus, elle s'était blessée de ses propres mains, ses guerres intestines avaient causé sa perte; unie, elle eût pu vaincre; désunie, elle devait périr; mais en tombant elle priva le trône de son dernier appui. Un de ses anciens et loyaux représentants à la chambre des pairs, exprimait ainsi ses craintes vers la fin de la dernière séance de la session de 1829 : « J'ai dit que l'on marchait » à l'anarchie, et je n'ai fait que répéter l'aveu » échappé au ministère...; tant de droits enlevés » à la couronne, tant de prérogatives abandonnées » par elle, tant de concessions de sa part, tant » d'agrandissements donnés à la démocratie qui » murmure néanmoins et qui se plaint comme si » elle avait été dépouillée; enfin, un progrès si » immense et si funeste à la monarchie constitu- » tionnelle; tout cela a été consommé en moins de » deux années. N'en est-ce pas assez pour motiver

» les tristes craintes que tout homme sensé et ami
» de son pays doit partager (1) ? »

La session de 1829 était terminée, mais le ministère centre gauche ne pouvait plus marcher : il était frappé d'impuissance. Ce n'est pas mon jugement seul que je rapporte ici ; voici entre autres, celui d'un écrivain libéral que je choisis exprès à cause de l'extrême malveillance avec laquelle il a rendu compte des actes du ministère dont j'ai fait partie.

« En total, le ministère, sans parti dans les
» chambres, sans crédit à la cour, sans appui dans
» l'opinion publique, ne pouvait plus retenir les
» préfets, les prélats, les chefs d'administration
» civile ou militaire, dans le respect d'une autorité qu'on voyait sur son déclin. De là vient que
» ses ordres étaient mal ou mollement exécutés.
» Il n'aurait pu réussir à se faire une majorité
» dans la chambre élective ; il ne pouvait non plus
» risquer de la dissoudre ; il ne représentait aucun
» grand parti, aucun grand intérêt ; il n'avait eu
» aucune influence dans les dernières élections ; et
» vainement aurait-il voulu revenir sur le passé,

(1) Discours du marquis de Villefranche. Voy. l'*Annuaire historique* de Lesur, pour l'année 1829.

» se dévouer au parti royaliste, on se souvenait
» de son origine et de ses concessions (1). »

Telle était la situation du pays lorsque le roi prit la résolution de changer son ministère. Peu de mois auparavant il avait eu l'intention de me confier le portefeuille des affaires étrangères. Dans les premiers jours de janvier de cette même année, le comte de Portalis m'envoya, en effet, l'ordre de revenir sur-le-champ de Londres, où j'occupais le poste d'ambassadeur; la lettre, sans me donner connaissance du but réel de mon départ précipité, mettait en avant, comme prétexte, la prochaine arrivée à Paris du duc de Mortemart, ambassadeur du roi à Saint-Pétersbourg; le court séjour qu'il devait faire dans la capitale, et les avantages qui résulteraient d'une entrevue avec lui dans un moment où la tranquillité de l'Europe semblait compromise. La situation était certainement critique; la guerre, qui venait d'éclater entre la Turquie et la Russie, inquiétait les puissances européennes; l'Autriche la voyait avec crainte, l'Angleterre avec dépit; l'empire ottoman était menacé d'une dissolution prochaine, et cet événement devait amener de graves complications politiques.

Quoi qu'il en fût je partis, sans me douter de

(1) *Annuaire historique de Lesur*, année 1829.

rien, deux heures après avoir reçu la dépêche du comte Portalis, et ce ne fut que par les clameurs des journaux libéraux que je compris, dès mon arrivée à Paris, quel avait été le véritable motif de l'ordre que j'avais reçu. M. de Martignac m'a dit depuis, que lui et le comte Roy, ministre des finances à cette époque, eussent alors désiré que j'entrasse au ministère avec eux; je n'aurais pu me rendre à leur désir, à cause de quelques-uns de leurs collègues.

A mon tour, lorsqu'au mois d'août suivant je fus chargé par le roi de former un nouveau ministère, de concert avec MM. de Chabrol et de Labourennaye, déjà indiqués comme devant faire partie de ce ministère, j'insistai vivement pour conserver MM. de Martignac et Roy dans la nouvelle composition; le comte de la Bourdonnaye consentit à y laisser le comte Roy, mais il déclara qu'il n'entrerait aux affaires que si M. de Martignac en sortait. Le comte Roy refusa de rester seul dans le nouveau ministère; c'était chose facile à prévoir.

Le 8 août (1), le nouveau ministère fut constitué, mais dans quel état trouva-t-il la monarchie! Plus de moyens d'action pour elle dans les cham-

(1) 1829.

bres, plus de défense contre une presse ardente, envenimée, toujours accusatrice, toujours calomniatrice; plus d'autorité sur la plupart des fonctionnaires publics, habitués depuis peu à ne prendre de direction que d'eux-mêmes, et devenus craintifs d'un avenir gros d'orages.

On a voulu plus tard me rendre responsable des résultats d'une pareille situation; mais ce n'était pas moi qui l'avait faite; ce n'était pas moi dont l'ambition déçue, irritée, avait contribué à enlever au trône ses défenseurs naturels, et les avait entraînés insensiblement sur un terrain ennemi; ce n'était pas moi qui avais dépouillé la couronne d'une partie de sa force et de sa puissance. A l'époque où je fus appelé aux affaires, je trouvai le vaisseau de l'État désemparé, le vent des tempêtes soufflait dessus avec furie, et l'on s'est étonné qu'il se soit brisé contre les écueils; mais, encore une fois, était-ce donc moi qui l'avais privé de ses agrès?

A chacun ses fautes; qu'on m'impute les miennes, soit, mais qu'on rende également à mes prédécesseurs et à leurs adhérents la part qui leur revient. Certes, quand éclata la révolution de juillet, les accusations de tous genres ne me faillirent pas; discours aux chambres, pamphlets, injures, bruits mensongers, tout servit d'aliment à la ran-

cune des partis et trouva bientôt un écho dans les feuilles publiques. Je devins l'objet des attaques les plus vives et les plus passionnées; chacun me jugeait à sa guise, et, pour confirmer son jugement, on m'attribuait des paroles que je n'avais pas proférées, on me prêtait des intentions qui n'avaient jamais été les miennes; le moment, il faut le dire, était heureusement choisi; l'échafaud, puis les tours de Ham m'imposaient silence; toutefois, l'attitude calme et réservée des anciens et fidèles défenseurs de la monarchie me dédommagea, je dois le dire, de l'abandon de ceux dans les rangs desquels j'avais autrefois combattu; les premiers avaient prévu le danger, ils voyaient depuis longtemps la révolution bouillonnante de tous côtés; ils avaient pressenti le mal, ils l'avaient hautement annoncé.

Le mal; en effet, faisait d'effrayants progrès. La chute du dernier ministère fut le signal d'une décomposition plus grande encore dans l'opposition royaliste du centre gauche; quelques-uns de leurs chefs semblèrent s'associer avec les hommes de la gauche, implacables adversaires de la monarchie; on en vit un qui trouva dans la caisse d'un banquier, dont l'or devait bientôt soudoyer la révolution de juillet, une somme que la restauration ne lui eût certes pas refusée, s'il se fût

adressé à elle comme précédemment (1); on en vit même (s'il faut en croire quelques partisans indiscrets de l'insurrection triomphante), qui, par l'intermédiaire de M. Guizot, confièrent à la fameuse société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, des écrits que cette société se chargea de faire publier (2).

Sans doute les royalistes qui crurent à cette époque devoir se rapprocher des opinions de la

(1) On lit dans le *National* du mois de mars 1833 ce qui suit : « Monsieur, lorsqu'à la formation du ministère Polignae » je donnai ma démission de l'ambassade de Rome, je fus » embarrassé pour une somme de *dix mille* franes : je ne la » trouvai que dans la caisse de M. Laffitte ; c'est bien le moins » que je paye une faible partie de l'intérêt d'une somme que » j'ai rendue et qui me fut prêtée sans intérêt. Je m'em- » presse, monsieur, de vous envoyer *cent* franes pour la » souscription de M. Laffitte.

» Signé : CHATEAUBRIAND. »

(2) Dans la séance de la chambre des députés du 19 mars 1834, M. Garnier-Pagès, après avoir rappelé que M. Guizot avait présidé en 1829 et 1830 la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, ajoute : « Cependant M. Guizot conservait des relations intimes avec des légitimistes ; c'est par le moyen des » doctrinaires que l'on parvint à obtenir de MM. Châteaubriand et Hyde de Neuville des écrits qui furent publiés au » nom de la société. » (Ici M. Berryer interrompt l'orateur.) M. Garnier-Pagès continue : « J'ai la preuve de ce que j'avance. »

Écho Français, 20 mars 1834.

gauche ne conspiraient pas contre le trône ; le passé de leur vie, l'avenir qui les attendait, en fournissent aujourd'hui la preuve ; mais, aveuglés qu'ils étaient alors, ils démolissaient le pouvoir royal au profit de la révolution. On eût pu dire d'eux, avec l'auteur de la *Monarchie selon la charte* : « Ces personnes ne trahissent pas la monarchie légitime, mais elles servent d'instruments à la faction qui la trahit ; en les voyant soutenir des opinions révolutionnaires, la foule, qui ne raisonne pas, croit que la raison est du côté de ses opinions. Ils entraînent ainsi par l'autorité de leur exemple, et affaiblissent le bataillon des fidèles. Quand l'événement viendra les réveiller ; quand, surpris par la catastrophe, ils s'apercevront qu'ils ont servi de *marchepied* à l'usurpation, alors ils se feront tuer aux pieds de monarque, mais la monarchie sera perdue. »

Il en advint ainsi. La catastrophe surprit l'auteur de ces lignes cheminant avec M. Laffitte, quoique ayant des vues et des intentions différentes ; alors l'heure de la séparation sonna, ils se quittèrent tous deux : l'un pour aller méditer sur des ruines, l'autre pour monter au capitol.

Je suis loin ici de vouloir me livrer à de vaines récriminations ; qu'importe de savoir, après le combat, quels noms ont provoqué la défaite, les

blessures reçues en guérissent-elles plus vite? Encore quelques années, et un peu de poussière couvrira vainqueurs et vaincus, oppresseurs et opprimés. Je n'ignore pas d'ailleurs que dans les grands ébranlements politiques tout est butin pour la victoire, tout sert de motif d'accusation aux regrets. On s'enquiert peu des causes, on ne voit que l'effet, parce que c'est l'effet qui touche, et que ce qui touche seul est sensible, mais l'histoire recherche ces causes, c'est son devoir, et c'est elle que j'étudie; elle doit montrer, en cette circonstance, les périls que court une société qui, sans contre-poids, sans corps politiques stables, immuables, fortement organisés dans son sein, place son avenir sous l'influence d'opinions éphémères, bouillantes, versatiles, qui l'agitent, l'égarent et finissent par briser son existence. Elle doit signaler encore les dangers auxquels est exposé un trône, ne reposant que sur une fiction écrite à l'usage de tous les partis, de tous les mécontents, de toutes les passions, et qui n'a d'autre point d'appui qu'une majorité parlementaire que le caprice d'un jour peut anéantir.

L'histoire n'est qu'une série d'enseignements utiles; elle doit donc, dans le cas actuel, indiquer ceux qui précédèrent et expliquent la chute de la monarchie française.

Pour être aussi concis que possible dans le récit de ce dernier épisode de la restauration, je réunirai toutes les questions homogènes qui s'y rattachent. Ainsi groupées, je les traiterai ensemble, puis je passerai à d'autres; je parlerai donc d'abord des motifs qui amenèrent les diverses modifications qu'a subies le ministère du 8 août. Ces détails, je l'avoue, ne s'accordent guère avec le genre d'écrit dont je m'occupe; mais comment puis-je autrement qu'en exposant les faits, démontrer l'absurdité des bruits offensants qu'on a répandus contre moi? Je n'ai, certes, pas la prétention de réfuter, dans ces pages, les mille et un mensonges qu'on s'est plu à écrire ou à débiter sur mon compte. Je me contenterai de dire ce que j'ai fait, ce que j'ai su, ce que j'ai vu. La vérité est le meilleur bouclier contre les traits de la malveillance.

Je traiterai ensuite les questions relatives à la politique extérieure. La conquête d'Alger y trouvera naturellement sa place.

Enfin je finirai par l'examen de la crise intérieure du sein de laquelle surgit la révolution de juillet.

Lors de la formation du ministère du 8 août, je représentai avec force au comte de la Bourdonnaye la nécessité de rétablir la présidence du con-

seil supprimée par le dernier ministère, ce qui avait nui à l'unité de sa marche et de son action. J'essayai de lui prouver l'avantage d'avoir, non un chef, mais un point central d'où partit une impulsion homogène pour toutes les branches de l'administration; je l'invitai, je le pressai de remplir le poste dont je lui proposais le rétablissement; il refusa nettement, déclarant de plus qu'il ne ferait point partie du nouveau ministère si l'on devait lui donner un président. Les choses en restèrent là; mais, plus tard, l'incompatibilité d'humeur et de caractère entre le comte de la Bourdonnaye et le garde des sceaux (1) amena inopinément la solution de cette question. Celui-ci m'en parla d'abord sérieusement. Je lui fis part de ce qui s'était passé précédemment entre le ministre de l'intérieur et moi, et j'obtins qu'il ajournât le projet qu'il avait formé de soumettre cette question au roi. Peu après, mes autres collègues vinrent aussi m'entretenir du même objet. Le ministre de la marine (2) me remit à ce sujet un mémoire très-bien rédigé; je fis à tous la même réponse qu'au garde des sceaux. Les formes un peu brusques du comte de la Bourdonnaye fatiguaient,

(1) M. de Courvoisier.

(2) Le baron d'Haussez.

il est vrai, ses collègues. D'ailleurs nous nous étions attendus à trouver en lui l'énergie que réclamait la gravité des circonstances ; mais son irrésolution continuelle, qui le faisait flotter entre une confiance trop grande et une réserve excessive, nous apprit qu'un hardi chef d'avant-garde pouvait quelquefois n'être pas propre à la défense d'une ville assiégée. Sur ces entrefaites, le garde des sceaux, sans m'en avoir prévenu, soumit à tous les ministres, assemblés pour traiter d'affaires entre eux, la proposition de prier le roi de rétablir la présidence du conseil. Sa proposition fut appuyée, et le comte de la Bourdonnaye se levant aussitôt, sans vouloir écouter nos observations, alla sur-le-champ porter sa démission au roi. Il accepta la pairie. Le roi me nomma président du conseil, le comte de Montbel prit le portefeuille du ministère de l'intérieur, et le comte Guernon de Ranville celui des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique (1).

On s'est étonné d'avoir vu, dans le *Moniteur* du 8 août, le nom du comte de Rigny, absent alors de Paris, figurer parmi ceux des nouveaux ministres ; en voici l'explication. M. de Rigny avait quitté la capitale peu de semaines avant la forma-

(1) 18 décembre 1829.

tion du nouveau ministère; il prévoyait sans doute à cette époque la possibilité d'un changement ministériel; car, avant son départ, il laissa une lettre (1), adressée à un de ses amis, dans laquelle il disait que, dans le cas où le roi m'appellerait dans ses conseils, il désirerait que je fusse instruit qu'il éprouverait une vraie satisfaction d'y entrer avec moi. Je ne connaissais point M. de Rigny, mais j'ai dû croire à l'expression écrite de son désir; cependant j'ai eu tort, puisque, nommé, il refusa (2).

Voici à quelle occasion eut lieu la seconde et dernière modification du même ministère. La question de la dissolution de la chambre des députés, après la fameuse adresse des 221, occupait sérieusement les ministres; nous la traiterons plus loin. Quelques-uns d'entre eux regardaient cette dissolution comme indispensable; d'autres, la redoutaient; ceux-ci pensaient, de plus, qu'il serait utile d'appeler dans les conseils du roi un ou deux membres de l'opposition du centre gauche. La majorité des ministres fut pour le sentiment contraire; alors MM. de Chabrol et de Courvoisier, qui avaient soutenu l'opinion opposée, se retirèrent.

(1) Cette lettre me fut apportée par M. de Genoude.

(2) On croit que c'est son oncle, le baron Louis, qui l'empêcha d'accepter le poste qui lui fut offert.

rent, mais sans aigreur et sans arrière-pensée. Tous deux m'écrivirent après avoir donné leur démission, pour me dire qu'ils conserveraient toujours un souvenir agréable du temps qu'ils avaient passé aux affaires avec moi. M. de Chantelauze, magistrat intègre, homme de cœur et de talent, fut désigné pour remplacer M. de Courvoisier ; il insista pour que le comte de Peyronnet entrât au ministère en même temps ; tous deux furent portés dans la même ordonnance (1). Un huitième ministère fut créé ; il eut dans ses attributions les travaux publics et la direction générale des ponts et chaussées. Le baron Capelle, administrateur distingué, en eut le portefeuille.

Passons maintenant aux questions relatives à la politique extérieure. Je les parcourrai rapidement ; la nature de ce travail l'exige. Peut-être un jour en offrirai-je au public un récit plus détaillé.

J'avais longtemps médité, pendant mon ambassade en Angleterre, sur l'importance de la conquête d'Alger pour la France, et sur les heureux résultats que toute la société européenne retirerait de la destruction de la piraterie, de l'abolition de l'esclavage des chrétiens sur les côtes d'Afrique, et de l'affranchissement des tributs honteux

(1) Celle du 19 mai 1830.

qu'exigeaient les régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli. J'avais, quoique avec ménagement, retracé ces divers avantages à mes collègues à Londres; mais je n'eus pas de peine à m'apercevoir que des susceptibilités rivales empêcheraient toujours leurs cours de s'entendre avec nous sur les moyens à prendre pour atteindre le but désiré; d'où je conclus que la France ne devait compter que sur elle seule pour tenter une pareille entreprise. J'écrivis une fois à ce sujet au ministre des affaires étrangères (1). A cette époque, l'expédition de Morée absorbait l'attention du ministère; il me fallut attendre. Arrivé aux affaires, je résolus aussitôt de réaliser mes projets. Ma première combinaison fut de me servir du vice-roi d'Égypte pour les mettre à exécution; en voici les motifs : une dissolution prochaine menaçait alors l'empire ottoman; la destruction des janissaires lui avait enlevé une grande partie de sa vraie force militaire; une guerre malheureuse contre la Russie venait de rendre sa position encore plus critique; les pachas, gouverneurs des provinces, n'obéissaient qu'à contre-cœur à l'autorité supérieure, et Méhémet-Ali, le plus puissant, le plus indépendant de tous, homme ambitieux, habile, n'atten-

(1) Mois de mai 1828.

dait qu'une occasion pour donner le signal d'une insurrection générale; la chute de cet empire paraissait donc imminente : nous pouvions la retarder, nous ne pouvions l'empêcher d'avoir lieu. La paix régnait en Europe, et, peut-être, sans la troubler, les puissances fussent-elles venues à bout de concilier les graves questions que la dissolution de l'empire ottoman eût fait naître. Mais il fallait se tenir prêt pour l'événement. On ne donne qu'à ceux qui peuvent prendre; or je comptais peu sur l'appui des chambres législatives, même pour des objets *utiles* au pays : funeste résultat d'un état de choses qui place tout l'avenir d'un peuple entre les mains d'une majorité passionnée : j'en ai fait la triste et pénible expérience. Il me fallait donc créer, en dehors des chambres, une influence qui, dans l'occasion, pût tourner à l'avantage de la France. C'est dans ce but que je jetai les yeux sur Méhémet-Ali; ses services actuels devaient être pour moi le gage de services futurs. D'après ce plan, à la voix du monarque français, une armée égyptienne partait des rives du Nil, suivait la route qui lui était tracée et vengeait l'Europe des outrages commis par les barbaresques. Méhémet augmentait sa puissance; la France se réservait des points militaires sur les côtes d'Afrique, et le vice-roi d'Égypte, reconnu

par le fait *lieutenant* du roi de France, eut, au moment opportun, porté, malgré l'Angleterre, l'influence française jusqu'au sein de l'Asie. Des négociations s'ouvrirent secrètement à Alexandrie; elles eurent un plein succès. Méhémet-Ali eut bientôt terminé ses préparatifs, mais le gouvernement britannique eut vent de cette expédition; il donna l'éveil à la cour ottomane, et celle-ci, mettant en avant son droit de souveraineté sur les populations barbaresques, donna l'ordre au vice-roi d'Égypte d'abandonner ses projets d'agression. Méhémet, n'osant encore rompre avec le sultan, fut obligé de se soumettre. Il me fallut alors changer de plan. Celui que nous adoptâmes eut quelque chose de plus brillant, sans doute; l'autre pouvait être plus utile pour l'avenir (1).

Ces rêves de grandeur et d'influence dans un autre hémisphère sont déjà loin de nous; j'ai pu les raconter. La révolution de juillet a, de fait, retardé la chute de l'empire ottoman; les puissances européennes ont pensé, avec raison, que, placées en face d'un volcan toujours en état d'effervescence, il fallait ajourner la solution de toute

(1) Les récits relatifs à cette première combinaison, imprimés dans les ouvrages publiés depuis 1850, sont tous erronés.

question susceptible d'altérer l'union qui règne entre elles.

Il nous fallut donc dès lors agir avec nos propres moyens. Le comte de Bourmont avait fait d'actives recherches dans son ministère (1); leurs résultats lui apportèrent la conviction qu'une expédition tentée contre Alger offrait des chances à peu près certaines de succès. Le maréchal duc de Raguse vint m'en parler de sa part; il n'eut pas de peine à me persuader; on croit aisément ce qu'on désire. Les ministres arrêtaient donc, avec l'autorisation du roi, que l'expédition aurait lieu, et elle eut lieu.

J'aurai peu de détails à offrir ici concernant cette glorieuse expédition; j'étudie les causes des événements contemporains, et je laisse de côté les faits qui ne servent pas à établir les rapports entre ces événements et leurs causes; toutefois, il est juste, dans l'occasion actuelle, de rendre à chacun la part de mérite qui lui revient.

L'entreprise du ministère était hérissée de difficultés: à l'intérieur, la presse révolutionnaire, qui d'abord reprochait aux conseillers de la couronne de laisser sans vengeance l'injure faite par le dey d'Alger au pavillon français, changea de langage

(1) Le ministère de la guerre.

dès qu'elle apprit qu'une expédition se préparait dans nos ports; alors elle s'efforça de démontrer l'impossibilité du succès; elle chercha en vain à jeter le découragement dans l'esprit des soldats; elle suscita des difficultés de tous genres. Dans les chambres, l'opposition irritée accusa le ministère d'imprudence et de témérité; on osa plus, j'ai honte de l'avouer, on fit passer à ceux que nous allions combattre, de secrets avis qui ne tendaient à rien moins qu'à compromettre le salut de notre armée. A l'extérieur, l'Angleterre menaçait et armait; l'Espagne boudait; l'Autriche et la Prusse étaient indifférentes; le représentant de la Russie (1), à l'insu de son souverain, se montrait hostile, en haine du ministère, contre lequel il intriguait ouvertement. Enfin, lorsque notre flotte mit à la voile pour les côtes d'Afrique (2), le sol tremblait en France, l'orage grondait à l'extérieur.

Le souvenir des temps passés ne pouvait guère nous inspirer de confiance : Charles-Quint, Louis XIV, l'Espagne, la Grande-Bretagne même avaient échoué dans une entreprise semblable à celle que nous allions tenter; mais, malgré les

(1) Le comte Pozzo di Borgo.

(2) Le 23 mai 1830.

obstacles dont nous étions entourés, Dieu bénit nos armes, il nous donna la victoire. Le comte de Bourmont, avec l'aide du vice-amiral qui commandait la flotte (1), débarqua ses troupes (2) dans la presqu'île de Siddi-Ferruck, défît les Arabes à Staoueli, s'empara du château de l'empereur, et bientôt le drapeau blanc flotta sur les murs d'Alger (3). Officiers et soldats rivalisèrent de zèle et de courage. Heureux vainqueur, mais père infortuné, le général en chef perdit un fils en donnant une conquête à la France (4).

Il faut aussi accorder de justes éloges à l'activité du ministre (5) qui présida aux préparatifs de cette glorieuse expédition. « Celle d'Égypte même, dit » un écrivain libéral, n'avait pas été préparée avec » tant de célérité, de puissance et de luxe militaire; jamais la marine française n'avait paru si » riche (6) de talents et de moyens. » En moins de trois mois de temps, cent bâtiments de guerre, cinq cents navires de transport attendaient le

(1) Le vice-amiral Duperré.

(2) Le 14 juin 1830.

(3) Le 5 juillet 1830.

(4) Le comte Amédée de Bourmont, blessé mortellement le 24 juin, succomba le 7 juillet 1830.

(5) Le baron d'Haussez, ministre de la marine.

(6) *Annuaire* de Lesur (année 1830).

signal du départ dans la rade de Toulon. Les opinions politiques les plus haineuses doivent garder le silence devant de pareils résultats.

Reste à dire un mot sur le compte du ministère des affaires étrangères, dont le devoir était de protéger l'expédition contre toute malveillance extérieure, et d'en assurer ainsi le succès. Ce devoir fut accompli; mais l'honneur en revient au roi : il mena tout, prescrivit tout, dirigea tout; je ne fus que son premier secrétaire. La marche qu'il adopta fut loyale, généreuse et digne de son noble caractère; à toute puissance qui lui manifestait une inquiétude soupçonneuse, il proposa franchement de s'associer aux périls et à la gloire de l'expédition; ce fut ainsi qu'il fit renoncer l'Espagne à ses projets hostiles; elle refusa toute participation à l'entreprise, mais de mécontente elle devint amie. Aux représentations, aux menaces de l'Angleterre, il opposa d'abord le silence; puis, considérant la question d'Alger comme une question européenne qui ne devait point faire l'objet d'une négociation particulière, il répondit aux griefs du cabinet anglais, en me donnant l'ordre d'envoyer à tous ses alliés une même circulaire officielle, explicative de ses sentiments et de ses intentions. La dernière de ces circulaires (1),

(1) Celle du 12 mai 1830.

transmise au moment où notre flotte allait mettre à la voile, établissait nettement la position du roi envers ses alliés, en déclarant que Sa Majesté était *exempte de tout engagement antérieur*. Le monarque, par sa fermeté, maintint la paix générale et sut faire respecter l'honneur de ses armes (1).

Quant aux frais de l'expédition, on n'eut rien à demander à la France : la victoire paya la conquête.

Plusieurs personnes m'ont écrit dans le but de savoir ce que la restauration comptait faire de cette conquête; je me suis toujours refusé à traiter séparément les questions qui se rattachent à l'ensemble de l'époque dont j'étudie maintenant l'histoire; mais dans le genre d'écrit que je présente à mes lecteurs, ma réponse peut y trouver place. La voici :

Aussitôt après la prise d'Alger, les consuls européens furent rétablis dans leurs attributions; j'en donnai avis aux cours alliées. Plus tard, le maréchal de Bourmont soumit le bey d'Oran et le bey de Bone, qui tous deux prêtèrent foi et hommage au roi de France; c'était, ce me semble,

(1) Voy. l'excellente et véridique *Histoire des négociations relatives à la question d'Alger*, publiée dans le mois de mai 1841, par M. le duc de Valmy.

faire acte de souveraineté. De plus, j'envoyai l'ordre à notre ambassadeur à Constantinople (1) de traiter tout de suite la question subsidiaire de la suzeraineté que nos succès n'avaient pu enlever au sultan. En effet, d'anciens pactes avec la Porte Ottomane nous donnaient bien un droit de guerre contre les puissances barbaresques, mais nous ne pouvions leur prendre que ce qu'ils avaient à nous livrer; le roi ne voulait pas que sa victoire portât préjudice aux droits d'un tiers inoffensif. Un sentiment injuste d'orgueil eût sans doute profité de la force pour se satisfaire; ce n'était pas ainsi que le roi de France entendait l'honneur. Il fallait donc négocier pour éteindre le droit de suzeraineté que le sultan exerçait légitimement sur le territoire d'Alger. Or la nature de ces négociations prouve encore que l'intention du monarque était de garder sa conquête; mais eussions-nous pu la conserver? En vérité, je l'ignore. Ce n'était pas les ennemis extérieurs qui nous intimidaient; nous ne craignions que les ennemis du dedans. Ils voulaient, avant tout, renverser le trône, et la perte de notre glorieuse conquête eût été pour eux un sacrifice minime, s'il eût pu contribuer à l'accomplissement de leur désir. Sans troupes, sans ar-

(1) Le comte Guilleminot.

gent, qu'eussions-nous donc pu faire ? Plusieurs projets, le cas échéant, furent proposés pour sortir de ce nouvel embarras ; nous délibérions sur leur mérite respectif lorsque la révolution de juillet mit un terme à nos travaux.

Ici se termine tout ce que je puis placer dans ce travail, concernant l'expédition d'Alger. Ce n'est pas non plus le lieu de traiter la question grecque, mal entamée, mal continuée et mal achevée ; j'omettrai de parler également de la grave question de l'union des douanes allemandes, dont j'espérais atténuer les effets désastreux pour la France, en provoquant l'établissement d'une zone intermédiaire depuis la Saxe jusqu'au Hanovre inclusivement. Cette nouvelle union devait rendre nulle de fait celle du Nord et du Midi ; elle commençait à se former sous les plus heureux auspices ; la révolution de juillet l'a frappée de mort. L'Allemagne n'offrira plus bientôt qu'un seul corps politique n'ayant aussi qu'un seul intérêt commercial ; là sont sa force et son avenir ; nous en dirons quelques mots plus tard. Je passerai aussi sous silence ce qui a trait aux réclamations pécuniaires des États-Unis d'Amérique ; le gouvernement de juillet s'est reconnu débiteur d'une somme de 24,000,000 ; des tableaux, que j'avais fait dresser dans les bureaux des affaires étrangères, et qui

doivent s'y trouver encore, ne m'ont donné pour résultat que l'existence d'une dette d'environ trois millions et demi à quatre millions; mais, je le répète, tous ces détails ne peuvent figurer dans un écrit qui a pour but de présenter la physionomie actuelle de la société européenne et d'expliquer les causes de perturbation qu'elle renferme aujourd'hui dans son sein. Cependant je dois insérer ici quelques lignes relativement à la question espagnole dont j'aurai à m'occuper en son temps.

Le 29 mars 1830, Ferdinand VII rendit un décret par lequel les filles devenaient dorénavant habiles à succéder à la couronne d'Espagne, dans la ligne directe, à défaut d'enfants mâles. Pouvait-il changer ainsi l'ancienne loi semi-salique établie par Philippe V et mettre au néant les droits existants de ses deux frères? C'est une question que nous examinerons ailleurs. L'ambassadeur du roi de France protesta aussitôt contre le décret; le ministre des affaires étrangères approuva sa conduite, mais il lui manda d'attendre de nouveaux ordres avant de renouveler sa protestation. Voici, en effet, ce qui se passait aux Tuileries : Charles X avait compris l'influence fatale que pouvait avoir la promulgation de ce décret sur les futures destinées de l'Espagne; il redoutait aussi les complications politiques qui devaient en résulter. Pour

éviter de faire de ce changement de succession au trône d'Espagne une question européenne, il ne voulut l'envisager que sous le point de vue d'une simple question *de famille*, que les membres de la famille dont il était le chef étaient seuls appelés à résoudre. Il espérait ainsi ramener Ferdinand VII à des idées plus sages, en lui montrant l'opinion unanime de tous les membres de la maison de Bourbon contre l'abolition de la loi semi-salique qui réglait l'ordre de succession à la couronne d'Espagne; il se fût au besoin fait autoriser par l'assemblée de famille à agir en conséquence. C'était une manière grande et digne du roi de France de considérer la question; il l'évoquait à lui seul, il en écartait toute influence étrangère; mais le secret était nécessaire jusqu'au moment fixé pour la convocation des membres intéressés de la famille. Le roi s'abstint donc de toute mesure qui pût attirer l'attention du monarque espagnol sur ses futurs projets; un plan fut concerté avec le roi des Deux-Siciles, lors de son passage à Paris pour se rendre dans ses États. Aussitôt après son retour à Naples, ce plan devait recevoir son exécution; les membres de la maison de Bourbon eussent été appelés en conseil de famille; la révolution de juillet intervint, et livra la malheureuse Espagne à toutes les horreurs d'une guerre civile

dont on ne peut encore prévoir ni le terme ni les conséquences. C'est maintenant sous l'aspect d'une nation plongée dans l'anarchie, que nous aurons à la considérer lorsque nous tracerons notre résumé sur l'état actuel de la société européenne (1).

Les soins que Charles X donnait à la conduite des questions politiques à l'extérieur, ne l'empêchaient pas de s'occuper avec la même activité consciencieuse de celles qui concernaient le bien-être de la France à l'intérieur. M. de Château-briand n'a jamais rien dit de plus vrai sur ce prince que ces mots : *Il écoute, il observe, il se livre avec une assiduité religieuse à ses devoirs de roi* (2). Les ministres s'empressaient d'aller au devant des désirs du souverain. On connaît le rapport du ministre des finances (3); il signale au plus haut degré la prospérité publique de cette époque; c'est en quelque sorte le *compte rendu* de la restauration; mais le brillant tableau qu'il offre s'effaça bientôt devant l'insurrection parisienne. Le même ministre avait préalablement fait un emprunt à 4% *au-dessus* du pair, succès qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait jamais obtenu. Enfin

(1) Voy. la note 9.

(2) Première lettre à un pair de France.

(3) Publié le 18 mai 1830.

le budget qu'il devait présenter aux chambres n'atteignait pas un milliard : on n'en est pas aujourd'hui quitte à si bon marché. Une ordonnance du roi, provoquée par le ministre de l'instruction publique, donnait à toutes les communes du royaume des écoles et des moyens d'instruction proportionnés aux besoins des populations (1). Nos lois ne permettaient pas d'en faire davantage.

Parlerai-je aussi du ministre des affaires étrangères devenu président du conseil ? Il le faut bien, puisqu'il a été l'objet des plus vives attaques ; je serai bref, et je prouverai ce que je dirai de lui ; car lorsqu'il s'agit de retracer à ses lecteurs l'énumération de projets utiles dont une force majeure a arrêté l'exécution , ils sont en droit d'exiger la preuve que ces projets ont été réellement conçus et préparés.

Je m'étais depuis longtemps montré hostile au système de centralisation que nous avaient légué la république et l'empire ; j'avais fréquemment entretenu plusieurs des ministres qui m'avaient précédé de la nécessité de mettre un terme à un état de choses qui me semblait incompatible avec les institutions qui nous régissaient ; mais je

(1) Publié le 14 février 1830.

voulais procéder avec ordre et commencer par l'organisation de la commune, base naturelle de toute organisation sociale. Arrivé au ministère, je demandai à quelques agents diplomatiques à l'extérieur, de me transmettre un travail détaillé sur les institutions municipales du pays dans lequel ils résidaient (1); avec le secours de ces lumières, prises à différentes sources, j'avais conçu un plan large *d'émancipation des communes*.

Une autre mesure me semblait également recommandable. Nul doute qu'une des libertés les plus précieuses pour le père de famille, ne soit celle qui lui permette de surveiller et de diriger lui-même l'éducation de ses enfants dans le sens qui répond le mieux à sa tendre affection pour eux. De pareils soins sont pour lui l'accomplissement d'un premier devoir, que ceux qui en sont l'objet apprennent plus tard à reconnaître comme un premier bienfait. Faire cesser le monopole tyrannique des lois universitaires, et donner aussi une plus grande latitude à l'enseignement public, me paraissait à la fois juste, moral et conforme aux besoins de la société. Un projet de loi avait été préparé pour atteindre ce but.

(1) Les rapports qui me furent adressés ont été déposés dans les cartons des affaires étrangères.

Enfin le ministère, tout en diminuant les charges publiques, avait su créer à l'État de nouvelles ressources, dont l'emploi eût augmenté la prospérité générale en procurant un écoulement plus facile aux capitaux particuliers.

Il s'agit maintenant de prouver que ces divers plans ont été réellement conçus et préparés par les ministres. La révolution de juillet s'est chargée d'enregistrer les preuves que j'ai à mettre sous les yeux de mes lecteurs; je les puiserai dans ses archives.

Après les journées de juillet 1830, on saisit à l'hôtel des affaires étrangères, entre autres papiers, qui m'appartenaient, une note tout entière écrite *de ma main*, portant le titre suivant : *Tableau de la situation politique de la France, présenté au roi, conformément à son désir*. Cette note renfermait une analyse des différents points qui devaient être traités et développés dans un rapport spécial. On trouva en effet ce rapport dans le cabinet de Charles X, aux Tuileries; il était daté du 14 avril 1830. L'une et l'autre pièce furent déposées plus tard au greffe de la cour des pairs après le procès des ministres; elles s'y trouvent encore; leur autorité ne saurait donc être douteuse; elles font connaître toute la pensée du ministère sur la situation critique de l'époque; elles exposent ses

vues, ses projets et ses espérances. Sans les événements de juillet, ces deux pièces fussent restées ignorées, car elles n'étaient point destinées à la publicité, et elles n'en révèlent donc que mieux les secrètes pensées qui préoccupaient alors la couronne et ses conseillers. Je vais en extraire les passages qui renferment les preuves dont j'ai besoin.

Après avoir traité successivement les questions qui se rapportent au crédit public, au bien-être de l'agriculture, à la prospérité du commerce, au développement de l'industrie; après avoir tracé le tableau satisfaisant de nos relations à l'extérieur, on lit dans le rapport ce qui suit :

« Toutefois, le roi ne croyait pas que sa haute
» mission dût se borner à veiller à la conserva-
» tion de l'état des choses, tel qu'il existe aujour-
» d'hui. Quelques améliorations étaient conseil-
» lées par l'intérêt public, et les circonstances
» semblaient favorables à leur exécution; c'est
» ainsi que la centralisation des affaires d'admi-
» nistration nuit fréquemment à la gestion des in-
» térêts communaux et départementaux; le roi
» avait pensé que les décisions de plusieurs de ces
» affaires pouvaient avoir lieu avec plus d'avantage
» sur les lieux mêmes, que, dans plusieurs cas,
» les administrés ou les fonctionnaires subalternes

» pourraient agir eux-mêmes sous l'inspection du
» gouvernement, d'une manière plus prompte et
» plus sage que l'autorité centrale ne le fait au-
» jourd'hui ; *une loi était préparée* pour atteindre
» ce but.

» Beaucoup de capitaux sont maintenant inactifs
» ou mal employés. Le gouvernement du roi au-
» rait voulu leur ouvrir un débouché par la mise
» en construction de nouvelles routes, de nou-
» veaux canaux, dont la création aurait augmenté
» dans l'avenir l'activité de notre industrie et les
» ressources de nos provinces ; des *projets de loi*
» avaient été *conçus* pour cet objet. »

Pour l'intelligence du parageaphe précédent, il est bon de dire qu'une loi de finances devait être soumise aux chambres, laquelle, tout en *diminuant* les charges des contribuables, tout en *conservant* à l'amortissement sa force et son intégralité, aurait néanmoins pu mettre à la disposition du gouvernement, sans création de nouveaux emprunts ni émissions de nouvelles obligations du trésor, la somme de deux cents millions, dont un cinquième eût annuellement été affecté aux réparations des routes, places de guerre, arsenaux de la marine et à l'achèvement des canaux ; or l'emploi des capitaux appartenant à l'État amène nécessairement l'emploi des capitaux qui appar-

tiennent aux particuliers (1). C'est un principe en finances, que les capitaux appellent les capitaux; le mouvement des capitaux qu'on projetait devait donc être aussi utile aux intérêts particuliers qu'à ceux de l'État; les chemins de fer ont aujourd'hui remplacé les canaux, mais je doute fort que leur construction s'achève sans l'imposition de nouvelles charges sur les contribuables; quant à la force actuelle de la caisse d'amortissement, personne n'ignore qu'elle est moins considérable qu'autrefois, ses anciennes ressources ont, en grande partie, été dévorées.

Je reprends les citations extraites du *Rapport au roi*.

« Des pères de famille regrettent profondément
» de ne pas voir nos lois sur l'instruction publique, d'accord avec les principes de liberté
» politique et civile qui prévalent dans nos institutions; ils demandent plus de latitude dans le
» choix des moyens qu'ils pourraient employer
» pour l'éducation de leurs enfants. Le gouvernement avait travaillé à leur donner une juste satisfaction. »

On voit, par les courtes citations que je viens

(1) Le projet de loi dont il est ici question a été imprimé et soumis à l'inspection d'habiles financiers; il doit en rester des exemplaires au ministère des finances.

2. DE POLIGNAC.

d'extraire de ce rapport, quelles étaient les intentions de la couronne à l'époque de l'ouverture des chambres, en mars 1830. Diminution dans les charges publiques, et cependant création de nouveaux capitaux, sans augmenter la dette de l'État, pour l'entretien de nos canaux, de nos places fortes et de nos arsenaux maritimes; décentralisation dans les affaires de l'administration; une plus grande liberté accordée à l'enseignement public; telles étaient les mesures législatives réclamées hautement; telles étaient aussi celles que la couronne comptait proposer. Un peu plus tard, en dotant la France (comme elle le fit) d'une conquête qui ouvrait dans la Méditerranée un nouveau débouché à notre commerce, elle eût ajouté à la prospérité intérieure de notre patrie l'influence que peut donner à l'extérieur l'éclat d'une victoire utile à tous les peuples civilisés; mais le fameux *refus de concours* prononcé par la chambre des députés, et sur le compte duquel nous aurons bientôt à nous expliquer, mit alors obstacle à ses desseins.

Qu'on ne croie pas que ces détails soient étrangers au but que je me propose; plus les intentions du ministère du 8 août étaient droites, plus injustes ont été les attaques dirigées contre lui : il fallait donc donner connaissance de la nature de

ces intentions; il fallait démontrer que, sans sortir de la légalité, et bien qu'environné d'innombrables difficultés qu'on faisait surgir sur ses pas, il cherchait consciencieusement à travailler au bien-être comme à la gloire du pays. A l'exception du comte de Chabrol, dont les opinions douces et modérées étaient connues, aucun des conseillers de la couronne, avant l'ouverture de la session de 1830, n'avait encore figuré à la tête des affaires; hommes nouveaux, on devait attendre leurs actes pour les juger. Qu'on les soupçonnât, passe; mais qu'on les accusât! la loyauté le défendait: que pouvait-on, en effet, leur reprocher? Le président du conseil, dont on rappelait, en le dénaturant, l'incident relatif au serment qu'il avait prêté en 1815, à la séance royale était surtout signalé comme l'ennemi de la charte: ennemi, non; désapprobateur, oui; mais enfin cette charte existait, on ne pouvait la détruire; il fallait s'en servir, l'événement a prouvé que mes détracteurs y tenaient moins que moi; car, comme nous le verrons, ils l'ont d'abord violée, puis ensuite changée. Au reste, ils ont joué leur jeu; ils n'attaquaient le ministère que pour pouvoir battre en brèche le trône, et avec le secours de leurs aveugles auxiliaires ils ont réussi. Mais je tiens au moins à faire ressortir la fausseté de leurs alléga-

tions; le fait suivant peut encore me venir en aide.

Depuis quinze ans , la charte de 1814 avait été le terrain sur lequel les partis avaient lutté les uns contre les autres ; ministres , royalistes , libéraux , tous en étaient venus aux mains en invoquant cet acte fondamental ; mais , dans ces luttes incessantes , on s'était de part et d'autre un peu écarté du terrain primitif du combat. Je conçus le projet , d'après un plan qui me fut présenté , de rentrer franchement et complètement dans les anciennes limites fixées par la charte elle-même : plusieurs des articles de cette loi politique avaient été enfreints ou étaient tombés en désuétude ; il s'agissait donc de rendre aux premiers leur force , et de remettre en vigueur les autres : d'après ce plan , la conscription eût été définitivement abolie , conformément à l'article 12. Le vote direct , dans les élections , eût été rétabli d'après l'article 35. La chambre des députés , au lieu d'être septennale , se fut renouvelée par cinquième tel que l'indiquait l'article 37. Enfin l'adoption des amendements eût été soumise aux règles posées dans l'article 46. Le retour à l'exécution de ce dernier article était , il faut le dire , de la plus grande importance pour la couronne ; il lui rendait un droit qu'elle s'était laissé enlever , celui de ne per-

mettre l'adoption d'aucun amendement dans une loi avant qu'elle ne l'eût consenti; l'usage contraire s'était introduit dans la chambre des députés. Les lois y étaient fréquemment amendées sous l'impression de brillantes improvisations; elles perdaient ainsi leur caractère et leur couleur, et souvent même se détournaient du but que voulait atteindre le législateur (1).

J'entretins le roi du projet que j'avais médité; il l'approuva chaudement, et me donna l'ordre de l'exposer au conseil des ministres, ce que je fis. Nous étions vers la fin de janvier 1830, la session devait s'ouvrir dans quelques semaines; ce court espace de temps nuisit peut-être à l'adoption de ce plan; toutefois je dois convenir que le garde des sceaux (2) y fit de sérieuses objections. En annonçant dans le discours d'ouverture l'intention de la couronne de rentrer strictement dans les dispositions écrites de la charte, j'avais conçu l'espoir de concilier les esprits, et d'apporter plus de calme dans les délibérations de la chambre élective; mais le garde des sceaux soutint; peut-être

(1) L'art. 46 de la charte de 1814 disait : « Aucun amendement ne peut être fait à une loi, s'il n'a été *proposé* ou consenti par le roi et s'il n'a été renvoyé dans les bureaux. »

(2) M. de Courvoisier.

avec raison, que les discussions soulevées à l'occasion des changements proposés, surtout de celui qui se rapportait à l'exécution de l'article 46, ne pouvaient au contraire qu'être très-orageuses; d'un autre côté la substitution du mode de recrutement différent de celui que présentait la conscription, exigeait de mûres réflexions. Tant est que le projet fut évincé ou pour le moins ajourné.

Je voulus, néanmoins, savoir jusqu'à quel point les craintes manifestées par M. le garde des sceaux étaient fondées. Je sondai les dispositions des membres du côté droit et du centre droit de la chambre des députés. Tous, à l'exception de quatre ou cinq, me parurent favorables au projet. Restaient à connaître les intentions du centre gauche et surtout celles du côté gauche qui, tout en s'effaçant, dirigeait l'opposition contre la couronne et seul avait le secret de notre avenir. J'avais en vain fait dire aux membres appartenant à ce dernier côté, que considérant l'hôtel des affaires étrangères comme un terrain neutre, je serais charmé de les y recevoir et de m'entretenir avec eux de questions d'intérêt public; nul n'y vint, à l'exception de M. Ternaux, avant l'ouverture de la session; après cette époque, je vis successivement M. Laffitte, dont les manières douces et prévenantes se conciliaient peu, dans ma pensée, avec

ses projets hostiles contre la légitimité; il évita de me parler de questions politiques, et ne fit rouler ses conversations que sur des objets de finances. C'était me forcer de reconnaître sa supériorité. Je vis encore MM. Baude, Mauguin et Cordier, puis finalement M. Humann, appartenant plutôt à l'opinion du centre gauche qu'à celle de la gauche proprement dite; il venait me remercier de l'avancement, justifié par le mérite, que j'avais donné au baron de Bussièrès, ce qui avait facilité le mariage de sa fille avec ce jeune diplomate; les entretiens politiques que j'avais eus avec les personnes indiquées avant M. Humann, n'ayant amené aucun résultat, il devient inutile de les rapporter dans l'esquisse que je trace en ce moment.

M. Ternaux (1) étant donc le seul d'entre les membres du côté gauche que je visse avant l'ouverture de la session, je lui fis part du projet que j'avais conçu; il parut abonder dans mon sens, il prit note *par écrit* des divers articles de la charte

(1) M. Ternaux suivait, près du ministère, l'affaire relative au navire espagnol *la Velox Marianna*, pris par les Français dans la guerre d'Espagne. Soit prétexte, soit motif réel, la réclamation dont il s'était chargé expliquait naturellement ses visites assez fréquentes à l'hôtel des affaires étrangères.

dans lesquels je faisais la proposition de rentrer franchement ; il me promit de consulter ses collègues et de me rapporter le résultat de leur opinion assez à temps pour que ce résultat, s'il était favorable, pût influencer sur la rédaction du discours du trône ; mais M. Ternaux ne revint qu'un mois après, c'est-à-dire l'avant-veille du jour fixé pour la séance royale (1). Il m'apportait, disait-il, l'approbation de ses collègues à mes propositions ; je ne vis dans cette réponse tardive qu'une ruse de guerre qui m'étonna peu. Elle me confirma dans la pensée que le côté gauche de la chambre élective n'avait nul souci pour le maintien ou la stricte exécution de la charte, et qu'il en appelait à l'exacte observance des dispositions de cet acte politique que pour mieux cacher ses projets hostiles contre la monarchie. En effet, la rédaction du discours du roi était arrêtée ; le temps manquait pour ramener mes collègues à ma manière de voir. Après tout, c'étaient eux qui avaient bien vu. La gauche, repoussant toute idée de conciliation, et n'osant pas s'opposer à l'adoption d'une mesure dont le rejet eût trahi son intime pensée, eut soin d'en rendre l'exécution impossible ; mais au moins les membres de cette opinion n'ignoraient pas

(1) L'ouverture de la session eut lieu le 2 mars 1830.

quelle était la nature de mes intentions, et comment, alors, retrouver dans leur adresse *du refus de conconrs*, ce sentiment de loyauté dont ils se prévalaient hautement ?

Posons nettement la question : il n'y avait guère de conciliation possible. Le principe démocratique, qui déjà s'avancait triomphant, ne dut voir dans la personne que le roi avait mise à la tête de son conseil qu'un obstacle à ses desseins. Il connaissait son dévouement longuement éprouvé au principe de la légitimité, et l'inflexibilité de son caractère devant la menace ou la séduction. Il comprit qu'il fallait combattre ou céder le terrain dont il avait fait la conquête sous le précédent ministère. Que lui importaient donc les *bonnes intentions* des conseillers de la couronne, leurs actes *utiles* ou glorieux pour le pays ? « Quand bien même, » s'écria, lors de la mémorable discussion de l'adresse, un orateur de l'opposition, « quand bien même les ministres nous apporteraient des lois *bonnes et utiles* pour le pays, » ces lois devraient être repoussées : *Timeo Danaos et dona ferentes* (1). » Ces paroles impliquaient d'avance le refus du budget. Plus tard, les

(1) Paroles de M. Dupin aîné à la chambre des députés dans la séance du 16 mars 1830. J'étais présent, et je les ai distinctement entendues, ainsi que mes collègues.

victoires de notre armée sur les plages d'Afrique n'excitèrent, chez les partisans des doctrines anti-monarchiques, ni enthousiasme, ni satisfaction (1). Le bien-être et la gloire de la France leur étaient alors indifférents; ils ne voulaient que le succès de leur principe, et le succès ne pouvait s'obtenir que par la chute du trône.

On peut affirmer, sans craindre de blesser la vérité, que les quinze années de la restauration offrent le spectacle d'une lutte continuelle entre deux principes politiques, le principe *monarchique* et le principe *démocratique*. Celui-ci, faible à son commencement, mais persévérant dans ses projets, s'élance bientôt dans l'arène avec la confiance du succès; nous signalons alors sa marche, ses progrès, son influence sur ceux qu'il traîne à sa suite, le mouvement qu'il imprime aux événements. Nous le voyons s'avancer à pas de géant vers le but qu'il veut atteindre, moissonner dans sa course tous les ministères qu'on oppose à ses efforts, rétrécir de jour en jour le cercle de Popilius qu'il trace autour du trône, et forcer enfin le monarque à lui livrer un combat inégal.

Il est facile de fixer le point de départ de ce

(1) Voy. l'avou que fait à ce sujet M. Louis Blanc dans son *Histoire de dix ans*, 1^{er} vol.

principe, d'en suivre la marche, d'en indiquer les effets, d'en proclamer le résultat. Quatre lignes suffisent.

Point de départ.—Principe posé par la chambre des représentants, le 5 juillet 1815 : souveraineté du peuple, royauté élective, couleurs tricolores. Nous en avons déjà parlé.

Marche ou moyens d'exécution. — Opposition systématique reproduite sous toutes les formes, tels que complots, sociétés secrètes, et adoptée principalement par la presse et la tribune parlementaire.

Effets. — Embarras de la couronne prouvé par le choix de soixante-deux ministres différents, dans l'espace de quinze années; affaiblissement successif du principe monarchique démontré par ce seul fait, que tous les ministres, sans exception, ont, en quittant les affaires, laissé le pouvoir royal plus chancelant qu'ils ne l'avaient trouvé à leur accession.

Résultats. — Charte de 1830; *Souveraineté du peuple, royauté élective, couleurs tricolores.*

Ce rapprochement suffit pour indiquer le but du principe, sa lutte et sa victoire.

L'existence de cette lutte secrète, si bien révélée par un éloquent écrivain au début de la res-

tauration (1), se voila sans doute à ses yeux , lorsque plus tard , par des considérations déjà développées , il se jeta dans une active opposition et qu'il y attira un trop grand nombre de vrais amis de la légitimité. Les ennemis du trône profitèrent habilement de l'illusion qui dominait ces nouveaux opposants. Sans perdre de vue leurs projets hostiles contre le trône, ils feignirent de s'enrôler sous leurs bannières , et c'est, on peut dire, sous les insignes de la légitimité que bientôt ils sonnèrent le pas de charge contre la monarchie.

Reprenons maintenant le fil de notre narration et parcourons rapidement les dernières scènes du drame de la restauration.

(1) Le vicomte de Châteaubriand. (Voy. *la Monarchie selon la charte.*)

VI.

RÉVOLUTION DE JUILLET 1830.

Le changement de ministère, effectué le 8 août 1829, annonçait hautement l'intention du roi de mettre un terme au système de concessions qu'on lui avait précédemment imposé. Aussi fut-il le signal des plus violentes attaques de la part de toutes les nuances du parti libéral. Jamais, en aucun temps de la restauration, la presse ne servit avec plus de persévérance et d'audace les colères et les haines révolutionnaires. Rien n'était respecté, pas même le monarque et son auguste famille; des lignes dégoûtantes de mensonges remplissaient journellement les feuilles publiques.

Les suppositions les plus absurdes étaient accueillies comme d'incontestables vérités, dès qu'elles pouvaient nuire aux conseillers de la couronne. On accusait le ministre des affaires étrangères de livrer la France à l'Angleterre, pendant qu'il méditait la conquête d'Alger. On lui prêtait l'intention de briser la charte, tandis qu'il négociait avec ses adversaires le moyen d'en exécuter toutes les clauses. Les actes de la vie privée comme ceux de la vie publique étaient dévoilés, scrutés, torturés avec inconvenance. Le langage français se cachait derrière le style des clubistes de 1792. C'était aussi le régime de cette mémorable époque qu'on voulait rappeler. Le *peuple-roi* redemandait sa couronne.

Les partisans de cet ancien *souverain* n'ignoraient pas que de vaines clameurs seules n'assuraient pas le triomphe de leurs principes; il fallait engager l'action, il fallait préparer le combat. Un journal souleva bientôt la dangereuse question du refus de l'impôt et provoqua la rébellion contre les ordres de l'autorité (1). Il annonça de plus que les *batonnettes aujourd'hui étaient intelligentes*. C'était pousser à la guerre civile. Les sociétés se-

(1) Le *Journal des Débats*. Déféré aux tribunaux, il fut absous définitivement par la cour royale de Paris.

crètes redoublèrent de zèle; dignes filles de l'ancien carbonarisme (1), elles n'avaient cessé de conspirer et d'appuyer l'opposition véhémement de leurs chefs à la tribune; propager dans toute la France les bruits calomnieux inventés par la malveillance; susciter, puis exploiter les passions populaires, tel est le but de leurs efforts. Elles n'y réussirent que trop bien. Les membres *de la loge des Amis de la vérité* agissaient sur la portion la moins éclairée de la nation.. Ceux de la société, *Aide-toi, le ciel t'aidera*, longtemps présidée par M. Guizot, s'adressaient aux personnes qui pouvaient à la fois comprendre, méditer et agir. Un point central, dont les membres les plus influents des deux chambres faisaient partie, dirigeait de Paris le mouvement général. Les noms de la plupart des affiliés me tombèrent entre les mains; je le dirai plus loin. Une fois le désordre organisé à l'ombre du mystère, on voulut le communiquer à la surface de la population. Des craintes simulées furent répandues; les propriétés dites nationales étaient menacées; le clergé exigeait la restitution de ses biens confisqués; les libertés publiques de-

(1) En 1827, une association purement républicaine, dont M. Barthe faisait partie, fut organisée pour continuer l'œuvre de la charbonnerie. (Voy. le *National*, juin 1833 et le discours de M. Trélat à la cour des pairs.)

vaient être anéanties; l'impôt allait être établi sans le concours des corps législatifs : à force de feindre la peur, on finit par la communiquer. De nombreuses associations contre le refus de l'impôt surgirent sur divers points du royaume. Des comités patents et secrets se réunirent pour influencer soi-disant les choix électoraux, mais, en réalité, pour donner une seule impulsion au mouvement qu'on voulait imprimer (1).

Ainsi l'agitation était partout propagée, les véritables intentions de la couronne se trouvaient dénaturées; une puissance occulte et factice égarait l'opinion publique, menaçait de déchéance le pouvoir royal, et tendait à une complète désorganisation sociale. Les faits qu'on vient d'exposer ne sont pas tellement éloignés de nous qu'on puisse

(1) Le triomphe de juillet nous a dévoilé bien des mystères qui n'en étaient pas pour moi, mais dont plusieurs vrais amis de la monarchie se refusaient à reconnaître l'existence avant 1830. Je ne choisirai ici que la preuve suivante entre mille. Voici ce qu'annonçait à ses délégués la circulaire du comité de Paris : « Art. 4. Le comité actuel est spécialement » chargé de faire tous ses efforts pour organiser dans tous » les chefs-lieux de département, et dans toutes les villes » de France où il jugera convenable de le faire, des sociétés » politiques correspondant avec la société de Paris. Il pourra » aussi, quand et comme il avisera, se mettre en rapport » avec les sociétés politiques actuellement existantes. » (Voy. le journal de M. Fonfrède, à Bordeaux, février 1830.)

en avoir perdu le souvenir. D'ailleurs, les journaux de tous les partis, royalistes, libéraux et révolutionnaires, les ont accueillis et constatés; ils appartiennent désormais à l'histoire.

Tous ceux qui faisaient partie de ce mouvement antisocial étaient, certes, loin d'en prévoir la portée; mais ils recevaient l'impulsion d'un principe dont ils ignoraient le secret. Sur le drapeau qu'on leur présentait était inscrit le mot *opposition*; c'était *révolution* qu'il fallait lire. Qu'on se rapproche d'un principe qui n'est pas le sien, qu'on négocie avec lui en temps de calme, cela se peut sans danger; mais, dès que les hostilités commencent, il faut aussitôt se retirer; le suivre, même de loin, c'est s'exposer, car il gravite alors avec une telle force, qu'il entraîne après lui tout ce qui se trouve dans sa sphère.

A ces menées ténébreuses ou publiques, les sectateurs du principe démocratique voulurent joindre une démonstration bruyante de leur respect pour le vieux drapeau tricolore usé de 1789; c'était proclamer hautement leur but. Un triomphe civique fut préparé à M. de Lafayette, à cet homme que la France vit toujours apparaître la veille d'une grande catastrophe. Il quitta le Velay (lieu de sa naissance) pour retourner dans la capitale: à son approche de Grenoble, de Vizille et de

Lyon, les populations allèrent saluer leur chef; un cortège nombreux accompagnait sa calèche, et les beaux jours de la première révolution brillèrent de nouveau à ses yeux. La fermeté du maire de Lyon mit un terme à ces manifestations séditieuses, mais on n'osa pas les déférer aux tribunaux; une secrète terreur, dont le principe remontait à l'époque de la précédente administration, semblait paralyser l'action des magistrats; quelques-uns, il est vrai, étaient secrètement hostiles à la monarchie; ils se sont fait connaître depuis; mais d'autres, mieux intentionnés, faibles par caractère ou par crainte, n'agissaient que mollement dans l'exercice de leurs fonctions, aussi les nombreux excès, dont le ministère leur envoya la connaissance, restèrent-ils pour la plupart impunis.

Les conseillers de la couronne ne prirent point le change sur le véritable motif des attaques dont ils étaient l'objet; ils n'en étaient que le but apparent et ne l'ignoraient pas; l'opposition anti-monarchique les repoussait parce qu'elle avait compris que, tant qu'ils resteraient à leur poste, le principe désorganisateur de 1792 n'aurait plus d'action dans les conseils du roi. Répondant peu aux calomnies journalières propagées contre eux, car toute vérité était étouffée par les clameurs de la presse ennemie, ils préférèrent en appeler aux

faits; ils restèrent donc dans les strictes limites de la légalité; ils se renfermèrent dans les bornes resserrées des dépenses fixées par un budget mutilé; ils préparaient des lois qui devaient accroître la prospérité publique, et méditaient, comme on l'a déjà dit, une expédition dont le succès devint plus tard une des gloires de la France.

Fermes dans leur opinion, mais peu disposés à céder à des exigences de partis, ils déclarèrent, dès leur entrée aux affaires, vouloir repousser toute idée de *réaction* contre les personnes, comme toute idée de *concessions* en faveur des choses; fidèles à ce principe, ils avaient maintenu le personnel de toutes les branches de l'administration, dans le même état où ils l'avaient trouvé; toutefois, plusieurs de leurs adversaires politiques se rendirent eux-mêmes justice. Quelques préfets et des membres du conseil d'État formé sous le précédent ministère, donnèrent leur démission : tels que MM. Bertin de Vaux, Villemain, Alexandre Laborde, Hély-d'Oissel, Froidefond de Bellile, Agier, Salvandy, etc.; ce dernier vint me voir deux fois après s'être retiré du conseil d'État; il était facile de s'apercevoir, qu'entraîné par les conseils de ses amis politiques, il avait agi contre son gré, et qu'il était l'esclave plutôt que le partisan du principe dont il servait le drapeau; si

l'ambition ne lui eût fait perdre patience, il fût devenu plus tard un auxiliaire utile à la monarchie; une note, écrite par lui, qu'il me remit à sa dernière visite, me confirma dans cette opinion; craignant de s'être trop avancé, il en appela bientôt à mon honneur pour obtenir la restitution de son manuscrit : je le lui rendis, que m'importait, au moment du combat, de retenir à contre-cœur dans nos rangs un ami faible et irrésolu?

Le vicomte de Châteaubriand, ambassadeur à Rome, alors en congé dans le midi de la France, revint à Paris pour remettre aussi sa démission *qu'il désirait déposer respectueusement aux pieds de Sa Majesté*, dit le *Journal des Débats* de l'époque; c'était en effet son intention, ainsi que le constate le billet qu'il me donna lors de sa première visite à l'hôtel des affaires étrangères. Quelques amis de M. de Châteaubriand ont depuis accrédité le bruit que le roi avait refusé de le recevoir; le fait est complètement inexact; le roi désirait au contraire voir son ambassadeur et causer avec lui, dans l'espoir de le détourner de son dessein. Celui-ci ne peut le nier, car je lui rapportai fidèlement le message de Sa Majesté; de plus, je l'invitai, je le pressai de se rendre à Saint-Cloud où résidait alors la famille royale; je lui

proposai même de l'y mener, et ce fut lui qui refusa (1).

C'est au milieu de cette agitation morale, créée sous l'influence de craintes simulées et propagées avec habileté, et par le moyen d'associations publiques et secrètes poussant vers une désorganisation sociale, que s'ouvrit la session législative (2). Le roi, plein de confiance dans la sagesse de ses vues et pénétré de l'utilité des projets de lois qu'il comptait présenter aux chambres, espérait encore ramener les esprits à des dispositions plus bienveillantes; ses ministres partageaient cet espoir : l'illusion ne fut pas longue; le parti révolutionnaire voulait entrer en lutte contre le trône, ses désirs furent satisfaits.

Après avoir exposé la situation prospère de la France, à l'intérieur comme à l'extérieur; après avoir indiqué quelles étaient les lois d'amélioration publique qui seraient soumises au vote législatif, enfin après avoir fait connaître sa volonté de laisser le pays *jouir en paix des institutions* dont le *bienfait* lui avait été accordé, Charles X en appelait à la loyauté des deux chambres en disant : « Pairs de France, députés des départe-

(1) Voy. la note 10.

(2) Le 2 mars 1830.

» ments! *je ne doute pas de votre concours pour*
» *opérer tout le bien que je veux faire* (1). »

Cet appel ne fut pas entendu.

Une discussion orageuse s'éleva dans le sein de la chambre des députés; un membre, avec l'assentiment de la majorité, repoussa d'avance toute loi bonne et utile que les ministres actuels y viendraient apporter au nom de la couronne. Le parti antimonarchique triompha; la fameuse adresse des 221 fut votée, et le président de la chambre électorale (2) vint, en s'appuyant sur la *charte* citée dans cette adresse, annoncer au monarque que le *concours* demandé par lui n'existait pas.

Étrange inconséquence de l'esprit humain! Mais où donc était cette *charte*, lettre morte livrée à l'interprétation des partis, cri de guerre invoqué par les passions, arc-en-ciel trompeur, promettant toujours le beau temps et n'amenant jamais que des tempêtes? et où donc est-elle maintenant? Un des trois pouvoirs de l'État venait de disputer au souverain son droit incontestable de nommer ses ministres, sans *opposition*, sans *contrôle*, selon

(1) Discours du roi à la séance royale du 2 mars 1830.

(2) M. Royer-Collard.

l'expression d'un illustre écrivain (1); et, après avoir ainsi mutilé la loi fondamentale en lui arrachant une prérogative royale qu'elle avait consacrée, il venait protester de son hypoerite amour pour elle et exprimer son désir d'en maintenir l'intégrité!

La délimitation des prérogatives de chacun des trois pouvoirs de l'État était clairement établie dans la charte; ce n'était que par le rejet des lois présentées par les conseillers de la couronne, ou en accusant ces mêmes conseillers devant la chambre des pairs, que le troisième pouvoir avait le droit de manifester son mécontentement contre les ministres nommés par le souverain; mais lorsqu'aucun point de contact n'avait encore eu lieu entre ce pouvoir et les ministres du roi, lorsque le rejet d'aucun projet de loi, lorsqu'aucune mise en accusation n'avaient encore pu révéler légalement ce mécontentement, en faire ouvertement le motif d'un *refus de concours* avec le premier pouvoir de l'État, c'était porter une main usurpatrice sur les prérogatives royales; c'était détruire l'équilibre des trois pouvoirs ensemble, et jeter dans leur sein des semences d'anarchie et de destruction.

(1) M. de Châteaubriand. *De la monarchie selon la charte*, chapitre XII.

Aussi, un éloquent orateur du côté gauche s'écriait-il un an plus tard, en faisant allusion à l'adresse des 221 ; « Députés de 1830, vous ne » vouliez que renverser un ministère, mais vous » avez brisé une couronne (1). »

Il disait vrai, l'adresse des 221 fut le premier coup de tocsin sonné contre la monarchie.

Ce n'est pas sans une visible émotion que M. Royer-Collard, président de la chambre élective, vint faire aux pieds du trône la lecture de cette mémorable adresse; le souvenir d'anciennes paroles, prononcées par lui, fatiguait sans doute sa pensée; cependant on les lui avait rappelées à la tribune (2); ces paroles, les voici :

« Le jour où le gouvernement n'existera que » par la majorité de la chambre; le jour où il sera » établi en fait que la chambre peut repousser les » ministres du roi et lui en *imposer d'autres*, qui » seront *ses propres ministres* et non les ministres » du roi; ce jour-là c'en est fait, non-seulement » de la *charte*, mais de cette royauté indépendante » qui a protégé nos pères, et de laquelle seule la » France a reçu tout ce qu'elle a jamais eu de

(1) M. Pagès (*séance du 18 octobre 1831*).

(2) Voy. le discours de M. de Montbel dans la séance du 16 mars 1830. (*Annuaire historique*, par Lesur, année 1830.)

» *liberté et de bonheur*; ce jour-là nous sommes
» *en république*. »

Qu'il se trouve dans la génération actuelle des hommes qui, en dépit de l'évidence des faits, persistent à nier l'illégalité, l'*inconstitutionnalité du refus* de concours prononcé par la chambre des députés, cela se conçoit; il y a intérêt, encore pour plusieurs, à rejeter exclusivement sur le trône l'accusation d'un crime dont ils se sont rendus coupables. La trahison des uns espère ainsi donner le change sur la nature des projets qu'elle méditait; l'amour-propre des autres y trouve une compensation qui les venge de l'erreur dans laquelle ils étaient tombés; mais l'impartiale histoire fera justice de ces fausses hontes, c'est pour elle que j'écris; elle dira la vérité.

A dater du célèbre *refus de concours*, on peut dire que la charte n'était plus qu'un vain mot en France; l'opposition n'avait cessé de l'invoquer dans ses discours, dans ses écrits, dans ses actes, et ce fut elle qui lui porta la première atteinte, jusqu'au moment de son entière destruction lors de la révolution de juillet. Cela devait être; des clameurs exagérées cachent toujours le sentiment contraire à celui qu'on proclame. Sous la république, on parlait constamment de l'empire des lois : toutes furent violées. Sous Bonaparte, on

s'appuyait sans cesse sur le bon droit de la justice, ce droit fut foulé aux pieds. Sous la restauration, la charte fut adorée comme une idole : on la brisa pour l'empêcher de tomber. Aujourd'hui, l'on adresse des hymnes à la sainteté du serment ; il est fort à croire que les voix des chanteurs ne sont pas toutes d'accord. La loyauté méprise tout ce bruit ; de même qu'elle n'a qu'une volonté, elle n'a qu'une seule parole pour l'exprimer ; la profusion des discours ne lui paraît qu'un voile propre à cacher le mensonge.

Cependant Charles X, malgré l'atteinte portée à sa prérogative royale, ne s'écarta pas de la ligne de conduite sage et modérée qu'il avait adoptée. Sa réponse à l'adresse fut courte et mesurée : « Il » avait droit, dit-il, de compter sur *le concours* des » deux chambres pour accomplir le bien qu'il » méditait, et son cœur s'affligeait de voir les » députés des départements déclarer que, de leur » part, ce *concours* n'existait pas. » Le lendemain les chambres furent prorogées (1).

La lutte était dès lors déclarée, le principe démocratique de 1789 était descendu dans l'arène ; il ne pouvait en sortir que vainqueur ou vaincu. Il évoqua les souvenirs des premiers temps de la

(1) Le 19 mars 1830.

révolution; les sociétés secrètes et autres reçurent le mot d'ordre, et des démonstrations publiques d'approbation envers les 221 députés qui avaient voté l'adresse éclatèrent sur tous les points du royaume; on frappa une médaille en leur honneur, on leur accorda des ovations à leur retour dans leurs départements. Peu importait qu'ils eussent violé la charte; la violation n'avait frappé que le trône; c'était justice. Cette charte était même invoquée par eux avec une nouvelle ardeur; ils savaient que ce mot agissait comme un talisman sur un grand nombre de leurs nouveaux amis qu'ils désiraient retenir dans leurs rangs. Toutefois, il faut le dire, quelques-uns de ceux-ci, plus clairvoyants, brisèrent alors les liens de vasselage qui les avaient trop longtemps enlacés; mais le mal était fait; il pénétrait déjà dans les masses ignorantes, crédules et toujours séduites par l'appât d'un changement; on leur persuadait aisément que le budget pesait trop lourdement sur les contribuables; on leur promettait un travail plus lucratif avec un gouvernement à bon marché. La révolution de juillet a-t-elle ratifié ces promesses? C'est à la France à répondre aujourd'hui.

En vue de cette agitation presque universelle dans le pays, les ministres songèrent à se retirer; le roi s'opposa à leur désir. Il pensa (ce qui n'était

que trop vrai) que la lutte ne s'engageait déjà plus sur les bancs ministériels et que le champ de bataille avait été transporté sur les marches du trône; il pensa encore que de nouveaux conseillers, pris dans l'opinion de la majorité de la chambre élective, eussent été renversés par le principe même qui les eût placés au pouvoir s'ils eussent abandonné leurs doctrines, et que s'ils y fussent restés fidèles, ils eussent forcé la royauté à se rendre prisonnière; il se rappelait aussi que toutes les concessions faites à l'opinion révolutionnaire, sous le dernier ministère, avaient augmenté la force et l'audace de cette opinion sans calmer ses exigences; enfin il voulait encore espérer dans le bon sens de la nation : les ministres se soumirent aux désirs du monarque, leur dévouement leur en faisait un devoir.

Le président du conseil conçut alors le projet de chercher dans la chambre des pairs un appui que la chambre des députés refusait au trône. Il crut qu'en la tirant de l'état de nullité où elle languissait; qu'en lui donnant une influence politique dans les élections et dans les conseils généraux de département; qu'en lui créant une position sociale forte, élevée, sa reconnaissance, comme son propre intérêt, l'engagerait à protéger et à défendre les droits de la couronne. Sous la

restauration, comme aujourd'hui, la chambre des pairs portait bien, dans la hiérarchie parlementaire, le numéro *un*, mais son influence égalait *zéro*. Elle siégeait, il est vrai, au premier étage, et la chambre des députés au rez-de-chaussée, mais celle-ci avait l'avantage de se faire entendre dans la rue; la voix de l'autre se perdait dans les airs.

A quoi bon le nier maintenant ! Ces temps sont passés entraînant avec eux gloire, repos et prospérité; un abîme s'est entr'ouvert; un siècle de distance en sépare les bords. Je dirai donc que, d'après ce plan, un projet de loi eût été porté à la chambre des pairs, lui donnant dans l'État une prépondérance qu'elle n'avait pas encore connue. Ce projet, voté par elle; eût été soumis à l'autre chambre; la couronne en eût retiré un immense secours : rejeté, la chambre des pairs eût pu se croire offensée; de là l'espoir de la rapprocher du trône, et les deux premiers pouvoirs politiques de l'État, unis dans un intérêt commun de conservation, se fussent alors entendus pour s'opposer aux envahissements d'une démocratie révolutionnaire.

Il fallait cependant s'assurer d'avance que la chambre des pairs fût lasse de sa honteuse impuissance; mais je ne tardai pas à acquérir la preuve

que, satisfaite de sa nullité, cette chambre se contenterait toujours d'accepter comme sienne, l'opinion du parti triomphant. Je soumis mon plan au marquis de Sémonville, qui, en qualité de grand référendaire, avait des communications journalières avec tous les pairs; il feignit d'entrer dans mes vues, déplora avec moi l'abaissement dans lequel le second pouvoir de l'État était tombé dans l'opinion publique; il me promit de consulter ses collègues. Le peu de confiance que j'avais dans la sincérité de M. de Sémonville, devait céder devant la nécessité de l'employer en cette occasion; il était le seul intermédiaire naturel entre la chambre des pairs et moi; il revint et me remit une note, laquelle indiquait comme moyen d'*influence sociale* à donner à la chambre des pairs et comme étant l'*expression* du désir de ses membres, l'autorisation, pour leurs fils aînés, d'*entrer dans la salle du trône* avec un habit *vert-pomme*. M. de Sémonville, sans doute, voulait rire. Je n'étais guère d'humeur à me joindre à lui : j'envoyai sa note au premier gentilhomme du roi, dans le ressort de qui elle tombait; c'était la condamner au feu (1).

(1) Les journaux libéraux de l'époque, et surtout le *Journal des Débats*, m'ont attribué l'invention de ce plan, dont

Je ne rapporte cet incident que pour montrer dans son vrai jour le principe de dissolution qui menaçait les pouvoirs de l'État à l'époque dont nous parlons; l'équilibre établi entre eux par la charte n'existait plus. Le troisième de ces pouvoirs, actif, frondeur, malveillant, était alors bouillant de démagogie; le second, faible, impuisant, désireux seulement de conserver sa frêle existence, suivait l'autre à la remorque. La chambre élective attaquait les droits de la couronne; la chambre des pairs restait spectatrice muette dans cette lutte, décidée à se ranger, après le combat, du côté du plus fort. Mais déjà la lutte devenait inégale. Le pouvoir royal s'était depuis deux ans laissé dépouiller d'une grande partie de

Ils se sont, avec raison, fort amusés. Lors du procès des ministres, M. de Sémonville, dans sa première déposition écrite contre moi, déclara que je lui avais proposé de sonder la chambre des pairs sur la question de savoir si elle consentirait à voter le budget que lui enverrait directement le roi, sans le soumettre à la chambre des députés. C'était faux. Dans sa déposition publique à la cour des pairs, il rappela cette circonstance; il prétendit alors que sa mémoire avait été infidèle, que je ne lui avais jamais fait la proposition mentionnée dans sa première déposition, mais que je l'avais seulement entretenu d'un projet qui devait avoir pour but de donner à la chambre des pairs une plus grande influence. C'était vrai.

son influence par d'imprudentes et inutiles concessions. Le *refus de concours* lui annonçait de la part de ses adversaires l'intention de marcher vers de nouvelles agressions. Ceux-ci, sans l'arrivée aux affaires de personnes décidées à leur tenir tête, ne se fussent sans doute pas aussi promptement démasqués; on les eût vus demander et solliciter même jusqu'au moment où la royauté, n'ayant plus rien à céder, épuisée et sans forces, eût été désarmée sans combat. Le changement inopiné de ministère dut naturellement provoquer les efforts des malveillants. De là cette agitation générale qu'ils imprimèrent tout à coup à la population. Quelques personnes n'y voulurent voir qu'une manifestation hostile contre les ministres; d'autres, avec plus de jugement, l'attribuèrent au désappointement d'un principe ennemi du trône, qui craignait que la victoire ne parvint à lui échapper.

Charles X, quoique justement alarmé de l'état des choses, voulut néanmoins que son gouvernement persévérât dans la marche régulière dans laquelle il s'était maintenu. C'était aussi l'intention de ses conseillers, comme le constate le rapport au roi que nous avons déjà cité, et dont la conservation est due à la révolution de juillet. Qu'on ne perde pas de vue que sa date est du 14 avril,

près d'un mois après la prorogation des chambres.

« Mais, dit ce rapport, les plans conçus par
» Votre Majesté pour assurer le bien de ses peup-
» les, ont été contrariés par une opposition qui
» ne devait pas être prévue... Privé de la possibi-
» lité de réaliser des améliorations en l'absence
» des chambres, le ministère ne peut que persé-
» vé rer dans les voies légales dont il ne s'est pas
» écarté un seul instant, et laisser à la raison pu-
» blique le soin de prononcer entre une conduite
» irréprochable et des imputations purement gra-
» tuites. »

Le 16 mai (1), une ordonnance royale prononça la dissolution de la chambre des députés, en convoqua une nouvelle, et fixa l'ouverture de la session prochaine au 3 août de la même année. Plusieurs personnes blâmèrent cette mesure ; le blâme était à l'ordre du jour ; quant à moi, je déclare que quelque complet et absolu que fût mon dévouement à Charles X, je n'eusse jamais consenti à rester aux affaires s'il m'eût fallu ramener la royauté, sujette et humiliée, devant la même chambre qui déjà l'avait insultée. Une couronne orne un front royal, sans doute, mais c'est quand l'honneur en est le principal joyau. Un grand

(1) 1830.

nombre de préfets nous faisaient espérer, il est vrai, que l'excès du mal présent portait avec lui son antidote, et qu'instruite, par les clameurs des agitateurs, du but réel qu'ils se proposaient, une partie plus sage de la population viendrait, dans les élections, en aide à la monarchie; cet espoir ne se réalisa point.

Ce fut peu après la dissolution de la chambre des députés que j'obtins la révélation d'une grande partie des noms de ceux qui s'étaient affiliés aux sociétés secrètes et publiques dont la France était sillonnée; les pages qui contenaient ces noms furent trouvées dans mon secrétaire lors de l'envahissement de l'hôtel des affaires étrangères, après les journées de juillet. Les auteurs de cette révolution s'y reconnurent sans doute, car l'on peut se rappeler que les journaux de cette époque publièrent que l'on venait de saisir parmi mes papiers ce qu'ils appelèrent une liste de *proscription*; il eût été plus juste de l'indiquer sous le nom de liste de *proscripteurs* : les événements en ont fait foi. Tant est que l'indiscret qui me fit connaître cette curieuse nomenclature, exigeait qu'on ne s'évît contre aucun de ceux qui s'y trouvaient inscrits; la recommandation était inutile, leur nombre garantissait leur impunité; de plus, les tribunaux eussent d'autant plus mollement agi, que les

preuves légales nécessaires pour arriver à constater le crime étaient difficiles à rassembler; ces sociétés secrètes se fussent alors trouvées *légalement* organisées. Un reste de pudeur les forçait encore à se cacher (1); il faut cependant le reconnaître, c'est à cette organisation compacte et couvrant la France comme d'un réseau, que le pays doit de ne s'être pas trouvé plus tard en proie aux premières fureurs de l'opinion révolutionnaire; partout où le drapeau tricolore portait le signal de l'insurrection, surgissaient des affiliés qui, dans chaque département, prirent provisoirement les rênes de l'administration en l'absence des autorités légitimes obligées de se retirer; ils s'efforcèrent, et souvent réussirent, à arrêter les progrès de l'incendie moral qu'ils avaient allumé; mais ce succès prouve quelle était leur force et quelle était aussi la profondeur du mal qui menaçait la monarchie à l'époque dont nous parlons.

(1) Pendant ma captivité à Ham, un ami commun à M. Casimir Perrier et à moi, me répéta que M. Perrier, alors ministre, lui avait dit qu'il serait injuste de croire qu'il eût jamais fait partie d'aucune des associations secrètes qui remplissaient la France avant la révolution de juillet. Il est certain que M. Perrier n'était affilié à aucune que je sache; mais, comme je le lui fis dire, il ne pouvait nier qu'il n'eût eu connaissance de l'existence, de l'organisation et du but réel de presque toutes.

Aussi le principe antimonarchique revint-il triomphant des élections; sa victoire prochaine paraissait inévitable; la couronne en prévoyait toutes les conséquences; en effet, nulle substitution dans la société, d'un principe à un autre, sans révolution; nulle révolution sans perturbation dans l'État; et dans la crise qui se préparait, commerce, industrie, paix intérieure, influence extérieure, en un mot, force et prospérité publiques, tous les intérêts sociaux pouvaient être compromis en France. La monarchie isolée, sans appui, sans soutien, avait à lutter contre une majorité hostile, dominée par un principe monarchique, ignoré des uns, connu des autres, mais les poussant tous vers le même but de destruction; et, par une ironique déception, cette majorité ennemie répandait de feintes terreurs au sujet des libertés publiques et invoquait encore la chartre dont un lambeau déchiré sert aujourd'hui de piédestal à sa puissance.

Nous étions vers la fin de juin; chaque jour apportait au gouvernement la connaissance de nouveaux échecs et de nouvelles défections dans les collèges électoraux; une opinion brûlante, exhalée par la presse révolutionnaire, desséchait les cœurs pour la royauté et les enflammait d'un faux enthousiasme pour une indépendance chimérique.

Sans doute la majorité sage et paisible de la nation faisait des vœux pour le maintien de la monarchie ; mais les éléments de cette majorité, en l'absence de liens organiques et légaux qui les eussent transformés en corps politiques dans l'État, ne pouvaient offrir au trône aucun secours utile, tant que les bruyantes clameurs d'une presse malveillante étoufferaient la voix du monarque.

Les conseillers de la couronne, à qui un sentiment d'honneur imposait l'égale obligation de se retirer des affaires et de rester au poste du danger, la laissèrent encore libre dans son choix ; le roi désira conserver son ministère, il resta. Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur la situation intérieure de la France à cette époque.

La majorité de la chambre des pairs était dominée par un esprit d'opposition.

Celle de la chambre des députés visait évidemment à une révolution.

La cour royale de Paris, c'est à dire le pouvoir judiciaire prépondérant en matière politique, recevait l'impulsion de son chef (1), qui, tantôt exalté royaliste et tantôt humble vassal de l'opinion dite *populaire*, se trouvait depuis quelque

(1) Le baron Séguier.

temps dans un de ses paroxysmes d'hostilité contre le trône.

Les autres cours du royaume, pour la plupart malveillantes ou découragées, fléchissaient sous l'influence dominatrice de la cour royale de Paris.

La grande majorité des collèges électoraux venaient de manifester leurs sentiment haineux contre la couronne, en renvoyant à la chambre élective, outre les *deux cent vingt et un* députés déjà célèbres pour *leur refus de concours*, de nouveaux élus prêts à marcher dans la même voie.

Le clergé, l'un des plus puissants auxiliaires pour maintenir l'ordre et la tranquillité générale dans un pays bien organisé, par suite des mesures imprudentes prises contre lui par le précédent ministère, par suite des écrits irréligieux qui le livraient à la dérision et à l'animadversion publique, était sans influence dans l'État, sans action sur la société.

De nombreuses sociétés politiques, patentes et secrètes, propageaient dans les provinces des principes anarchiques, rappelaient les souvenirs de la première révolution, représentaient le trône des Bourbons comme le seul obstacle au bonheur de la France, répandaient sur le compte du ministère les plus odieuses imputations, jusqu'à l'accuser d'être l'auteur des incendies qui désor-

laient alors la Normandie, et jetaient ainsi les populations dans une constante et fiévreuse agitation (1).

La presse périodique, usurpatrice de tous les pouvoirs sociaux, attaquait, envahissait, dominait tout; le mensonge et la calomnie étaient ses armes habituelles; elle frappait à toutes les portes. A sa voix, le pauvre devenait l'ennemi du riche; l'ouvrier se plaignait de son modique salaire; la jeunesse ardente se croyait appelée à décider du sort de l'État. A ses yeux la résistance à l'autorité était réputée un mérite, la soumission aux lois une lâcheté; partout elle réveillait les haines, partout

(1) Nul doute aujourd'hui que les terribles incendies qui, pendant trois mois consécutifs, portèrent l'épouvante dans les campagnes de la Normandie, n'aient été le résultat d'une malveillance politique; ce qui le prouve, c'est qu'immédiatement après la révolution de juillet, ces incendies cessèrent tout à coup, et que les misérables détenus alors dans les prisons et soupçonnés violemment de s'en être rendus coupables, furent aussitôt libérés. Forcé de quitter la capitale après le triomphe de l'insurrection parisienne, je fus arrêté à Granville et conduit à Saint-Lô, chef-lieu du département de la Manche. Un des membres du petit gouvernement provisoire qui s'était installé dans cette ville après le départ du préfet, homme de manières douces et polies, me dit avoir vu un billet conçu en ces termes : *Tel jour on mettra le feu à telle ferme. Signé, le prince de Polignac.* Il désapprouvait, je dois le dire, d'aussi lâches manœuvres.

elle allumait dans les cœurs les mauvaises passions.

Ainsi la presse égarait l'opinion publique; les sociétés secrètes agitaient les provinces; les collèges électoraux retiraient leur appui; la chambre élective refusait son concours. Les rouages du gouvernement représentatif étaient arrêtés; le pouvoir royal restait sans force; la voix du monarque n'avait plus de retentissement.

Telle était la situation intérieure de la France vers la fin du mois de juin 1830; tel était le digne résultat du long usage d'une charte imprudente, qui n'avait laissé d'autre soutien au trône que la force éphémère d'une majorité parlementaire, jouet du caprice ou de la trahison. A ces causes de dissolution intérieure, venaient se mêler quelques intrigues étrangères dont il est utile de dire un mot en passant, car elles peuvent expliquer l'attitude d'indifférence que prit le corps diplomatique au moment des journées de juillet.

La guerre entreprise par la Russie contre l'empire ottoman avait failli troubler la paix européenne; l'influence du roi de France sut arrêter l'effet de malveillantes dispositions. Plein de confiance dans les promesses publiques faites par l'empereur Nicolas à l'ouverture de cette guerre, Charles X avait fait entendre qu'il considérerait

comme lui étant personnelles, toutes menaces d'hostilités adressées à la Russie; cette franche déclaration fit taire les ressentiments. Le monarque russe fut vainqueur, tint ses engagements et ne tarda pas à remercier le monarque français de l'appui moral qu'il lui avait donné; sa lettre exprimait envers Charles X, le sentiment d'une véritable et amicale reconnaissance. J'ai vu cette lettre, déposée aujourd'hui aux archives des affaires étrangères; mais l'ambassadeur de Russie était loin de partager les sentiments de bienveillance dont son maître était animé; il n'avait pas oublié que dans les premières années de la restauration, sur les représentations de Monsieur, depuis Charles X, Louis XVIII avait abandonné le projet qui lui avait été suggéré, de l'appeler à la chambre des pairs, puis de lui confier le portefeuille du ministère de l'intérieur. Or les rancunes corses s'effacent difficilement.

Cet ambassadeur n'est plus aujourd'hui, il m'est pénible d'avoir à parler de lui, mais la vérité m'en fait un devoir. Dès sa plus tendre jeunesse, le comte Pozzo dit Porgo avait embrassé les principes anarchiques de l'opinion républicaine; il existe encore une pièce imprimée alors en Corse et signée par lui, dans laquelle les rois sont représentés comme autant de *tyrans*, vrais fléaux

de l'humanité. L'âge et l'expérience calmèrent son ardente imagination ; chassé de sa patrie par l'influence de Bonaparte, il voua à celui-ci une haine éternelle. Après être resté quelque temps au service de l'Angleterre, il passa définitivement au service de la Russie, et il fut un de ceux qui contribuèrent le plus activement à la formation de cette coalition européenne qui renversa celui qu'il regardait comme son premier ennemi ; aussi l'époque de 1814 fut-elle pour lui le triomphe de la vengeance. Nommé à cette même époque ambassadeur en France, il se maintint dans ce poste jusqu'après la révolution de juillet ; il est rare que les cheveux blancs ne couvrent pas quelques anciens souvenirs d'enfance ou de jeunesse. Le comte Pozzo di Borgo n'était plus *républicain*, mais il était encore *libéral*. Il soutint donc avec chaleur les actes des premiers ministres de la restauration ; quelques paroles échangées entre lui et moi lui prouvèrent que je ne partageais pas ses opinions ; il s'en souvint, et lorsque j'arrivai aux affaires, il se trouva tout naturellement que le souverain et le ministre n'étaient pas de son goût.

Je suis loin, toutefois, de prétendre qu'il méditât rien de directement hostile contre le trône ; renverser le ministère n'était sans doute que le but qu'il se proposait, mais il ne pouvait ignorer

qu'en rendant victorieux le principe antimonarchique, il mettait la couronne en danger. Tant est qu'il s'aboucha et intrigua avec les chefs de l'opposition des deux chambres législatives. Il assistait à de secrets conciliabules, lesquels se tenaient pour la plupart chez M^{me} de B... Le sincère attachement que je porte à la famille de cette dame m'empêche d'achever son nom. J'appris bientôt ce qui se passait dans ces réunions; mais je ne l'appris pas seul, le roi en fut instruit de son côté. Mécontent de cette conduite, il m'annonça l'intention d'expédier sur-le-champ à Saint-Pétersbourg un de ses aides de camp avec une lettre confidentielle pour l'empereur Nicolas, ne doutant pas que ce souverain ne fût étranger aux sourdes menées de son ambassadeur en France. Je le détournai, non sans peine, de ce dessein; depuis, je me le suis vivement reproché; car l'assentiment même tacite de l'ambassadeur de Russie aux projets du parti de l'opposition, ne pouvait que leur donner une plus grande consistance.

Le comte Pozzo di Borgo, par ses propres moyens, par la confiance personnelle que lui témoignait son souverain, exerçait une grande influence sur le corps diplomatique résidant à Paris; je ne fus pas longtemps sans m'en apercevoir. Le ministre étranger, qui paraissait alors le plus sou-

mis à sa domination, était le ministre de Prusse, qui depuis s'est brouillé avec lui. Son langage me semblait calqué sur celui de l'ambassadeur de Russie : mêmes vues, mêmes expressions ; mais il bornait là son opposition apparente ; l'autre combattait sourdement. Ce dernier dissimula mal son humeur lorsqu'il apprit le triomphe de nos troupes en Afrique. Je n'en fus pas étonné d'après les craintes qu'il avait cherché à m'inspirer sur l'issue de cette expédition ; mais il prit bientôt sa revanche. J'anticipe ici sur les événements, afin de terminer tout ce que j'ai à dire sur les ambassadeurs et les ministres étrangers, accrédités alors près de la personne du roi.

La présence du corps diplomatique à Saint-Cloud, pendant la commotion de juillet, aurait eu, je n'en doute pas, un immense résultat. Je ne pus l'y convoquer ; la journée du 28 fut la première qui offrit le caractère d'une véritable lutte ; je la passai tout entière dans la capitale. Le lendemain matin 29, j'avais cessé d'être ministre ; la mesure d'une convocation ressortissait seule alors à mon successeur (1). Cependant, dans des circonstances analogues et sans appel officiel, les représentants des puissances européennes s'étaient

(1) Le duc de Mortemart.

réunis *spontanément* autour de don Juan, roi de Portugal, et, plus tard, ils agirent de même à l'égard de don Pedro, empereur du Brésil. Le corps diplomatique, en juillet 1830, agita aussi dans son sein la question de savoir s'il ne conviendrait pas qu'il se rendit tout entier auprès de la personne de Charles X; cette question fut longuement débattue, et, sans la vive opposition de l'ambassadeur de Russie, elle eût été résolue affirmativement. La mesure contraire devint utile à la révolution de juillet qui prit en effet confiance, en voyant les représentants de toute l'Europe assister froidement à son triomphe⁽¹⁾. Le rapport que fit ce même ambassadeur sur les événements dont il avait été témoin, sur les causes qui les avaient amenés, durent induire en erreur son souverain; mais la vérité se fit jour enfin. Le comte

(1) Le nonce, l'ambassadeur de Sardaigne, et principalement le ministre de Suède, comte de Lowenhielm, appuyèrent fortement la proposition de se rendre à Saint-Cloud, près du roi. Quant à l'ambassadeur d'Angleterre, lord Stuart de Rothsay, je dois dire qu'il ne cessa de manifester les plus vifs regrets des événements qui se passaient sous ses yeux. Ses rapports avec moi continuèrent même après le 29 juillet; il me fit passer des avis utiles que je ne pus que communiquer, mes fonctions étant terminées. Lord Stuart semblait redouter les effets de la révolution dans son propre pays. Il ne se trompait pas, comme nous le verrons.

Pozzo di Borgo reçut l'ordre de se rendre à Londres pour y occuper le même poste qu'il occupait à Paris. C'était une honorable disgrâce ; car on n'ignorait pas qu'un séjour de quinze ans dans la capitale française, avait créé chez lui de longues habitudes qui lui rendaient chère cette résidence.

Je terminerai ce court épisode par une réflexion que l'examen des faits a souvent ramenée dans ma pensée. Une trop longue résidence à Paris finit presque toujours par amollir la nationalité d'un diplomate étranger. Cette capitale le séduit d'abord, puis le captive ; il y rencontre tout ce qui peut charmer ses loisirs et flatter ses inclinations. Sciences, arts, belles-lettres, chefs-d'œuvre de tous les genres, conversations sérieuses et légères, société vive, polie, enjouée, bibliothèques, modes, spectacles ; tout cet ensemble présente à sa vue un panorama intellectuel dont les détails s'accordent avec tous les caractères comme avec tous les goûts. Rien n'y paraît sous un aspect sévère et repoussant ; la politique s'y traite en riant ; les révolutions s'y préparent en dansant ; les haines mêmes s'y caressent jusqu'au moment du combat ; les événements y éclatent à l'improviste ; leur rapidité en dérobe souvent les causes. Paris ressemble au printemps du jeune âge : tout s'y

agite, tout y bouillonne; les plaisirs y sont des affaires, et les affaires de simples distractions; l'été s'y fait toujours attendre, il est vrai, mais cette attente perpétuelle y entretient l'espérance et la joie; ce tourbillon moral étourdit d'abord l'étranger; bientôt il l'entraîne. Celui-ci prend alors le mouvement pour la vie, s'y complait, s'y attache, et le regret involontaire qu'il éprouve à s'en éloigner, aveugle souvent ses jugements; disons-le en un mot : Paris est aujourd'hui la *Capoue* du monde civilisé. Plus d'un Annibal peut s'y trouver enchaîné.

Nous avons présenté le tableau de la déplorable situation dans laquelle se trouvait la France au commencement de juillet 1830; il était urgent de prendre une détermination, car la session devait s'ouvrir le 3 août. Or nul arrangement n'était possible avec la chambre élective; la nouvelle chambre des députés était plus hostile encore que la précédente : celle-ci avait violé la charte pour renverser les ministres; l'autre pouvait aussi la violer, mais en visant plus haut; les corps politiques ne reculent point. Des bruits sinistres sur les intentions futures de cette chambre nous étaient rapportés; je ne prétends pas en garantir l'exactitude; mais, poussée par le principe qui la dominait, tout était à redouter de sa part. Ne l'a-

t-on pas vue, six semaines plus tard, briser la charte et déclarer le trône vacant, bien que la couronne eût satisfait ses désirs? On disait donc que son projet était de mettre les ministres en accusation : si le monarque obtempérait, il rendait son épée; s'il y mettait obstacle, soit en prorogeant les chambres, soit en appelant à de nouvelles élections, la chambre élective se déclarait alors en état de permanence; le serment du *jeu de paume* était renouvelé : c'était marcher vers 1793.

Quoi qu'il en soit de ces rumeurs qui paraissent toutefois avoir eu un fond de vérité, il est certain que les intentions hostiles du parti antimonarchique prenaient tous les jours un nouveau caractère de gravité. Des tentatives, ayant pour but d'ébranler la fidélité des troupes, nous furent signalées dans quelques casernes; elles n'eurent pour le moment aucun résultat fâcheux. Dix mille poignards, introduits clandestinement dans la capitale, furent saisis chez un armurier qui refusa de déclarer le lieu de leur fabrication, ni de quelles mains il les avait reçus; on apprit seulement que dix mille autres étaient incessamment attendus; on préparait évidemment les éléments d'une guerre civile.

La couronne, convaincue du danger imminent qui menaçait l'État, ne pouvant plus s'abuser sur

les projets de ses ennemis, ayant perdu toute action sur les ressorts brisés du gouvernement représentatif, et voyant un égal péril à ouvrir la session ou à tenter de nouvelles élections, se résolut à puiser dans son sein la force qui lui était nécessaire pour sortir de cette impasse forcée. Elle eût pu, sans doute, jeter loin d'elle les débris d'une charte qu'on avait déchirée en sa présence. Le bienfait, une fois repoussé, le bienfaiteur rentrait dans sa toute-puissance; mais plus fidèle au passé que ne l'avaient été ses adversaires, elle se contenta du pouvoir constitutionnel que lui attribuait cette même charte, lorsqu'il s'agissait de veiller *à la sûreté de l'État*. Elle eut donc recours à l'article 14. C'était son droit; je dis plus, c'était son devoir.

Il serait presque puéril aujourd'hui de chercher à démontrer la réalité du droit que l'article 14 conférait à Charles X; les aveux des vainqueurs de juillet sont précieux à ce sujet, j'en parlerai plus loin sans m'en prévaloir en ce moment; mais il me semble utile de constater que, depuis 1814, les trois pouvoirs de l'État constitués par la charte avaient toujours compris l'article 14 dans le même sens dans lequel la couronne le comprit en 1830.

En 1822, la commission de la chambre des dé-

putés, chargée de l'examen du projet de loi sur la police des journaux, disait dans son rapport, relativement à l'article 4 de ce projet : *Le roi s'est réservé, par l'article 14 de la charte, la faculté de faire toutes les ordonnances pour la sûreté de l'État.*

La commission de la chambre des pairs, dans son rapport sur la loi de la presse présentée en 1828 (par les ministres qui m'avaient précédé aux affaires), disait aussi que, hors des sessions, *le roi avait toujours le moyen, en vertu des droits inhérents à sa couronne, de préserver l'État d'un danger imminent.* Plus loin, ce même rapport énonce plus clairement encore cette doctrine. On y lit : « La charte réserve au roi le droit de faire » des réglemens et ordonnances nécessaires pour » l'exécution des lois et *la sûreté de l'État et de* » *la charte*; s'il y a danger imminent, *la dicta-* » *ture*, pour y pourvoir en l'absence des cham- » bres, *lui appartient.* »

Or les commissions, dans l'une et l'autre chambre, étaient nommées à la majorité des suffrages ; aussi les doctrines, émises dans les rapports que je viens de citer, ne rencontrèrent-elles point de contradicteurs apparents.

L'auteur de la charte, qu'on ne peut supposer s'être mépris sur le véritable sens de l'acte qu'il

avait octroyé, reconnu lui-même l'existence de ce pouvoir extraordinaire dans le cas de danger, et il y eut plus d'une fois recours. Il en fit usage lors du débarquement de Bonaparte en France, par ordonnance du 6 mars, nonobstant la présence des chambres alors assemblées, et celles-ci lui votèrent des remerciements (1). Il en fit encore usage dans ses ordonnances des mois de juin et juillet 1815 et dans celle de septembre 1816. Toutes ces ordonnances, qui avaient pour but d'extraire un accusé de ses juges naturels, de lever un impôt sans le concours des chambres, de bannir plusieurs Français sans jugement préalable, d'augmenter sans autorisation légale le nombre des membres de la chambre élective; enfin, de changer les conditions d'éligibilité pour le député, et celles de l'électeur pour le citoyen, ces ordonnances, dis-je, dérogeaient aux articles 4, 15, 18, 36, 58, 40, 48 et 62 de la charte; elles furent alors promulguées sans opposition.

Quant à moi, je déclare que; si je n'eusse partagé la croyance qu'un péril imminent menaçât le trône en 1830; si d'un autre côté je n'eusse pas été convaincu que des exemples précédents avaient couvert de leur sanction les mesures conseillées à

(1) Voy. les *Moniteurs* des 7, 9 et 11 mars 1815.

la couronne, aucune influence, quelque élevée qu'elle eût été, aucune considération politique ne m'eût arraché un concours que mon devoir m'aurait commandé de refuser. J'ai donc agi par conviction. Les ordonnances de juillet m'ont paru constitutionnelles; elles sont telles encore à mes yeux. Il n'y eut pas alors violation de la charte, mais bien action conformément à la charte.

Que des voix encore passionnées s'élèvent contre cette assertion, cela peut être; je laisse à chacun son opinion; mais j'ai le droit aussi d'émettre la mienne : la force victorieuse agit peu sur mes convictions. Il est facile aujourd'hui de condamner un passé que tant d'amours-propres froissés et tant d'intentions perfides ont eu intérêt à représenter sous un faux jour. Aussi la rancune et la haine ont-elles adopté le même langage, le même genre d'attaque, les mêmes épithètes de colère contre les derniers ministres de Charles X. Mais tout mouvement fébrile empêche de viser juste; en effet, si cette révolution, qu'on leur reproche d'avoir provoquée, n'eût pas été préparée et organisée de longue main, si la société n'eût pas alors été ébranlée jusque dans ses fondements, si le trône n'eût pas été déjà dépouillé de sa force et de ses soutiens naturels, si la perturbation, la désaffection n'eussent pas été jetées dans les masses,

à qui prétend-on raisonnablement persuader qu'une mesure préservatrice, prise dans le double intérêt du trône et, je puis dire, de la charte (on l'a bien vu depuis), fût tout à coup devenue le signal d'un mouvement insurrectionnel dans tout le royaume. Est-il possible de supposer que cette mesure eût soudainement porté les populations à déchirer le drapeau d'Henri IV, à briser l'écusson de nos rois, à chasser de leurs fonctions toutes les autorités légalement établies, à pousser les cris sanguinaires dont la France retentissait sous la république, à faire flotter un étendard proscrit par les lois, et que dans le sein d'une capitale riche et industrielle, au risque de compromettre tout un avenir de prospérité, cette mesure eût pu armer les bras d'une population *désintéressée* dans la lutte et transformer en un champ de bataille le sol tranquille d'une opulente cité? Certes, je défie le génie le plus infernal de pouvoir, en un jour, fomenté et soulever une pareille tempête!

Mais si la prétendue provocation faite à l'occasion de la charte, a véritablement été le motif du mouvement insurrectionnel de juillet, pourquoi donc la charte et la monarchie disparurent-elles tout à coup dans le combat? Pourquoi le retrait des ordonnances ne mit-il pas fin à ce mouvement? La cause n'existant plus, l'effet devait cesser :

cessante causâ, tollitur effectus. Et cependant on vit les chefs d'une multitude égarée, repousser le bénéfice de ce retrait et continuer la lutte; on vit la majorité de la chambre élective décréter la déchéance du souverain dont la charte protégeait l'irresponsabilité et l'inviolabilité; puis, proclamer en son lieu et place la *souveraineté du peuple*.

Que de personnes aujourd'hui, à les en croire, eussent à cette époque détourné les périls qui menaçaient la monarchie! A leur amère critique, à leur fier dédain du passé, à leur apparente confiance en eux-mêmes, il semblerait que la couronne se fût rendue coupable de n'avoir pas invoqué leurs secours. Pamphlets, brochures, journaux, ouvrages de tous genres, décèlent depuis longues années leur intime pensée: patience, nous ne sommes pas au bout, et plus d'un écrit, soit *d'avant-tombe* soit *d'outre-tombe*, doit encore nous révéler les noms de nouveaux sauveurs. Eux seuls eussent pu conjurer l'orage et prononcer le *quos ego!* Voyons toutefois en réalité quelle combinaison ministérielle eût, dans les six semaines qui précédèrent la fin de la restauration, amené ce résultat magique.

Le monarque ne pouvait évidemment pas tirer ses ministres des rangs de la majorité nouvelle, récemment nommée par les collèges électoraux; il

se fût constitué prisonnier, car il ne l'ignorait pas, et le fait depuis l'a prouvé, que cette majorité recélait une révolution dans ses flancs; dans le cas où elle eût donné des conseillers à la couronne, la monarchie eût-elle été sauvée? Non certes, la chute n'eût été que différée; car, ainsi que nous l'avons dit précédemment, si les nouveaux conseillers abandonnaient le principe qui les avait élevés, la majorité leur faisait faute; s'ils y restaient fidèles, ils poussaient le trône vers l'abîme. Il vaut mieux tomber debout que de se laisser glisser par terre; le siècle avait d'ailleurs prouvé qu'en France, dans les temps d'anarchie, il n'y a qu'un pas des Tuileries à la place de la Révolution (1).

Force était donc à la couronne de chercher des conseillers en dehors de l'opinion de la majorité que nous venons d'indiquer; mais sur qui devait tomber son choix? Ce ne pouvait être sur des hommes *nouveaux*, car *tels* étaient ceux qui composaient alors le ministère; qu'avait-on eu à leur reprocher? De quelle mesure illégale pouvait-on les accuser? Nous avons exposé leurs plans, nous savons qu'ils laissèrent une conquête à la France,

(1) Nom donné pendant la terreur à la place Louis XV, avant qu'elle eût reçu le nom de place de la Concorde.

et cependant, avant de les avoir vus à l'œuvre on les avait déjà condamnés.

Fallait-il alors rappeler dans les conseils du roi quelques-unes de ces personnes dont l'influence passée avait laissé d'anciens souvenirs? Mais les temps n'étaient plus les mêmes, la révolution avait marché. Le ministère Villèle eût été repoussé par la majorité actuelle; une autre majorité, moins hostile encore, l'avait déjà frappé du nom de *déplorable*. Le ministère Martignac n'eût pas eu plus de succès; avant sa retraite il annonçait déjà l'approche de l'anarchie; or depuis un an cette anarchie avait fait des progrès, il y avait anarchie dans les pouvoirs de l'État par le *refus de concours*, anarchie dans la société par les *affiliations secrètes* qui y avaient organisé une puissance occulte; anarchie dans *une presse ardente* et calomniatrice qui réveillait les haines et les ressentiments. Le principe qui imprimait ce mouvement n'eût pas voulu abandonner le champ de bataille.

Restait le nom de celui qui s'était jeté dans l'opposition *pour ne point laisser périr la monarchie*; ce nom renfermait en lui deux individualités : l'une, éloquente interprète des sentiments royalistes, avait anciennement défendu les prérogatives de la couronne avec force et talent; elle avait aussi voulu réorganiser la société, rendre

au clergé sa prépondérance dans l'État, créer une puissante aristocratie, l'environner de privilèges, elle avait surtout conseillé d'exclure des affaires les hommes politiques de la révolution; je puis affirmer, à coup sûr, que cette individualité-là n'aurait eu aucune influence sur la majorité dont il est ici question; l'autre individualité sympathisant davantage avec ces mêmes hommes politiques de la révolution, gardant un profond silence devant *le refus de concours*, peu préoccupée des dangers qui menaçaient le trône, mais fort effrayée de ceux qui ne menaçaient pas la charte, se préparant insensiblement à saluer *l'éclat des soleils de juillet* (1), eût-elle captivé l'attention de la majorité déjà désignée? Je n'ose prononcer, mais toutefois j'en doute encore; quand la lutte s'engage, les nuances d'opinion disparaissent; l'on n'aperçoit plus que le vieux drapeau du principe qu'a longtemps défendu l'adversaire contre lequel on combat. C'est au moins ainsi que pensait un des nouveaux amis de cette seconde individualité, Carrel, rédacteur en chef du *National*, dont l'auteur du *congrès de Vérone* publia plus tard, avec

(1) « Un siècle n'aurait pas autant mûri les destinées d'un peuple que les trois derniers soleils qui viennent de briller sur la France. » (Discours à la chambre des pairs après les journées de juillet, le 7 août 1830.)

un profond sentiment de satisfaction, une lettre fort élogieuse : « Nous ne sommes pas de ceux » (disait le *National*, après avoir traité le même » sujet qui nous occupe en ce moment), nous ne » sommes pas de ceux qui pensaient alors (avant » la révolution de juillet), qu'un *ministère Châteaubriand* pût sauver à la fois la *liberté* et la » *dynastie* de Charles X; *comme ennemis de la » restauration*, nous aurions été peu favorables à » un tel ministère (1). » Plus loin on lit encore : « La première révolution a dévoré, dit-on, *deux » millions* d'hommes sur les champs de bataille; » nous aimerions mieux voir périr *la moitié de la » population* actuelle de la France, que de con- » sentir qu'un descendant de Charles X, s'appuyât-il sur le bras de *M. de Châteaubriand*, » rentrât dans Paris (2). » L'expression est vive; le principe s'y montre à découvert.

Posons nettement la question, et disons qu'en juillet 1830, en face de la majorité ennemie qui s'avavançait contre la monarchie, aucune combinaison ministérielle n'était possible; fallait-il donc avoir recours à ces mesures humiliantes qui révèlent à la fois l'impuissance et la peur. Fal-

(1) *National* du 18 novembre 1831.

(2) Même numéro que le précédent.

lait-il, s'inclinant à droite et à gauche, adresser des coups de chapeau à toutes les opinions, aux hommes de tous les partis? Fallait-il remplir les feuilles publiques de protestations royales en faveur de la liberté, de l'égalité, des idées du siècle et autres tromperies pareilles, qui ne trompent personne, bonnes peut-être à débiter en temps de paix, lorsqu'on n'a rien de mieux à faire ou rien de mieux à dire? Certes si le Béarnais, pour maintenir les droits de sa couronne, n'eût eu à opposer à son peuple insurgé que des pamphlets sur la liberté de la presse ou sur les progrès des lumières, je doute fort qu'il fût entré triomphant dans Paris; qu'il me soit permis de croire que les victoires d'Arcques et d'Ivry firent mieux ses affaires; de son temps, il est vrai, les baïonnettes n'étaient pas encore *intelligentes*! Elles le furent pour nous, elles le seront aussi pour d'autres; un principe de dissolution porte toujours son fruit.

Ce n'est qu'après avoir attendu (trop longtemps peut-être) qu'un autre moyen de salut s'offrit à l'esprit du roi; après de mûres réflexions, après avoir consciencieusement consulté ses ministres, Charles X, à regret, mais forcé par la nécessité, se décida vers la mi-juillet 1830, à se prévaloir du droit que lui conférait la charte,

de rendre des ordonnances pour *la sûreté de l'État* (1).

L'histoire impartiale renverra l'épithète de *parjure* à ceux qui l'ont méritée, et, rendant justice à l'auguste victime d'une trahison victorieuse, elle racontera la gloire et la prospérité de la France sous son règne; elle comptera les vertus du royal proscrit par le nombre d'ingrats qu'il a faits; elle rappellera la générosité de son cœur, la noblesse de ses sentiments et la loyauté de son caractère.

L'examen des ordonnances du 25 juillet ne saurait trouver place dans cet écrit, ce serait un détail inutile au but de mon travail; les causes qui ont amené ces ordonnances devaient être indiquées; j'ai rempli franchement ce devoir, il me reste à parler de leurs effets avec une égale franchise. J'ai donc quelques mots à dire sur la lutte qu'elles ont provoquée dans la capitale; je ne puis néanmoins passer outre sans signaler ici le mérite du rapport au roi, qui précède l'ordonnance rela-

(1) Ce fut vers le 5 ou 4 juillet que le roi ordonna à ses ministres d'examiner de nouveau si l'article 14 de la charte donnait à la couronne le pouvoir de prendre à elle seule, en cas de nécessité, les mesures qui lui paraîtraient convenables pour la sûreté du pays. Les ministres en conférèrent entre eux plusieurs jours. Leur rapport fut affirmatif et unanime. Les questions que nous avons citées plus haut servirent à guider leur opinion.

tive à la presse; ce rapport explique et motive avec autant de vérité que d'éloquence la nécessité de la mesure qu'il propose de prendre; c'est une œuvre politique et littéraire d'une haute portée, qui condamne d'avance le mouvement insurrectionnel de juillet, et que la postérité recueillera comme un monument digne du talent et de la plume de son auteur (1).

Avant de mettre sous les yeux de mes lecteurs le peu de pages qui terminent le dernier période de la restauration, je dois déclarer ici mon intention de ménager toutes les susceptibilités que je pourrai rencontrer sur mes pas (2); je n'ai d'amer-

(1) M. de Chantelauzé, garde des sceaux. Voy. le rapport, à la note 11.

(2) C'est dans ce but que j'omets, dans les notes placées à la fin de ce travail, la lettre que le maréchal duc de Raguse m'écrivit, en date du 26 mars 1833. Cette lettre exigeait une réponse; je la fis et l'envoyai à M. de Guise, ancien aide de camp du maréchal et alors à Paris. Il en prit lecture et refusa de la transmettre. Je trouvai néanmoins l'occasion de l'envoyer, deux mois plus tard, à M. le baron d'Eichthal, banquier à Munich, qui la fit passer à son correspondant à Vienne, avec injonction de la remettre au maréchal, résidant alors dans cette capitale. Il fut donné avis au baron d'Eichthal que le message avait été fait. En reproduisant la lettre du duc de Raguse, il me faudrait aussi publier ma réponse. Je crois plus conforme aux sentiments de modération qui doivent nous animer tous deux, de supprimer l'une et l'autre.

tume contre qui que ce soit, et je désire éviter toute polémique offensante, sans toutefois dévier de ce qui me semble être à la fois juste et vrai. Je n'ignore pas que dans la position élevée où je me suis trouvé placé au moment où la lutte s'engagea entre le trône et le peuple, ne pas accepter jusqu'à la responsabilité des caprices de la fortune, serait baisser les yeux devant elle; et dans la vie longuement agitée que j'ai parcourue, j'ose dire n'avoir jamais craint de la regarder en face; je prendrai donc sur mon compte tout ce que cette inconstante reine du monde peut légitimement m'imputer, et c'est à ceux qui liront cet écrit à juger la part qui me revient; je m'en rapporte à leur impartialité.

Il est facile de juger d'un événement après coup; mais les politiques de l'époque qui prétendaient alors ne voir dans la France qu'un pays tranquille et dévoué à son roi, eussent-ils donc eux-mêmes pu prévoir, sans donner un démenti à leur propre opinion, l'intensité du mouvement insurrectionnel qui, en un *seul* jour, embrasa la capitale et les provinces? Nous vîmes des ouvriers, ne sachant ni lire ni écrire, descendre dans les rues pour défendre la liberté de la presse; des jeunes gens de quinze ans se précipiter au milieu des périls pour soutenir les droits électoraux, auxquels ils étaient étrangers; les femmes mêmes prirent une part ac-

tive à la lutte; ces scènes de désordre se reproduisirent presque instantanément à Rouen, à Caen, à Nantes, à Lyon, à Bordeaux et dans plusieurs autres villes du royaume. Libre au noble pair dont j'ai plus haut cité les paroles, de penser que de pareils mouvements *mûrissent les destinées d'un peuple*; quant à moi je n'y vois qu'un signe éclatant d'anarchie et de dissolution sociale. Le mal qui menaçait la France était, je dois en convenir, plus profond que je ne l'avais cru; certes si l'avenir eût pu soudain m'être dévoilé, forcé que j'étais de rester dans les conseils du roi, j'eusse insisté pour que le monarque se rendit sur la terre classique de la fidélité française, et c'est de *Bourbon-Vendée*, qu'eussent été signées les ordonnances de juillet (1).

Il y eut insurrection dans la capitale lors de la promulgation de ces ordonnances; toutefois il faut le dire, le succès de cette insurrection devint chose inexplicable pour les vainqueurs eux-mêmes (2). Je ne m'en étonne point; pouvaient-

(1) Deux mois avant les événements de juillet, j'avais proposé à Charles X de convoquer les chambres à Orléans. Quelques obstacles, peut-être aussi l'arrivée prochaine du roi de Naples à Paris, empêchèrent-ils qu'il fût donné suite à cette proposition.

(2) *Histoire de dix ans*, par M. Louis Blanc, 1^{er} volume, page 289.

ils supposer, malgré les tentatives faites pour atteindre ce but, qu'une partie de la force armée, chargée de rétablir l'ordre, restât spectatrice indifférente et finit même par se rendre complice du désordre qu'elle devait réprimer? L'attitude d'abord incertaine de quelques régiments de la ligne, puis leur défection au milieu de la lutte, durent nécessairement jeter de l'hésitation dans les mouvements militaires et agir sur le moral des soldats demeurés fidèles à leur drapeau; mais il y aurait injustice à rejeter sur le président du conseil un résultat qu'il eût rougi de prévoir. L'honneur français devait exclure de sa pensée le mot de *défection*, et si l'on veut juger avec impartialité de la suffisance des moyens de défense mis à la disposition de l'autorité militaire pour maintenir l'ordre en cas qu'il fût troublé, il est convenable de se reporter en idée à l'époque qui précède les ordonnances, époque à laquelle la croyance d'une défection dans la troupe eût naturellement rendu toute combinaison quelconque impossible. D'ailleurs, le président du conseil ne prit jamais part à la composition de l'armée; placé provisoirement et depuis quelques semaines à la tête de l'administration militaire, il ne put employer les moyens d'action, que tels qu'ils lui avaient été remis (1).

(1) Le serment militaire, avant la révolution de juillet,

Je vais donc exposer à mes lecteurs un récit succinct et véridique de ce qui s'est passé antérieurement à l'insurrection parisienne, à dater du moment où les mesures relatives aux ordonnances furent arrêtées ; mais je dois auparavant repousser un reproche que j'ai entendu faire au noble maréchal, vainqueur de l'Algérie. On a faussement supposé que, plus occupé des lauriers qu'il allait cueillir que de la sûreté intérieure de la France, il avait enlevé les plus vaillants soldats des divers corps de l'armée, laissant ainsi nos régiments dans un état de désorganisation nuisible au service public : le fait n'est pas exact. L'armée entière ambitionnait l'honneur de partager les périls de l'expédition ; dans le but de la satisfaire autant que possible, quelques régiments heureux purent envoyer de faibles contingents pour participer à la composition de l'armée expéditionnaire ; les vides qu'ils laissèrent dans leurs corps furent aussitôt remplis, et les régiments restés en France présentèrent bientôt le même nombre de soldats sous les armes qu'ils avaient auparavant. Les cadres de l'armée française sur le pied de paix, pouvaient, avant la révolution de juillet, renfermer *deux cent*

était ainsi conçu : *Je jure d'être fidèle au roi, d'obéir aux chefs qui me seront donnés en son nom, et de ne jamais abandonner mes drapeaux.*

quarante mille hommes effectifs, d'après le vote des chambres; mais le budget de la guerre, sans cesse diminué par une opposition malveillante, ne permettait pas que ces cadres, depuis quelques années, fussent au complet; l'administration militaire, pour faire face aux diverses dépenses qui pesaient sur elle, s'était donc trouvée dans l'obligation de donner des congés illimités à un *cinquième* des soldats des régiments de la ligne; cette réduction n'était que d'un *sixième* pour les régiments de la garde royale; il résultait de cette mesure forcée, qu'environ cinquante mille hommes étaient toujours absents de leurs drapeaux; ainsi réduite au nombre de cent quatre-vingt-dix mille hommes, l'armée française, au mois de juillet 1830, était en outre diminuée de trente-quatre mille hommes qui combattaient alors sur les plages de l'Afrique; restaient donc encore environ cent cinquante-six mille hommes à la disposition du gouvernement, pour occuper les places de guerre sur les frontières et maintenir la tranquillité intérieure sur tous les points de la France, en présence de l'agitation générale qui se manifestait au sein de la population (1).

(1) Avant la révolution de juillet, la garde royale était forte de huit régiments d'infanterie, dont deux étaient des

Les observations précédentes s'adressent à ceux qui reprochèrent depuis au président du conseil de n'avoir pas dirigé de droite et de gauche des forces suffisantes sur les divers points en proie à l'insurrection ; l'événement a prouvé que l'insurrection fut presque partout instantanée ; d'ailleurs l'exposé qui va suivre démontrera qu'entre le jour où le recours à l'article 14 de la charte fut décidé et celui où les ordonnances furent signées, le temps manquait pour faire voyager les régiments loin de leurs cantonnements. On rappellera peut-être qu'à

régiments suisses, et de huit régiments de cavalerie ; plus huit batteries, dont trois d'artillerie à cheval et cinq d'artillerie à pied, toutes montées ; chaque batterie était de six pièces ; total, quarante-huit pièces, sur lesquelles douze stationnaient à l'École-Militaire, à Paris même ; les autres étaient à Vincennes, à une demi-lieue environ de la capitale. Chaque régiment d'infanterie de la garde royale était composé de trois bataillons et devait, d'après son titre original de formation, présenter un complet de deux mille quatre cents hommes, c'est-à-dire huit cents hommes par bataillon ; mais la réduction dont nous avons parlé diminuait de beaucoup ce chiffre. Cette réduction, imposée aux régiments français, ne frappait point les régiments suisses ; aussi ceux-ci étaient-ils toujours plus nombreux que les autres. On ne pouvait, à l'époque où il fut décidé qu'on aurait recours à l'art. 14 de la charte, songer à rappeler les soldats absents en congé illimité ; cette mesure, pour être effectuée, aurait exigé un temps beaucoup plus considérable que celui que nous avons devant nous.

cette même époque deux camps étaient formés dans le nord de la France; l'un d'infanterie, à Saint-Omer, l'autre de cavalerie, à Lunéville; que tous deux réunis offraient un effectif d'environ vingt-cinq mille hommes, et que ces forces eussent pu être appelées près de la capitale avant la promulgation des ordonnances; j'expliquerai les motifs qui empêchèrent ce mouvement d'avoir lieu, ce qui me donnera occasion de montrer que, jusqu'au dernier moment, l'attitude de Charles X, vis-à-vis de l'étranger, fut celle qui convenait au roi de France.

Ce fut vers le milieu de la première quinzaine de juillet qu'on arrêta le principe des ordonnances (1); tout espoir d'obtenir une majorité tant soit peu bienveillante dans la chambre élective s'était évanoui. La session devait s'ouvrir le 3 août, les députés se pressaient d'arriver dans la capitale, il était temps de prendre une décision : on la prit; le secret le plus *absolu* sur les mesures adoptées devenait nécessaire : il fut ordonné. Jamais, quoi qu'on en ait dit, secret ne fut mieux gardé, et jamais aussi secret gardé n'entrava plus le succès d'une entreprise; on craignit, avant tout, d'éveiller le moindre soupçon; chargé *par*

(1) Environ le 7 juillet.

intérim, depuis peu de temps, du département de la guerre pour tout ce qui concernait le *matériel* de l'administration, je me fis donner par mes bureaux l'état de situation des forces qui tenaient garnison à Paris et celui des régiments stationnés dans la première division militaire dont la capitale était le chef-lieu. Nous parlerons plus bas de ces deux états de situation. J'envoyai l'ordre au 4^e régiment de la garde royale, alors en Normandie, de retourner dans ses quartiers près Paris (1). J'ordonnai aux autres régiments dispersés dans cette même province par suite des incendies qui la dévastaient, de se concentrer principalement dans les villes de Caen et de Rouen ; connaissant l'influence qu'exerçait la ville de Lyon sur les provinces adjacentes, je résolus d'augmenter les forces qui y tenaient garnison ; dans ce but, et d'après les avis du lieutenant général commandant la dix-neuvième division militaire, dont Lyon était le chef-lieu, quelques régiments reçurent l'ordre de se rapprocher de cette ville. Huit mille hommes, composant le corps de réserve de l'armée expéditionnaire d'Afrique, stationnaient à Toulon.

(1) A Courbevoie. Quelque rapide que fût la marche de ce régiment, alors à Caen, il n'arriva à Versailles que le 29 juillet, après l'évacuation de la capitale.

Ce corps, devenu inutile par suite de la prise d'Alger, fut disloqué, les troupes qui le composaient furent réparties dans diverses villes du midi de la France, ce qui permit naturellement aux régiments qui occupaient ces villes de faire un mouvement rétrograde vers la capitale.

Je conçus un instant l'espoir de pouvoir utiliser ces vieux sentiments de fidélité qu'on retrouve toujours dans le cœur des enfants de la Bretagne; les temps dont je raconte ici l'histoire sont assez éloignés de nous pour que je ne voie aucun inconvénient à rapporter un détail encore inconnu de tous. Le comte de L. R., si digne du beau nom qu'il porte, par ses anciens services et par son profond attachement à la monarchie légitime, vint m'entretenir de l'intention qu'avaient ses compatriotes de se mettre, en cas de danger, à la disposition du roi; tout devait être organisé et prêt en peu de temps, mais deux conditions devaient préalablement être remplies : 1° le remplacement du commandant de la division militaire par un autre officier général dont on indiquait le nom; 2° l'envoi immédiat d'un régiment dans la ville de Saumur, dépourvue alors de garnison, afin d'y garder le dépôt d'armes qui s'y trouvait, dans la crainte que dans un moment donné, ce dépôt ne tombât entre les mains des habitants de cette ville,

dont les dispositions malveillantes contrastaient avec le dévouement de la population de la campagne environnante. La première de ces conditions était hors de mes attributions; mais j'en demandai l'accomplissement, sans toutefois oser encore en dire le motif, de peur qu'on ne me supposât l'intention de vouloir organiser une guerre civile; je ne pus l'obtenir; on comptait, et avec raison, sur l'attachement et la fermeté de caractère de l'officier général dont on demandait le remplacement. Je rendis compte du refus, on insista néanmoins sur l'exécution de cette première condition; je renouvelai mes efforts, ils furent également infructueux; j'eusse désiré qu'on eût passé outre après ce second refus, mais ne pouvant révéler, à mon grand regret, au comte de L. R. les mesures que venait d'arrêter la couronne, le temps s'écoula en pourparlers inutiles, et l'appui que j'avais espéré obtenir échappa de mes mains (1).

(1) Rendons à chacun la justice qui lui appartient. L'officier général dont il est ici question sut plus tard opposer, à l'insurrection qui éclata autour de lui, autant de sang-froid que de courage. Sa conduite fut admirable. Il eut à combattre, à Nantes, des insurgés organisés comme ils l'étaient à Paris, ayant leurs chefs improvisés, leurs signes de ralliement, et employant les barricades comme moyens d'attaque

Sur ces entrefaites, une dépêche de Bruxelles m'apprit l'entrée prochaine de trente mille Prussiens dans le royaume des Pays-Bas. La Belgique était mécontente de son gouvernement; les traités de 1814 l'avaient placée, elle catholique, sous la domination d'un prince protestant, et le souverain avait froissé, par des mesures imprudentes, les sentiments religieux de ses nouveaux sujets; aucun vieux souvenir, aucun droit héréditaire, aucun intérêt historique ne créait des liens communs entre ceux-ci et le monarque qu'on leur avait donné; ils avaient été le prix de la victoire, ils en avaient payé les frais. La propagande française sut exploiter une pareille situation morale et politique; elle réussit dans ses projets quelques mois plus tard; et, comme nous le dirons en son lieu et place, sans l'influence protectrice du clergé, la Belgique, sans chef, abandonnée à elle-même, fût devenue victime de l'anarchie républicaine. A l'époque dont nous parlons, le souverain de ce pays, effrayé de l'esprit insurrectionnel qui se manifestait dans la population belge, peu rassuré

et de défense. Il vit aussi la défection s'établir parmi ses troupes, et ce ne fut qu'après une lutte opiniâtre que, cédant à la force, il dut chercher, non sans difficulté, à se soustraire à la fureur d'une populace qui considérait comme un crime l'accomplissement d'un devoir.

d'ailleurs sur les dispositions de ses troupes, négociait secrètement l'intervention du roi de Prusse; je l'appris. La présence d'un corps de troupes prussiennes sur les frontières de la France, eût pu à elle seule provoquer le mouvement révolutionnaire que nous cherchions à comprimer; il fallait donc le prévenir. Avec la permission du roi, j'enjoignis aussitôt au ministre français, résidant à Bruxelles, d'exprimer au gouvernement des Pays-Bas le sentiment de mécontentement que nous faisait éprouver un projet d'intervention de la part de la Prusse, et je l'autorisai à déclarer que, si un seul soldat prussien foulait le territoire belge, les deux camps de Saint-Omer et de Lunéville seraient immédiatement levés, et ordre leur serait donné de se diriger à marches forcées sur Bruxelles (1). Ces vives représentations produisirent leur effet; l'intervention n'eut pas lieu; mais, jusqu'au moment où j'en eusse acquis la certitude, je me vis dans la nécessité de laisser à Saint-Omer et à Lunéville les troupes qui y campaient. Ce ne fut que le 28 juillet au matin, lorsque déjà la lutte était engagée, que je leur transmis, par le télégraphe, l'ordre de se rendre à Paris.

C'est ainsi que la nécessité d'agir promptement,

(1) Les papiers relatifs à cet incident doivent se trouver aux archives des affaires étrangères.

un incident politique que je ne pouvais prévoir et l'obligation d'un secret absolu sur le motif des ordres que j'avais à donner, secret qui fut scrupuleusement gardé par moi, même envers les personnes qui possédaient toute ma confiance, eurent pour résultat naturel de restreindre mes mouvements.

Après tout, l'état d'agitation dans lequel l'esprit révolutionnaire avait jeté la France, commandait une égale surveillance sur tous les points du royaume; quant à ce qui concernait la capitale, les forces qui y tenaient garnison, celles qui étaient stationnées dans la banlieue ainsi que dans le reste de la division militaire, me parurent alors suffisantes pour arrêter et comprimer toute tentative d'insurrection, si une semblable tentative était faite; telle fut mon opinion à cette époque, et certes je la crois fondée, comme on va le voir; car, je le répète, je dus croire et je crus en effet à la fidélité de toutes les troupes sans exception; autrement qu'eût importé le nombre? Plus il eût été grand, plus grand eût été le mécompte. Au 13 vendémiaire, Bonaparte n'avait sous ses ordres que *cinq mille soldats, plus quinze cents patriotes*, à qui la convention fit distribuer des armes et quelques *pièces de canon* (1); il avait à combattre

(1) *Histoire de la Révolution*, par M. Thiers.

vingt-cinq mille gardes nationaux armés, équipés, et commandés par d'habiles officiers de l'armée, mais dépourvus d'artillerie; l'insurrection éclata; Bonaparte la réprima. Croit-on, de bonne foi, que la victoire lui fût restée si une partie de sa troupe eût *fraternisé* avec les insurgés? Lui-même devait plus tard éprouver les effets d'une défection. Lorsque, dans les plaines de Leipsick, l'artillerie saxonne passa tout à coup du côté des alliés, ce mouvement imprévu désorganisa l'armée française; une déroute complète en fut le résultat. Il y a souvent des causes inopinées de victoire ou de défaite, qui demeurent mystère jusqu'après l'événement; l'histoire nous en présente de nombreux exemples.

J'ai dit plus haut que le principe des ordonnances une fois arrêté, je fis dresser dans les bureaux de la guerre deux états de situation : l'un, indiquant les forces qui tenaient garnison à Paris; l'autre, désignant celles que renfermait la première division militaire, dont cette capitale est le chef-lieu. Si ces deux états de situation étaient encore en ma possession, la solution de la question qui m'occupe serait facile, je n'aurais qu'à en donner ici la copie. Mes lecteurs seraient bientôt à même de juger du nombre de troupes que l'on pouvait opposer à l'insurrection, le cas échéant;

mais, le 28 juillet, je les remis au commandant en chef; lorsqu'il vint chercher chez moi ses lettres de service en qualité de gouverneur de la première division (1). Après la lutte qui s'engagea le jour même, ces deux états ne purent plus se retrouver; la prompte évacuation de la capitale ne donna sans doute point le temps d'enlever tous les papiers déposés à l'état-major général (2). Bien qu'immédiatement après la révolution de juillet, j'aie transcrit de mémoire le contenu de ces états de situation, qui certes m'étaient bien connus, on peut, je le conçois, récuser l'authenticité d'une telle note; mon témoignage ne saurait être admis comme officiel en cette occasion; aussi ai-je dû interroger les souvenirs d'un grand nombre d'officiers appartenant aux divers régiments stationnés dans la première division militaire lors de l'insurrection de juillet; je me suis surtout occupé de recueillir les informations de ceux d'entre ces officiers dont les grades moins élevés les mettaient plus en point de contact avec leurs soldats, ce qui devait ainsi leur donner une connaissance plus exacte de la force effective de leurs bataillons. Les

(1) Le maréchal duc de Raguse.

(2) M. de Guise, aide de camp du duc de Raguse, me fit dire, en 1833, qu'on ignorait ce qu'étaient devenus ces états de situation.

renseignements que j'ai obtenus, d'accord, quant aux numéros des régiments, ne le sont pas tous, quant à *l'effectif* des bataillons; le *minimum* de cet *effectif*, ainsi que le constatent ces renseignements, sauf un, est, pour chaque bataillon de la garde royale, de 475 hommes sous les armes; le *maximum* est de 550 hommes (1). Quant à l'*effectif* des bataillons de la ligne, il est uniformément porté au chiffre d'environ 400 hommes sous les armes.

Au moment où furent signées les ordonnances, les forces militaires, réparties dans la première division militaire, étaient ainsi placées :

A Paris,

<i>Garde royale.</i>	{	<i>Infanterie.</i> Les 1 ^{er} , 3 ^e et 7 ^e régiments (ce dernier était un régiment suisse).
		<i>Cavalerie.</i> Le régiment de cuirassiers et celui de lanciers.
		<i>Artillerie.</i> 2 batteries, à 6 pièces chacune.

Ligne. Les 5^e, 50^e, 53^e régiments et le 15^e léger.

Fusiliers sédentaires. 11 compagnies, à 100 hommes chacune.

(1) Voy. la note 12.

Gendarmerie royale. De Paris , forte d'environ 560 hommes à cheval et 900 hommes à pied.

Dans un rayon de 1, 2, 3 et 4 lieues de la capitale :

A Vincennes (à environ une demi-lieue de Paris), le reste de l'artillerie de la garde royale, savoir : six batteries, à 6 pièces (36), attelées et montées; plus, 1 bataillon du 2^e régiment de la garde royale.

A Saint-Denis (à 2 petites lieues de Paris), 2 bataillons du 2^e régiment de la garde royale.

A Courbevoie (à 1 bonne lieue de Paris), le 3^e bataillon du 4^e régiment de la garde royale.

N. B. Les 2 autres bataillons de ce régiment n'étaient pas encore arrivés de Caen, d'où ils avaient été rappelés.

A Versailles (à 4 petites lieues de Paris), 3 bataillons de la garde royale, du 6^e régiment; plus, 12 escadrons également de la garde (1).

N. B. Toutes les troupes ci-dessus indiquées , à l'exception de six batteries et d'un bataillon de la garde stationnés à Vincennes, furent, d'après les ordres du commandant en chef, appelées à Paris

(1) Il se peut faire que ce fût le 2^e régiment de la garde royale qui fût à Versailles. Dans ce cas, le 6^e régiment et non le 2^e aurait été à Saint-Denis et à Vincennes, comme on l'a dit plus haut.

dès le 27 juillet, et purent prendre part à la lutte qui s'engagea le lendemain mercredi 28.

Dans le reste de la division militaire :

A Compiègne (à 18 lieues de Paris), un escadron
et d } de dépôt dans chacune de ces
Corbeil. } villes (pour mémoire).

A Melun (à 8 lieues de Paris), 6 escadrons, de la garde royale.

A Fontainebleau (à 18 lieues de Paris), 6 escadrons de la garde.

A Orléans (à 31 lieues de Paris), 3 bataillons de la garde royale suisse (1).

N. B. Toutes ces troupes, dès le 27 juillet, reçurent l'ordre de se rendre à Paris. On avait proposé, quelques jours avant la signature des ordonnances, de les réunir près de Paris et d'en former un petit camp; mais on craignit que ce mouvement de troupes ne donnât quelque indice des projets qu'on avait en vue. La proposition ne fut point acceptée.

Enfin, en dehors de ces forces, si les circon-

(1) Je crois pouvoir, sans me tromper, ajouter à l'énumération des troupes faite ci-dessus, le 18^e régiment des chasseurs à cheval, qui, à cette époque, était en garnison à Chartres, entre Paris et Orléans.

stances en imposaient la nécessité, se trouvait la maison militaire du roi, composée de mille cavaliers et trois cents hommes d'infanterie.

Peu de jours après la révolution de juillet, il parut, à Paris, une brochure intitulée : *La Garde royale pendant les événements du 26 juillet au 5 août 1830; par un officier employé à l'état-major*. Je la cite ici, d'abord parce que l'auteur se livrant à une critique plus qu'amère à mon égard, on ne saurait l'accuser d'impartialité envers moi; en second lieu, parce que c'est dans cette brochure, la première qui fut publiée sur les événements, que les journaux puisèrent les diverses opinions qu'ils émirent à cette époque sur les moyens de répression qu'avait à sa disposition le gouvernement du roi; d'où naquirent les bruits mensongers que la passion ou les regrets exploitèrent alors au profit du moment. Point de révolution sans victimes de l'opinion, je le sais, car l'histoire de tous les peuples et de tous les temps nous l'apprend; mais je sais aussi que l'histoire attend, pour prononcer un jugement impartial, que ces violentes crises morales aient cessé, et quelquefois, alors, elle trouve aux mêmes sources des motifs suffisants pour porter un jugement différent de celui qu'on avait précédemment établi. C'est peut-être ce qui peut encore arriver

aujourd'hui dans la circonstance dont il est ici question.

L'auteur de la brochure dont je parle, officier à l'état-major, présent aux affaires de juillet, écrivant par conséquent avec connaissance de cause, et dans le but surtout de démontrer que la garde royale avait soutenu à elle seule les efforts de l'insurrection parisienne, n'a certainement pas dû augmenter l'*effectif* des régiments et des bataillons de cette même garde : aussi, les renseignements que je me suis procurés portent-ils, sauf un, cet *effectif* plus haut qu'il ne l'a lui-même établi dans son travail : prenons donc ce travail pour base de nos calculs. Ce n'est certes pas m'ériger juge de ma propre cause.

L'auteur débute par donner deux états de situation ; le premier est relatif à la garnison de Paris à l'époque du 25 juillet ; le second indique les villes qu'occupaient à la même époque ceux des régiments de la garde royale qui se trouvaient hors de la capitale (1). Je ferai d'abord observer que la répartition des troupes, soit à Paris, soit hors de Paris, dont ces deux états de situation font mention, est la même que celle que présente le tableau inséré plus haut, à cette différence près

(1) Voy. la note 15.

que j'ai seulement indiqué dans ce tableau les régiments qui se trouvaient dans la 1^{re} division militaire (1). Au reste, tous les renseignements que j'ai recueillis sont, à peu de chose près, uniformes, quant à la répartition des troupes, telle que la désigne la brochure en question. Je ferai remarquer encore que l'auteur, en énumérant la force de la garnison de Paris, met en note l'observation suivante : « Sont défalqués des corps, » toutes les non-valeurs : hommes aux hôpitaux, » ouvriers d'ateliers, etc., qui ne pourraient ici » figurer que pour mémoire, et les pompiers de » Paris, ayant un service spécial. » Aussi, ces non-valeurs défalquées, présente-t-il, comme *effectif* de la garnison de Paris, garde royale et troupe de ligne ensemble, le chiffre de 11,500 hommes. Si maintenant on ajoute à ce chiffre les troupes, cavalerie et infanterie qui, d'après son second état de situation, se trouvaient immédiatement autour de la capitale, c'est-à-dire dans un rayon de quatre petites lieues au plus, à Vincennes, à Saint-Denis, à Sèvres, à Versailles; plus, à Saint-Cloud, la maison militaire du roi, dans le cas où les cir-

(1) Celui qu'il désigne comme tenant garnison à Caen est le 4^e de la garde, qui avait reçu l'ordre de revenir à Courbevoie. Il n'était fort que de deux bataillons; le 3^e bataillon était à Courbevoie.

constances l'exigeraient ; toutes ces troupes devant former , d'après les bases mêmes posées par l'auteur , un effectif de 5,550 hommes de toutes armes , on voit qu'en moins de quatre ou cinq heures de temps , et s'il était nécessaire en rappelant à soi les petits postes dispersés dans l'intérieur de la ville , on eût pu réunir à Paris pour faire face à l'insurrection , dans la supposition qu'elle eût éclaté , une masse de dix-sept mille hommes , appuyée par l'artillerie de la garde , forte de 48 bouches à feu.

Or , je le demande , en mettant de côté toute préoccupation sur l'issue imprévue de la lutte qui a eu lieu , en ayant foi , comme je devais l'avoir , dans la fidélité des troupes , ne pouvais-je pas croire , avec raison , qu'une force réunie de dix-sept mille hommes , avec une puissante artillerie , fût suffisante pour réprimer les premiers efforts d'une insurrection populaire et donner ainsi le temps , si besoin était , de faire venir de nouveaux renforts. Qui ne sait que l'émeute , quelque considérable qu'elle soit , ne peut résister longtemps contre la force armée ? le nombre de ses combattants ne fait qu'ajouter au désordre qui règne dans ses rangs ; elle doit toujours fléchir devant le calme et la discipline du soldat (1).

(1) Peu après la révolution de juillet 1830 , l'épidémie des

Dès que parut la brochure que je viens de citer, on la lut avec avidité; personne ne s'éleva contre son contenu; l'auteur, mieux que personne, disait-on, avait été à même de donner un état exact de la force réelle et de la situation des troupes; qu'il en soit ainsi, je veux bien y souscrire, mais par quelle erreur a-t-on tiré de son travail un résultat différent que celui que j'ai présenté? Je vais

insurrections fit presque le tour de l'Europe. Londres ne fut pas épargné; des troubles éclatèrent dans cette immense cité; le duc de Wellington, alors ministre, faillit en être la victime. Le ministère anglais, qui depuis quelque temps s'attendait à des désordres populaires, avait pris des mesures de précaution pour réprimer les intentions des malveillants. Je fus curieux de connaître quelles avaient été ces mesures. J'écrivis en Angleterre, et je reçus, d'un officier anglais de la garde, des renseignements puisés sur les lieux. Je les ai en ma possession: le nombre effectif d'officiers, sous-officiers et soldats de plusieurs des régiments en garnison dans la capitale britannique s'y trouve relaté. Voici le résumé de ces renseignements: La garnison de la ville de Londres, dans les temps ordinaires (à cette époque), était de quatre mille cinq cents hommes, cavalerie et infanterie, plus douze pièces d'artillerie. La crainte d'une émeute engagea le gouvernement à en augmenter la force; il la porta environ au double, par le moyen de quelques troupes stationnées près de la capitale et de deux régiments qu'on fit venir de Canterbury et de Brighthon. La garnison de Londres offrit alors une force d'à peu près neuf mille hommes, y compris les hommes nécessaires pour la garde des casernes et de di-

l'indiquer : on n'a pas tenu compte des dates ; on a jugé après l'événement au lieu de juger avant ; on n'a pas voulu considérer quel était l'état des forces disponibles, tel que l'indiquait l'auteur *au 25 juillet 1830*, mais il a paru convenable de ne supputer que les forces qui après *le 25 juillet* avaient pris part à la lutte ; or, comme par suite, surtout de défection apparente ou réelle, l'auteur

vers postes en ville. Le gouvernement comptait encore sur le corps de la nouvelle police (*policemen*), fort de trois mille hommes. Ce corps n'est ordinairement point armé ; mais, s'il eût été nécessaire, on eût pu lui distribuer promptement des fusils et des cartouches. Les renseignements ne disent pas si l'artillerie reçut ou non de nouveaux renforts. Je dois faire observer ici que la répression d'une insurrection doit être plus difficile à Londres qu'à Paris. La première de ces deux villes est beaucoup plus peuplée que l'autre, puisqu'elle renferme deux millions d'habitants ; on n'y voit point de grandes artères (tels que les boulevards et les quais dans la capitale française) qui la traversent en aucun sens. A l'exception de la partie ouest (*west-end*), qu'habite le beau monde, le reste de cette opulente cité offre un dédale de rues étroites dont une grande partie peuvent à peine admettre le passage de deux voitures de front. Quant à cette vieille construction appelée la Tour de Londres ; bâtie non loin de la Tamise et presque au centre de la portion la plus remuante de la population, elle ne peut tenir la ville en échec, car elle ne domine aucune position. Il est évident que vis-à-vis de tels obstacles, la force armée doit attendre l'insurrection quand elle éclate et ne pas songer à l'aller chercher.

de la brochure réduit, au 28 juillet, la force de la garnison de Paris de 11,550 hommes à près de 5,000 hommes, on en a conclu bénévolement que le gouvernement n'avait, avant les événements, que cinq mille hommes à sa disposition pour faire face à l'émeute. Ce n'est pas tout encore : on n'a pas songé que l'insurrection parisienne ayant commencé le 27, les troupes en garnison à Saint-Denis, à Vincennes, à Versailles, c'est-à-dire à une, deux, trois ou quatre heures de marche au plus, devaient, le 28, se trouver à Paris. Et en effet, dès le 27, le commandant en chef leur avait donné l'ordre de s'y rendre. Eh bien, malgré tous ces mécomptes, l'auteur même de la brochure ne peut s'empêcher de convenir que la journée du 28, la seule dans laquelle il y eut une véritable lutte, fut loin de se présenter comme décisive, et il ajoute que dans la partie de la ville abandonnée par nos troupes, « on n'était guère rassuré, non- » seulement à l'égard des événements de la jour- » née, mais même pour la cause entière du peuple » que Paris avait embrassée avec transport (1). »

C'était aussi l'opinion du commandant en chef des troupes royales, puisque le 28 au soir, malgré les désastres de la journée et après avoir con-

(1) Pages 58 et 89 de la brochure.

contré ses forces, il me dit et m'engagea d'écrire au roi (ce que je fis immédiatement) que la position qu'il occupait était inexpugnable et qu'il y pourrait tenir trois semaines : certes, si après l'échec que nous éprouvâmes le 28, par suite de l'attitude menaçante des régiments de la ligne, le commandant en chef crut encore avoir à sa disposition des forces suffisantes pour arrêter les progrès de la révolution, n'ai-je donc pas eu raison de supposer, avant les événements, que la totalité des forces réparties soit à Paris, soit dans la banlieue, ne dût être également suffisante pour réprimer l'émeute dans le cas où elle se montrât. En effet, à l'époque à laquelle le commandant en chef me tint le langage que je viens de rapporter, il fallait déjà défalquer, des forces qui lui avaient été confiées, plus de *sept mille hommes* qui, d'après la brochure citée ci-dessus, volontairement ou involontairement, furent, dès le 27 juillet, inutiles, et, par conséquent, nuisibles à la défense (1). Mais en m'adressant ces paroles, le noble maréchal avait sans doute compté sur ses propres sentiments plus que sur ceux des autres; il n'avait pas cru que l'oubli d'un devoir militaire pût être contagieux en France : son erreur fut grande; dès le

(1) Page 5 de la brochure.

lendemain 29 la défection augmenta ses ravages, les troupes se démoralisèrent et la résistance devint bientôt impossible.

Les ordonnances furent signées le 25 juillet vers le soir ; elles avaient été gravement et longuement discutées. Le roi, bien qu'on l'ait faussement prétendu, ne chercha nullement à influencer l'opinion de ses conseillers ; ceux-ci signèrent parce qu'ils le voulurent bien (1). Une ordonnance spéciale mettait le maréchal duc de Raguse

(1) On n'en finirait point s'il fallait réfuter les récits tragico-comiques que les journaux, et même plusieurs auteurs sérieux, ont insérés dans leurs écrits au sujet de l'examen dont les ordonnances du 25 juillet furent l'objet, et relativement à ce qui se passa dans la séance royale dans laquelle elles furent signées. Je ne citerai ici que l'ouvrage de M. Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, parce qu'il paraît être le plus répandu de tous. Ce qu'on y lit est faux d'un bout à l'autre. L'auteur termine en mettant dans la bouche d'un des ministres, à l'occasion d'un portrait supposé du comte de Strafford, un propos injurieux et cruel que tout Français eût rougi d'adresser à Charles X. Or j'étais assis près du roi pendant la séance, je ne l'ai pas quitté un instant, je suis sorti le dernier de la salle du conseil, et je déclare ici n'avoir pas entendu une seule des paroles que l'auteur rapporte avec tant d'assurance : *Ab uno disce omnes*. Au reste, l'ouvrage en question est plein d'erreurs semblables, volontaires ou involontaires, peu importe. J'aime à croire qu'il traite avec moins de légèreté les questions relatives à la cause dont il entreprend la défense.

en activité de fonctions, en qualité de gouverneur de la 1^{re} division militaire dont il portait déjà le titre (1). Charles X, connaissant le prix que le maréchal attachait à cette marque de confiance, se réserva, avec sa bienveillance ordinaire, le plaisir de la lui annoncer lui-même; toutefois, par des motifs que j'ignore encore, il ne lui en parla que le surlendemain au matin. Le président du conseil fut autorisé à donner sur-le-champ communication du contenu des ordonnances au commandant de la place de Paris (2), ainsi qu'au préfet de police (3), magistrat intègre, d'une forte détermination et animé d'un grand dévouement, afin qu'ils s'abouchassent ensemble et qu'ils se concertassent sur les premières mesures à adopter, dans le cas où la tranquillité de la capitale fût troublée.

Le lendemain, lundi 26 juillet, les ordonnances parurent dans le *Moniteur*; dès le matin, le prési-

(1) Il y avait en France dix-neuf divisions militaires; chacune avait un gouverneur titulaire, lequel ne pouvait exercer les fonctions de sa place que lorsque des lettres de service, signées par le roi, lui en donnaient l'autorisation. Ces dix-neuf divisions étaient habituellement commandées, au lieu et place du gouverneur, par un lieutenant général.

(2) Le maréchal de camp comte Wall.

(3) M. Mangin.

dent du conseil écrivit au maréchal duc de Raguse, alors de service comme major général de la garde, pour l'inviter à prendre les précautions que les circonstances pourraient exiger (1). La lettre fut présentée à la signature du ministre par le sous-secrétaire d'État au département de la guerre (2), et transmise aussitôt au maréchal; mais soit que cette lettre ne parvint que tard à son adresse, soit pour toute autre cause qui nous est inconnue, elle ne reçut aucune réponse; le même jour, 27 juillet, vers la nuit close, quelques rassemblements, d'abord inoffensifs, puis un peu tumultueux, eurent lieu dans les rues adjacentes à l'hôtel du ministère des finances. Le président du conseil jugea convenable de faire sortir quelques troupes de leurs casernes, pour montrer aux malveillants qu'on était prêt à réprimer tout désordre qu'ils auraient l'intention de commettre; mais comme les casernes environnantes étaient principalement

(1) La garde royale était commandée, alternativement et par quartier, par quatre maréchaux de France, lesquels étaient : les maréchaux duc de Bellune, duc de Tarente, duc de Reggio et duc de Raguse. Le duc de Raguse était de service en juillet 1830. Les régiments de la garde royale ne pouvaient sortir de leurs casernes, pour un service extraordinaire, que sur un ordre direct du major général du quartier.

(2) Le vicomte de Champagny.

occupées par la garde, qui ne recevait d'ordres directs que de son major général, et vu l'absence du maréchal duc de Raguse, alors à Saint-Cloud près du roi, il prit, en qualité de ministre de la guerre par intérim, un arrêté par lequel tous les régiments de la garde royale, à cette époque en garnison à Paris, passeraient, *provisoirement* sous le commandement immédiat du commandant de la place. Un bataillon de la garde sortit, par suite de cet arrêté, et rétablit aussitôt la tranquillité publique un moment troublée (1). Le mardi 28, le maréchal duc de Raguse, prévenu par le roi, vint avant midi chercher ses lettres de service chez le président du conseil, qui les lui remit ainsi que les deux états de situation des forces militaires de la 1^{re} division dont on a déjà parlé. Le maréchal an-

(1) Je ne rends compte de cet incident peu important que pour répondre aux intentions calomnieuses que me prête l'auteur de l'ouvrage cité plus haut, *Histoire de dix ans*, en rapportant cette même circonstance. Je n'ai, quoi qu'il en dise, voulu procurer alors à qui que ce soit un honneur spécial aux dépens d'un autre; mais j'ai cru, et je crois encore que, vis-à-vis de l'émeute, il faut toujours agir promptement et fortement. C'est pourquoi j'ai voulu que les régiments de la garde royale fussent sur-le-champ mis à même d'être employés activement, si le cas échéait. Le major général absent, je n'ai pu m'y prendre autrement que je l'ai fait.

nonça l'intention de concentrer toutes ces forces sur Paris, mesure qu'on avait ajourné de prendre en son absence, espérant à chaque instant qu'il viendrait se mettre à la tête de son nouveau commandement; enfin, le mardi 28, au matin, le tumulte allant toujours croissant, Paris, par ordonnance royale, fut mis en état de siège : dès lors toute autorité quelconque dans la capitale ressortit de l'autorité militaire.

Je ne pousserai pas plus loin mon récit. Ce n'est pas à moi qu'il appartient de raconter en détail les désordres qui éclatèrent dans les rues de Paris à cette époque. On pourrait me croire témoin trop partial; d'ailleurs ces détails sortent des bornes que je me suis prescrites dans mon travail. Je n'étudie l'histoire que pour montrer l'enchaînement des causes qui mènent insensiblement vers tel résultat, inaperçu d'abord, puis ensuite presque impossible à éviter. Je m'occupe peu de détails qui ne changent rien au fond des choses. La fausse direction donnée aux affaires dès 1814, et surtout depuis 1815, a été la cause de tous nos maux; elle a établi une lutte incessante entre le principe monarchique et le principe démocratique. Et comme la charte avait été créée en faveur de ce dernier principe, il était facile de prévoir de quel côté, tôt ou tard, serait la victoire. L'erreur ou

l'aveuglement de quelques anciens amis du principe monarchique a pu, dans les dernières années de la restauration, avancer l'époque de ce triomphe; mais, eussent-ils même soutenu les intérêts du trône avec vigueur, ils ne seraient parvenus à le consolider qu'en lui donnant d'autres appuis que ceux que présentait la loi fondamentale de 1814. Une simple majorité parlementaire, versatile comme l'opinion populaire qui l'enfante, est un périlleux soutien pour une monarchie. Nous avons déjà offert à nos lecteurs quelques observations à ce sujet; nous n'y reviendrons plus. Lorsque j'arrivai aux affaires, je trouvai la couronne épuisée par ses anciennes luttes et ses récentes concessions. Ses luttes avaient montré son impuissance : ses concessions avaient anéanti ses forces. Une crise plus ou moins rapprochée était donc inévitable : le principe antimonarchique dominait toutes les positions.

Il y eut guerre civile dans les rues de Paris en juillet 1830; j'eusse voulu l'arrêter au prix de mon sang, car le combat, une fois engagé, la victoire, de quelque côté qu'elle tournât, ne pouvait que coûter des larmes; mais peut-on dire avec vérité qu'il y eût alors provocation de la part du trône? Les vainqueurs ont déjà résolu cette question. Ils nous apprendront, comme nous le dirons

ailleurs, que l'application de l'article 14 de la chartre, telle que l'avait comprise la couronne, était parfaitement *légale*; nous les entendrons déclarer que la chute de la monarchie légitime avait toujours été le but de leurs efforts. Pouvaient-ils donc supposer que le succès de leurs projets se réaliserait sans lutte? Non, sans doute. Or, puisqu'ils ont prévu cette lutte, et que cette prévision n'a pas arrêté leur marche, c'est sur eux que doit peser l'odieux de la guerre civile qui, en 1830, ensanglanta la capitale.

Cependant ils auraient tort, ainsi que leurs adhérents, de se prévaloir à eux seuls de leurs victoires. Qu'ils prennent aujourd'hui le titre pompeux de *héros de juillet*, soit, le mot ne fait rien à la chose; mais ce titre même se fût alors bientôt évanoui, s'ils n'eussent trouvé près d'eux de coupables auxiliaires. En vain, des chefs, munis de cartes de diverses couleurs en signe du grade dont on les avait revêtus, s'efforçaient-ils, aux cris de : *A bas les Bourbons!* d'exciter le peuple au combat (1); le peuple, bouillonnant dans les

(1) Plusieurs d'entre eux furent faits prisonniers le 28 juillet, portant ces signes de ralliement; ce qui tend à prouver que depuis longtemps déjà l'insurrection s'organisait. On trouva aussi, sur plusieurs des gens du peuple qui furent amenés à l'état-major, des pièces d'argent, lesquelles, di-

rues et dans les places publiques, n'offrait que des masses inertes, dont le nombre était plus propre à entretenir le désordre qu'à assurer le succès de sa cause. Peu de personnes prirent, en effet, une véritable part à la lutte; car je ne parle pas ici de celles qui, à couvert dans leurs maisons, jetaient avec couardise des meubles par les fenêtres dans le but d'écraser les soldats; leur agression durait le temps que mettaient les troupes à traverser les rues. Un député dévoué à la cause populaire déclara à la tribune que, d'après les données qu'on s'était procurées, le nombre des combattants de juillet avait été d'environ huit mille (1). Quand bien même on doublerait ce chiffre, que pouvait-on espérer d'un pareil nombre d'hommes amassés sans ordre, nullement disciplinés et dépourvus de canon, contre des troupes aguerries et appuyées par une imposante artillerie? Il faut donc chercher, en dehors de ces causes, celle qui peut expliquer la victoire et la défaite. Je vais la

rent-ils, leur avaient été distribuées. Ces gens, pour la plupart, étaient dans un état complet d'ivresse.

(1) « Suivant les données ordinaires qu'on s'est procurées, » huit mille individus ont plus ou moins pris part à ces événements. Ces événements n'ont eu lieu qu'à Paris, et parmi « une faible partie de la population. » (*Paroles de M. Delaborde à la chambre des députés, séance du 11 novembre 1830.*)

dire et je m'étonne que les écrivains contemporains ne se soient pas énoncés plus nettement sur ce point. Ont-ils craint de blesser quelques susceptibilités qu'ils avaient l'intention de ménager ? Cela peut être ; je ne suis pas dans ce cas ; de profondes convictions chez moi ne fléchissent devant aucune considération. Si je suis dans l'erreur, qu'on m'en donne la preuve ; mais tant que cette preuve manque, je reste dans mon opinion.

Je ne crains donc pas de dire que c'est principalement à l'attitude et à la conduite de la troupe de ligne qu'il faut attribuer l'insuccès de la défense de Paris en 1830. Si elle n'eût pas abandonné ses drapeaux, la population tumultueuse de la capitale fût restée grondante, mouvante, tourbillonnante, jusqu'au moment où le défaut de de vivres eût contribué à apaiser son mécontentement (1). Je suis loin de penser qu'un tel résultat eût, à lui seul, suffi pour assurer le salut de la mo-

(1) M. Mauguin, député libéral, dans une discussion à la chambre des députés (session de 1832 à 1833), relative aux indemnités à accorder à ceux qui avaient souffert par suite des journées de juillet, déclara à la tribune que le jeudi 29 juillet les insurgés étaient dans un tel dénûment de vivres, qu'on fut obligé de prélever arbitrairement une somme d'environ trente mille francs, afin de leur en procurer à tout prix.

narchie, les difficultés du moment eussent au moins été ajournées, et l'on eût eu le temps d'aviser aux mesures qu'il convenait de prendre.

Mais la troupe de ligne, par l'oubli de ses devoirs, rendit bientôt nulle toute combinaison; elle refusa d'obéir à ses chefs, elle livra ses cartouches au peuple, puis enfin elle se mit dans ses rangs; aussi l'auteur de la brochure déjà citée, non moins mal disposé envers le commandant en chef, qu'il l'est à mon égard, après avoir fait allusion au *système* de défense qu'il suppose avoir été arrêté par le maréchal, croit-il devoir ajouter : « Il faut le dire, l'attitude que prit la ligne devait » seule le faire échouer, et même *tout autre système de défense* mieux entendu (1). » A quoi servent donc des paroles de colère quand ainsi on les frappe aussitôt après d'impuissance? Oui, l'abandon de la troupe de ligne, abandon coupable, qu'on n'eût osé prévoir sans craindre de faire injure à l'honneur français, décida dans ces derniers moments du sort de la monarchie; sans cet abandon l'insurrection n'eût jamais été victorieuse; mais il eut pour résultat immédiat de laisser les fatigues de la journée du 28 peser entièrement

(1) *La Garde royale pendant les événements du 26 juillet au 5 août 1830.* Voy. page 22 de cette brochure.

sur la garde royale, qui combattit avec autant de sang-froid que de courage ; bientôt après il affecta le moral des soldats, introduisit l'insubordination dans les rangs et prépara ainsi de nouvelles désertions.

Si l'on fait le relevé des défections qui eurent lieu, dans l'espace de cinq jours, à partir du 27 juillet, on se convaincra que le cercle de la défense se resserrait continuellement, que les chances de succès diminuaient à chaque instant, et que l'emploi utile des troupes encore fidèles à leurs drapeaux, devenait de plus en plus difficile par la crainte d'éprouver de nouveaux mécomptes. Voici un résumé de ces défections : le 15^{me} léger, les 5^{me}, 53^{me} et 50^{me} régiments de la ligne embrassèrent la cause de l'insurrection dans les journées des 28, 29 et 30 juillet; le 31 une défection partielle s'établit dans le 3^{me} régiment de la garde; elle se fit également sentir dans quelques autres régiments de la même arme ; à l'appel, il y eut des manquants, surtout parmi les sous-officiers dépositaires de l'argent de leur compagnie. Enfin, le 1^{er} août, trois régiments de grosse cavalerie de la garde quittèrent leurs positions et se retirèrent; un des deux régiments de grenadiers imita leur exemple. Ainsi, dans l'espace de quatre ou cinq jours, neuf régiments, tant infanterie

que cavalerie, abandonnèrent leurs drapeaux (1).

Il est triste pour un Français d'avoir à consigner de pareils faits dans l'histoire de son pays ; et quoique je sache que la vérité est de sa nature exigeante, l'aveu qu'elle m'impose ici est, je l'avoue, le plus pénible qui puisse sortir de ma bouche. Toutefois les circonstances que je viens de retracer ne seront pas inutiles pour le but que je me propose dans ce travail ; elles tendent à prouver que de nos jours la discipline militaire peut, si l'on n'y prend garde, fléchir devant certaines opinions politiques ; quelques symptômes de ce mal social s'étaient déjà présentés peu avant 1830. De nouvelles gardes prétoriennes avaient brisé, en pleine paix, le frein de l'obéissance militaire et étaient venues à Madrid donner des lois à leur souverain ; Turin, Naples, avaient été soumis

(1) La plupart des ouvrages contemporains qui ont traité les événements de juillet renferment ces détails. Voy. *La Garde royale pendant les événements du 26 juillet au 5 août 1830*, citée plus haut ; *Dix jours de 1830*, par A. S..., officier d'infanterie de la garde royale, brochure écrite d'un style plus modéré que la brochure précédente ; *Histoire de dix ans*, par L. Blanc, etc. Je ne renvoie ici qu'au premier de ces ouvrages, à cause de son extrême partialité contre le gouvernement de Charles X, ne voulant m'appuyer, dans le récit des événements dont je rends compte, que sur les relations qui me sont les plus hostiles.

à une semblable influence désorganisatrice. Les exemples se multiplièrent après la révolution de juillet; en ce moment même la Péninsule, en proie encore à de sanglantes guerres civiles, a vu ses soldats soutenir tour à tour plusieurs partis politiques, élever sur le pavois un de ses chefs heureux, l'abandonner et le renverser en peu de jours (1). Le Portugal renferme aussi dans son sein des guerriers législateurs (2). Nous prendrons acte de ces bouillonnements militaires lorsqu'il s'agira plus tard de faire l'application de nos observations, et de présenter le tableau de l'état moral et politique de la société européenne de nos jours : un tel ordre de choses sert à peindre une époque.

La défection de la ligne s'étendit plus au loin que dans les environs de Paris; à Nantes, à Lyon et dans d'autres lieux elle soutint la cause des insurgés; les régiments qui de Saint-Omer et de Lunéville s'avançaient à marche forcée sur Paris, se désorganisèrent peu après avoir eu connaissance des événements qui se passaient dans la capitale. Cependant, au milieu de cette funeste perturba-

(1) Espartero , régent d'Espagne.

(2) Le comte de Bomfin , qui , à la tête d'une partie de la troupe insurgée , a voulu imposer un changement de ministère.

tion, il est des traits d'héroïsme et de fidélité que l'orgueil français doit enregistrer avec joie. La garde royale, nous l'avons déjà dit, sut porter haut son nom pendant les journées des 28 et 29; ses officiers lui donnèrent l'exemple de la bravoure et de la modération réunies; quelques-uns d'entre eux périrent les armes à la main, d'autres furent grièvement blessés (1). On ne saurait donner trop d'éloges à la conduite pleine de sagesse et d'énergie de leurs chefs les généraux comte de Saint-Chamans et vicomte de Talon. Au milieu du conflit du 28, je vis arriver aux Tuileries le vieux maréchal duc de Bellune: « Je ne puis être employé aujourd'hui » comme maréchal de France, me dit-il en me serrant la main, mais je puis l'être encore comme volontaire. » Nobles paroles qui révélaient son intrépide fidélité. Les Suisses, plus particulièrement en butte à la haine populaire, se montrèrent les dignes héritiers de ceux qui couvrirent de leurs poitrines la monarchie expirante, au 10 août 1792. Comme chez leurs devanciers, la mort éclaircit leurs rangs, mais non la défection, et dans ces jours néfastes le lion de Lucerne reçut une seconde blessure (2). Enfin la cavalerie légère de la

(1) Tels que le duc d'Escignac, le baron de Saint-Clair, chef de bataillon dans le 1^{er} de la garde, et plusieurs autres.

(2) On a érigé, près de la ville de Lucerne, un superbe

garde, l'artillerie de la garde, restèrent tout entières au poste d'honneur, et la maison du roi reçut les derniers adieux de son auguste monarque.

En parlant de l'abandon de plusieurs régiments de la ligne, je ne prétends certes pas diriger sur tous les régiments de cette arme le blâme qui se rattache à une pareille conduite; beaucoup en France traversèrent, sans fléchir, ces moments d'épreuves. C'est une justice à leur rendre; j'en connais même qui aimèrent mieux enterrer leurs drapeaux que de les livrer au peuple. Là, ces nobles insignes attendent sans doute le jour de leur résurrection, et qui peut répondre de l'avenir, s'il est vrai, comme nous l'apprend le *Journal des Débats*, que de notre temps les *baïonnettes* sont *intelligentes*?

Tout cœur généreux aime à entendre le récit d'actes empreints d'un véritable héroïsme. Mes lecteurs ne m'en voudront donc pas si je termine en rapportant le fait suivant :

Le 29 juillet, vers midi, la capitale était évacuée; Paris appartenait à la révolution, et l'ancien drapeau républicain en ombrageait déjà tous les

monument à la mémoire des Suisses qui périrent au 10 août. Il représente un lion couché dont le flanc est percé d'une flèche.

édifices, à l'exception d'un seul, l'hôtel des Invalides; sur celui-ci flottait encore le drapeau de Henri IV. Le marquis de Latour-Maubourg, gouverneur de cette antique demeure de toutes les gloires militaires, n'était pas homme à s'incliner devant l'émeute; bien que mutilé dans de glorieux combats (1) et n'étant entouré que de vétérans comme lui, il ne pût opposer aucune résistance à l'insurrection triomphante, il préféra s'exposer aux fureurs du peuple ivre de sa victoire, plutôt que de composer avec sa conscience. Il maintint son drapeau, interprète fidèle de ses sentiments. Cinq ou six mille insurgés, indignés de cette audace, se mirent aussitôt en marche dans l'intention de la punir. Le marquis de Latour-Maubourg apprit leur prochaine arrivée. En vain le supplia-t-on de se retirer et de ne point braver par sa présence une multitude égarée, prête à se porter aux derniers excès : « Non, dit-il, la retraite ne » m'est permise qu'après avoir regardé l'émeute » en face. » Puis, passant le cordon du Saint-Esprit par-dessus son uniforme et plaçant sur sa tête son chapeau militaire orné de la cocarde blanche, il descendit le grand escalier qui conduit

(1) Le lieutenant général marquis de Latour-Maubourg avait eu une jambe emportée d'un boulet de canon.

à la porte d'entrée. Le brave général d'Hautpoul, directeur de l'école d'application du corps-royal de l'état-major, qui, après avoir mis en sûreté les jeunes élèves confiés à ses soins, était venu rejoindre son digne ami au poste du danger, ne balança pas à l'accompagner, ainsi que quelques officiers présents. Ce respectable cortège atteignit la dernière marche de l'escalier comme l'émeute se présentait. « Que venez-vous faire ici ? » s'écria aussitôt le vieux gouverneur en élevant sa voix. Cette voix ferme et assurée, ce maintien qu'aucun péril n'intimidait, la vue de ce guerrier couvert de cicatrices, s'offrant en holocauste aux vengeances populaires, imposèrent aux assaillants. Un profond silence régna dans leur rangs, et l'insurrection recula un moment devant un seul homme, tant est grande, à tous les yeux, la majesté du devoir !

Cependant quelques cris se firent bientôt entendre ; on demandait que le gouverneur fit disparaître le drapeau blanc de dessus l'hôtel, et qu'il donnât l'ordre d'y arborer le drapeau tricolore : « Jamais, répondit-il, un semblable ordre ne sortira de ma bouche ; si la force est de votre côté, agissez comme vous l'entendez, je ne me mêle point de vos affaires. » Les insurgés se répandirent aussitôt dans les longs corridors de l'hôtel ;

mais le vénérable chef de cet établissement devint pour eux l'objet d'un profond respect; leurs sentiments de haine et de colère étaient venus expirer à ses pieds. Le marquis de Latour-Maubourg, emportant avec lui le dépôt précieux qui lui avait été confié, quitta glorieusement son commandement, après avoir reçu les adieux des vétérans dont il avait été longtemps le protecteur. Sa retraite fut un triomphe dont l'honneur avait fait les frais.

Aussi les militaires qui passent ou qui résident près de la tranquille demeure qu'il s'est choisie (1), ne manquent-ils point, quelle que soit leur opinion politique, d'aller lui porter le tribut de leur estime. Lorsque, longtemps après les événements de juillet, des circonstances plus favorables me permirent de revoir ma patrie, j'eus à cœur, à mon tour, de rendre hommage à ce héros de la fidélité. J'eus le bonheur de le voir, et, après lui avoir exprimé les sentiments d'admiration que m'inspirait son beau caractère, je me retirai, heureux d'avoir contemplé ce noble débris de notre ancienne armée, et d'avoir pu saluer en lui le vieux drapeau de France.

Ainsi que nous l'avons fait observer, le retrait des ordonnances du 25 juillet n'apaisa point l'in-

(1) Le Lys, à une demi-lieue de Melun.

surrection; dès le jeudi 29 au matin, les ministres, dans l'espoir que leur éloignement calmerait peut-être l'irritation des esprits, remirent leur démission entre les mains du roi qui ne l'accepta qu'avec regret. Le duc de Mortemart, nommé président du conseil, fut chargé de la composition d'un nouveau ministère; les ordonnances furent annulées; mais le principe révolutionnaire repoussa toute offre d'accommodement: vainqueur, il ne pouvait se suicider; la chute des anciens ministres n'avait été que l'occasion et non le gage du combat; c'était le trône légitime qu'il voulait renverser; sa volonté se manifesta bientôt, et la chambre élective réunie, en prononçant la déchéance du souverain et de sa famille, ne craignit point de jeter la France dans les horreurs d'une guerre civile.

Charles X eût pu, sans doute, en accepter les chances; plusieurs l'ont même blâmé de ne l'avoir pas fait; mais qui donc en Europe, fût-il souverain, croit pouvoir s'ériger en juge compétent dans cette circonstance? Sur quel trône voit-on une famille royale dont les princes, comme ceux de la maison de Bourbon, aient, sans interruption et par ordre de primogéniture, gouverné, pendant dix siècles consécutifs, la même nation? Une aussi longue communauté d'intérêts, de revers, de gloire

et de grandeur, inconnue encore à tout autre peuple, avait seule pu faire naître cette noble inspiration du cœur, qui apprenait à la France que son *roi ne mourait jamais*, n'avait-elle donc pas pu créer chez les princes de l'auguste race dont Charles X était le représentant, un sentiment plus élevé, plus intime que celui que donne la conscience d'un droit? Rois et citoyens à la fois, ils étaient plus fiers du titre d'*atné* de la grande famille que la Providence avait commise à leurs soins, que de celui de chefs couronnés. Le Béarnais ne s'intitulait-il pas avec orgueil, *premier bourgeois de Paris*? Aussi nos annales nous apprennent-elles que, souvent inconstants et souvent même ingrats, les Français finissent toujours par se jeter dans les bras de leurs souverains dès qu'ils veulent retrouver la paix et le bonheur. L'heure de la réconciliation n'était donc qu'une question de temps; Charles X ne l'ignorait pas; il pouvait reculer devant la résolution d'en abrégier la durée, au prix du sang de ses concitoyens.

Oui, les coups de la tempête ont arraché du sol de la France la famille de nos rois; ils l'ont poussée sur des plages étrangères; mais dix siècles de souvenirs l'accompagnent dans son exil, cortège unique dans l'histoire, force morale immense qui suffit à son avenir

VII.

AVEUX FAITS PAR LA RÉVOLUTION DE JUILLET. — PRINCIPES CONSTITUTIFS DE CETTE RÉVOLUTION.

A peine la révolution de juillet eut-elle assuré son triomphe qu'elle s'empressa de faire connaître le secret de sa victoire. Certes les aveux ne manquèrent pas : journaux, brochures, ouvrages littéraires, discours aux chambres, tous les genres de publicité connus furent mis en œuvre pour expliquer et dévoiler un passé de quinze ans. Aucun dénégateur, aucun contradicteur ne s'éleva pour prouver la fausseté des révélations ainsi jetées à la face de l'histoire : quelle voix eût pu d'ailleurs les convaincre d'erreur ? Le principe

trionphant jugeait convenable de mettre ses mystères au grand jour : pouvait-il en ignorer la nature ? Il nous représenta donc ses vrais et zélés partisans comme ayant toujours été hostiles à la restauration ; dévoués en apparence, conspirateurs en secret, prêtant à la fois un double serment, l'un de fidélité au souverain, l'autre de haine à la monarchie ; employant tous les moyens pour parvenir à leurs fins, sociétés secrètes, complots parmi le peuple, complots sur les bancs parlementaires, promesses insidieuses vis-à-vis de leurs amis, propos calomnieux contre leurs adversaires ; puis foulant aux pieds toute pudeur, il donna par dérision, à cette série d'actes empreints de mauvaise foi, la dénomination de *comédie de quinze ans* (1).

(1) *Le Globe*, novembre 1830. — Voy. *les Causes secrètes de la révolution de 1830*. — *Révélations officielles*, septembre 1830. — *Histoire de la révolution de juillet*, par Cauchois-Lemaire. — *Révélations faites à la cour des pairs*, par Trélat, accusé (juin 1835). — *Histoire de dix ans*, par Louis Blanc, etc. — Voy. aussi les journaux de l'époque, et surtout *le Constitutionnel*, *le National*, *le Globe*. Le recueil des aveux dont il est ici question formerait une brochure dont la nature offrirait un véritable intérêt. Je ne présenterai ici qu'une seule citation qui résume le plan, la marche et le but des ennemis du principe de la légitimité sous la restauration. Les bornes de ce travail me forcent de ren-

C'était en vérité peine inutile ; il faudrait être frappé de cécité pour ne pas reconnaître aujourd'hui que la restauration n'a offert d'autre spectacle que celui d'une lutte continuelle entre deux principes contraires qui s'excluent l'un l'autre, le principe monarchique et le principe de la souveraineté du peuple, lequel fera l'objet de notre examen dans le chapitre suivant : aussi je ne prends ici acte de ces révélations que pour montrer que ceux qu'on avait taxés d'*aveuglement*, qu'on avait représentés comme *alarmistes*, n'avaient, après tout, été que fort clairvoyants. Mais il est d'autres aveux plus curieux et peut-être plus instructifs encore que je ne puis passer sous silence : ce sont ceux qui exonérèrent Charles X de l'accusation de *parjure* si hautement exprimée

voyer mes lecteurs aux divers écrits qui renferment ces aveux, pour tout ce qui concerne les détails de complots, organisations, sociétés secrètes, auxquels on a eu recours. « Contre leur gouvernement (celui des Bourbons), il n'y » avait pour les cœurs indépendants qu'une seule attitude, » *l'hostilité*. Toute la politique, pour les journaux comme » pour l'opposition, dans la chambre, consistait toujours à » vouloir ce qu'il ne voulait pas, à combattre ce qu'il deman- » dait, à repousser tout bienfait offert par lui comme cachant » une *trahison secrète* ; en un mot, à lui rendre tout gou- » vernement impossible, afin qu'il tombât, et c'est par lui en » effet qu'il est tombé. » (*National*, septembre 1830.)

après l'insurrection de juillet, et qui, par conséquent, enlevant à cette insurrection toute cause légale, même selon la charte, ne lui laissent d'autre caractère que celui d'une simple révolte contre l'autorité légitime.

Dès que les ordonnances parurent, on déclara qu'elles constituaient une violation manifeste de la charte de 1815, et bien que charte déclarât le souverain irresponsable des actes de ses conseillers, on voulut néanmoins réduire la loi fondamentale de l'État aux proportions d'un contrat synallagmatique, et l'on prétendit alors que la violation d'une des clauses du contrat invalidait l'acte en entier. Tel fut, dit-on, *le motif* de la révolution de juillet : eh bien, ce n'en était que le *prétexte*, et nous apprîmes bientôt de la bouche même du parti triomphant, que l'article 14, tel que l'avait compris la couronne, faisait réellement *partie* de la charte, et que l'interprétation qui lui avait été donnée, était *légale et constitutionnelle*. Pour ne pas embarrasser la marche de notre travail, nous renvoyons nos lecteurs aux citations consignées au bas de la page; elles serviront de preuves à nos assertions (1).

(1) Les extraits suivants sont tirés de journaux, d'ouvrages et de discours parlementaires, résumant le sentiment de

Ce n'est pas tout, on avait reproché à la monarchie des Bourbons son peu de dignité vis-à-vis

personnes qui ont toutes approuvé la révolution de juillet, quoique appartenant à diverses nuances d'opinion politique; ces extraits, faute d'espace, seront en petit nombre, mais ils suffiront pour l'intelligence du lecteur.

« La charte, octroyée sans l'article 14, eût été une *absurdité*... Ceux qui avaient voulu la légitimité et la restauration devaient vouloir jusqu'au bout que le roi ne pût *rendre son épée*. » (*National*, avril 1831.) Cet organe du principe de la souveraineté du peuple reconnaît ici la nécessité et par conséquent l'existence de l'article 14 dans la charte; voici ce qu'il dit encore à ce sujet dans sa lettre au duc de Fitz-James : « Nous lui accorderons (au duc de Fitz-James) ce qu'il se donne tant de peine à prouver, *que l'article 14 était dans la charte*, et que Charles X n'a pas violé littéralement l'art. 14 par les ordonnances de juillet. Si M. de Fitz-James a déjà lu cela *cent fois* dans le *National*, comme il s'efforce de le prouver en invoquant de nombreuses citations que nous ne sommes pas tenté de vérifier, il le lira ici pour la *cent et unième fois*. » (*National*, octobre 1833.)

« Si, le 25 juillet, Charles X, par *ordonnance*, avait aboli l'hérédité de la pairie, la loterie, la gabelle; s'il avait supprimé le double vote, etc. (suit une longue liste de suppressions que Charles X eût dû opérer par simples ordonnances et malgré les lois existantes), il eût *violé ouvertement* les lois, et cependant les libéraux et le peuple eussent *applaudi* au roi *parjure*. » (*Tribune*, avril 1831.) On voit ici que cet organe populaire ne reprochait au souverain d'avoir eu recours à l'article 14 que parce que le mode d'application ne lui convenait pas. Aussi, dit-il ailleurs : « Pour quoi donc les ordonnances étaient-elles mauvaises ? Parce

de l'étranger, son extrême déférence pour une congrégation religieuse bien connue, enfin son despotisme à l'intérieur; dès que la révolution éclata

» qu'elles étaient le *boulevard* de la royauté. Les faits et les » raisonnements, tout concourt à le prouver. » (*Tribune*, mars 1833.)

» C'est pitié de voir par quelles feintes misérables, le » 9 août (c'est-à-dire le gouvernement de Louis-Philippe pro- » clamé roi le 9 août 1830) se défend, à l'égard de Charles X » et de sa famille... L'article 14 réservait formellement la » souveraineté à la personne royale *toutes les fois* qu'il s'agis- » sait de la sûreté de l'État, et le roi seul était *juge* des cir- » constances dans lesquelles il devait revendiquer le pouvoir » souverain. Ainsi, ceux qui ont réduit la révolution de juil- » let à une misérable chicane de *légalité*, ont *plaidé* la cause » de la dynastie déchue; *les ordonnances étaient strictement » légales*, et elles étaient une *nécessité de position*. » (Mémoires de M. de Lafayette.)

Dans une brochure intitulée : *Vingt jours de secret*, publiée en juin 1834, par M. Marrast, rédacteur en chef de la *Tribune*, on y lit le dilemme suivant : « Ou il faut reconnaître la *légalité* des ordonnances faites en vertu de l'article 14, ou il faut nier la charte de Louis XVIII. »

Dans un discours prononcé à la chambre des pairs, le 19 février 1833, à l'occasion de la loi sur l'état de siège, M. de Barante (depuis ambassadeur de Louis-Philippe à Saint-Petersbourg), dit : « qu'on ne pouvait comparer la loi » de l'état de troubles à l'article 14 de la charte de 1814, attendu que l'article 14 *conservait* à la prérogative royale le » *droit* de suspendre *toutes* les libertés. » Voilà un ministériel de la révolution de juillet, qui reconnaît à l'article 14 une force que les partisans de la monarchie légitime ne lui

on attendait avec impatience des révélations importantes sur ces griefs reproduits à chaque instant dans les journaux et à la tribune parlementaire.

accordaient même pas. Maintenant, écoutons l'aveu d'un ministre de cette révolution :

« Quand la charte parut en 1814, que fit le pouvoir ? Il eut » soin de déposer dans le préambule le mot *octroyé*, et dans » le texte, l'article 14, qui donnait la faculté de faire des » *ordonnances* pour la *sûreté de l'État* ; c'est-à-dire qu'il » s'attribuait avant la charte un droit antérieur et extérieur » à la charte, ou autrement un pouvoir *souverain*, *consti-* » *tuant*, absolu. » (*M. Guizot, séance de la chambre des députés du 29 décembre 1830.*) Nous sommes loin de croire que la couronne eut le droit absolu qu'on veut bien ici lui attribuer ; mais si nous entrons dans la pensée de l'orateur ministre, nous aurons raison de dire que si le mot *octroyé* conférait le pouvoir qu'il reconnaît ici, si la nature de ce pouvoir se trouvait consignée dans l'article 14 de la charte, comment le recours à une *partie* de la force que donne cet article 14 a-t-il pu constituer un acte de mauvaise foi ? Charles X n'a pas même fait usage du pouvoir *constituant* reconnu par M. Guizot, il ne s'est servi momentanément que d'un pouvoir *suspensif* pour sa propre défense ; or qui peut le plus peut le moins. La charte existait, telle qu'elle était, depuis quinze ans ; on l'invoquait sans cesse ; on lui avait juré obéissance, et certes ce n'est pas Charles X qui a violé son serment ; ce sont, il faut le dire, les hommes de juillet. C'est ce que constate, dans son dépit naïf, un autre ministre de la révolution de 1830, M. de Broglie, en mettant tout ce qui s'est passé sur le compte de la *nécessité* :

« C'est ainsi, dit-il, que, malgré la charte et les lois, » nous avons expulsé en 1830 un souverain *irresponsable* ;

On s'empessa de fouiller dans les archives de tous les ministères : notes, papiers furent soumis à une investigation passionnée ; mais les recherches furent vaines, aucune apparence de preuve

» que, plus tard, nous avons à jamais banni les membres de
» sa famille et tous leurs ascendants, sans avoir aucun grief
» légal à faire valoir contre eux ; c'est ainsi que nous avons,
» *sans autorité*, mis les ministres de Charles X en accusa-
» tion, et qu'en l'absence de toute loi, nous en avons *créé*
» une tout *express* à laquelle nous avons donné un *effet ré-*
» *troactif*, etc... » (*Séance de la chambre des députés du*
5 janvier 1833.)... *Proh pudor!!!*

« *Décembre 1832.* — Toutes les constitutions ont et doi-
» vent avoir l'article 14 ; nous ne redoutons point ce grand
» mot ; toutes les constitutions doivent avoir une arme de
» salut qui ne se tire du fourreau qu'au moment du danger.

.
» Quand l'art. 14 n'est écrit dans aucune loi, *ce n'est pas*
» une raison pour ne pas s'en servir ; mais c'est une raison
» pour ne s'en servir que lorsque la *nécessité* le crie à haute
» voix, » et cependant le *Journal des Débats* du 23 septem-
bre 1844, reproche vivement à la *Gazette de France* d'avoir
écrit le 28 juillet 1830 :

« Quant à la constitutionnalité des ordonnances du 25 juil-
» let 1830, elle ne peut être pour nous l'objet d'un doute ;
» toute constitution possible s'est réservé le moyen de se
» préserver elle-même. »

Nous terminons ici nos citations dont il nous serait facile
d'augmenter considérablement le nombre ; mais celles que
nous avons rapportées suffisent pour montrer de quelle ma-
nière la révolution de juillet juge son œuvre.

ne put réaliser l'espoir des meneurs de cette révolution, leur silence les convainquit de calomnie; bientôt même, forcés de rendre hommage à la vérité, on les entendit justifier ce qu'ils n'avaient cessé d'accuser; ils avouèrent que l'imputation de *jésuitisme* n'avait été que le résultat d'une *tactique* adoptée par eux contre le gouvernement alors existant (1); ils reconnurent que la branche aînée des Bourbons avait noblement soutenu les intérêts de la France à l'étranger, et donnèrent, à ce sujet, des éloges au dernier président du conseil sous Charles X, pendant qu'ils dressaient l'échafaud pour faire tomber sa tête, et que plus tard ils le retenaient captif dans les tours de Ham (2). Enfin, un ministre de la révolution se chargea de proclamer la modération du régime qu'on venait de renverser: « Il n'est pas vrai, dit-il, que la restauration ait été *oppressive*; la France n'a jamais été » plus libre que sous la restauration (3). »

(1) Voyez le *National* du mois de février 1852.

(2) Voy. les discours de M. Mauguin et du général Lamarque à la chambre des députés. (*Séance du 15 janvier 1831, du 1^{er} avril 1834, etc.*) Au reste, depuis cette époque, de nouveaux et nombreux discours sont venus confirmer ceux qu'on vient de citer.

(3) Paroles de M. Guizot à la chambre des députés, 7 janvier 1834.

Ainsi donc, de l'aveu des vainqueurs de juillet, leurs paroles n'ont jamais été que mensongères : la liberté, et non l'oppression, régna sous la monarchie légitime ; les petits-fils de Louis XIV surent rendre à la France le rang politique qu'il lui convenait de tenir de Europe ; l'article 14 renfermait le sens que la couronne lui donna ; l'application de cet article ne constituait rien autre chose que l'exercice d'un droit reconnu par la charte ; le recours à cet article était une nécessité de position, et Charles X ne faillit point à la foi jurée. Il faut, en vérité, avoir un grand fond d'humilité pour avouer aussi ouvertement ses torts.

Ces récriminations peuvent paraître oiseuses devant un fait accompli, elles ont néanmoins leur but d'utilité, car elles montrent à quels moyens le principe antimonarchique a dû son triomphe ; elles font connaître encore la domination qu'exerce sur ses adhérents tout principe politique de nos jours qui prend hypocritement l'intérêt des masses pour parvenir à ses fins ; car, je le répète, les défenseurs du principe vainqueur de juillet ne voulaient pas tous la révolution qui en a été la conséquence ; un grand nombre ont adopté cette révolution, forcés qu'ils étaient d'agir ainsi pour ne pas renier leurs actes ni leur langage précédents dont ils n'avaient pas calculé la portée. Ils ne voulaient

qu'un changement de système, ils obtinrent un bouleversement; ils invoquaient hautement le principe de la souveraineté du peuple, et ce principe les poussa vers l'anarchie, son élément naturel; ils se débattent aujourd'hui contre les effets d'un mal qu'ils ont imprudemment contribué à jeter au sein de la société; mais ce mal doit avoir son cours, auquel nul ne pourra s'opposer. La France, toujours oublieuse de sa propre histoire, a cru de nouveau devoir rejeter son passé et présider à ses futures destinées; le Tout-Puissant la livre encore à ses folies.

Le gouvernement, sorti de la révolution de juillet, n'a rien offert, jusqu'à présent, qui soit digne d'être transmis à la postérité; cela devait être : en présence du principe de sa création, toujours prêt à l'engloutir, il ne peut qu'être timide et cauteleux; ne nous étonnons donc pas de sa nullité dans les affaires intérieures et extérieures du pays; il veut vivre, et de quelque côté qu'il se tourne, il doit en demander la permission; c'est un résultat forcé de sa position; ce gouvernement est né chétif et craintif, comme un homme naît borgne ou boiteux; ne pouvant changer sa nature, il doit vivre et mourir chargé de ses infirmités : aussi ne saurait-il occuper dans ce travail qu'une place très-infime; je ne vois en lui qu'un simple

incident dans cette grande lutte entre le principe de la souveraineté du peuple et le principe de toute monarchie légitime, lutte qui dure depuis plus d'un demi-siècle et dont la restauration n'a été qu'un court épisode.

Nous avons déjà fait observer que, de nos jours, de grands intérêts sociaux, bien ou mal entendus, servent de causes aux convulsions politiques qui ébranlent le monde civilisé (1). Or ces intérêts diversement compris se groupent autour d'un principe qui en définit la nature, et ce principe, alors, devient le chef des soldats enrôlés sous ses drapeaux; il les domine, il les pousse devant lui vers le but qu'il veut atteindre : comme il combat pour l'intérêt des masses, lui seul peut les remuer; infatigable, jamais il ne se repose; le triomphe même ne le satisfait pas, s'il croit encore à l'existence possible d'un principe ennemi. Aussi l'homme n'est-il aujourd'hui qu'un simple et fragile instrument entre les mains du parti politique qu'il embrasse, à moins que, résumant en lui le système entier de son parti, il n'en devienne *l'homme principe* et qu'il n'en soit ainsi le *symbole* à lui seul; mais toujours est-il que c'est du principe même que dérive toute sa force.

(1) Voy. l'introduction.

D'après ces données, dont les faits historiques, depuis plus de cinquante ans, ne justifient que trop l'exactitude, nous nous demandons de quel principe politique le chef actuel du gouvernement issu de la révolution de juillet, est en France le *représentant-né*.

Ce n'est certes pas le principe de l'ancienne monarchie française, dont le droit, depuis neuf siècles, reposait sur *la loi salique*; ce ne peut être, non plus, le principe de la *souveraineté du peuple*, victorieux en 1830, que ce même chef résume en sa personne; car, s'il en était ainsi, il eût été l'âme de la révolution de juillet, il eût par conséquent connu, organisé, guidé les sociétés secrètes qui en préparaient le succès; on l'eût vu combattre à la tête des partisans du principe dont il eût porté l'étendard; or lui-même, après la révolution, n'a cessé de nier toute complicité de sa part avec cette révolution; ses lettres aux souverains de l'Europe expriment même des regrets sur l'issue de l'insurrection parisienne; il se dépeint à leurs yeux non comme un vainqueur qui ceint le diadème, mais comme une victime qui se laisse couronner. A ces traits on ne peut reconnaître en lui le *représentant-né* du principe de la *souveraineté du peuple* antérieurement au triomphe de ce principe. Ainsi placé en dehors de ces deux grands

principes qui se font la guerre, l'historien observateur ne peut voir, dans le fait qu'il exprime, qu'un simple épisode qui se rattache à la révolution de juillet. Cette révolution s'est opérée sans son aveu, sans son concours, au nom du principe de la souveraineté du peuple, principe exclusif, remuant, absolu par sa nature, qui peut bien agir par délégation, mais ne peut jamais abdiquer entièrement son pouvoir, encore moins se suicider, ainsi que nous l'expliquerons dans le chapitre suivant : aussi ce principe est-il universellement reconnu comme la source de tous les pouvoirs existant maintenant en France. Il a été consigné dans la charte de 1830 ; orateurs parlementaires et autres (1), auteurs, journaux de toutes les opinions, l'invoquent sans cesse comme la pierre fondamentale de la révolution régnante, et la chambre des députés elle-même a cru devoir, il y a peu de temps, le rappeler encore *textuellement*

(1) « Je ne connais, disait à M. Guizot M. Charamaule » (membre du côté gauche de la chambre des députés), que » *deux principes : la légitimité et la souveraineté du peuple ;* » si vous en admettez un troisième, ce ne peut être qu'une » négation de ceux-ci ; or le trône de Louis-Philippe ne » pose pas sur la *légitimité* ; si vous niez qu'il repose sur la » *souveraineté du peuple*, vous le placez nécessairement sur » une négation. » (Séance du 2 janvier 1835.)

dans son adresse (1). En un mot, ce principe se retrouve partout, partout il surgit, partout il révèle son action ; il est le vrai symbole de la révolution de juillet.

Dans les études historiques et morales que je trace, la France ne se présente donc à mes yeux que sous le point de vue d'une société dominée par le principe de la souveraineté du peuple : dès lors le gouvernement institué par lui ne peut guère fixer mon attention ; car l'histoire de notre temps prouve qu'à l'exception du régime de la restauration, tous les gouvernements qui se sont succédé, depuis 1792, ont été institués au nom de ce même principe, et certes les changements n'ont pas été rares ; on sait que ce principe est peu constant dans ses affections. Bonaparte a pu échapper à son influence, mais ce n'est qu'en guerroyant sans cesse et en plaçant chaque fois sur une carte militaire le *va-tout* de la France ; le repos, il ne l'ignorait pas, eût tôt ou tard amené sa chute.

Cependant l'état de choses, tel qu'il existe pour le moment en France, offre un côté instructif à l'œil de l'observateur. Il démontre que le principe de la souveraineté du peuple, lorsqu'il ne gouverne pas par lui-même, frappe d'inertie le pou-

(1) Adresse de la chambre des députés en janvier 1844.

voir qu'il délègue; cela se conçoit : le délégué, dans ce cas, se trouvant toujours placé sous la surveillance du principe qui l'a créé, ne peut ni vouloir ni agir que sous le bon plaisir de ce principe, ombrageux et méfiant par nature; tout le gêne, tout l'embarrasse, tout l'intimide, et ses actes, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur, doivent se ressentir des préoccupations craintives qui l'assiègent continuellement. Il n'en est pas de même lorsque le principe règne et gouverne à la fois, ainsi qu'on l'a vu du temps de la convention; mais ce principe alors devient tyrannique et sanguinaire chez lui; il est irritant chez les autres, car il a soif de domination; la résistance est une insulte à sa puissance : aussi, dans ses rapports avec ses voisins, il ne traite pas, il veut parler en maître, il veut dicter des volontés.

Cette observation, que nous compléterons ailleurs, explique le secret de la marche incertaine et faible du gouvernement de juillet depuis l'époque de sa naissance; il ne peut rien établir au dedans, il ne peut rien faire de grand au dehors. Et cependant, il faut en convenir, il manœuvre avec assez d'habileté : fortement comprimé par deux principes opposés, il cherche à tirer parti des sentiments d'antipathie qu'ils éprouvent l'un pour l'autre. En s'adressant aux zélés adhérents du

principe de la souveraineté du peuple, il leur rappelle, dans le but de calmer la vivacité de leur opposition, que l'Europe, *tolérant* mais *n'aimant* point la révolution de juillet (1), peut prêter un appui dangereux aux partisans du principe contraire, et cette opposition se tait un instant. Aux amis de l'ancienne légitimité française, il s'efforce de persuader que lui seul peut mettre obstacle à l'invasion menaçante d'une anarchie révolutionnaire toujours prête à bouleverser la société, et quelques gens timides s'effrayent, croient et suivent en silence; mais ces demi-confidences ne donnent qu'une force d'emprunt qui, tôt ou tard, doit échapper et ne peut rien fonder de stable ni de durable : ce n'est pas avec de semblables moyens qu'on réorganise une société chez soi, ni qu'on la fait respecter chez les autres.

Aussi la voix du gouvernement de juillet n'a-t-elle aucun retentissement à l'étranger. Tantôt exclu du grand conseil européen, ou tantôt admis dans son sein, selon les circonstances, on traite quelquefois en Europe de graves questions internationales à son insu ou sans sa participation; on se contente d'être poli envers lui; c'est peut-être tout ce qu'il demande : ce n'est pas à coup sûr lui

(1) Paroles de M. Thiers à la tribune.

qui oserait seul entreprendre aujourd'hui la conquête d'Alger. Dans le fait, ses bouderies comme ses volontés, n'effrayent personne; on sait que lorsqu'il veut frapper il frappe sur le faible, se gardant bien de frapper le fort; on sait que ses colères sont des actes de violence pour rire : nous l'avons vu à l'œuvre. L'Autriche, malgré ses représentations, envoie des troupes dans l'État de l'Église pour y apaiser une révolution naissante; il se fâche, il arme, ses vaisseaux pénètrent dans la mer Adriatique; Venise ou Trieste sont sans doute menacées : eh non ! c'est Ancône, privée de défenseurs, dont on s'empare, et voilà l'Autriche punie ! Ailleurs, l'Angleterre, de sa seule autorité, plante son drapeau dans la Nouvelle-Zélande ; le gouvernement issu de juillet s'émeut, ses susceptibilités s'éveillent, on médite un grand coup; bientôt on apprend la capture de la reine Pomaré et la conquête de son île, grande à peu près comme l'île de Barataria : et voilà l'Angleterre châtiée ! Dans l'un et dans l'autre cas on a violé le droit des nations, mais on a eu soin de ne le violer qu'envers le faible et l'impuissant ! Sages précautions qui mettent à l'abri du danger.

Nous renvoyons à la seconde partie de ce travail les observations que nous avons à présenter sur la politique des cabinets européens à l'égard

de la France actuelle; nous examinerons le côté fort et le côté faible de cette politique avec la même franchise et la même indépendance d'opinion que nous avons mises jusqu'à présent dans l'examen des questions qui concernent la France : on ne peut se servir loyalement de deux poids et deux mesures.

Le gouvernement de juillet a donc peu d'influence en Europe, c'est un fait que les événements constatent journellement. Voyons maintenant quels sont, à l'intérieur, sa force et son appui : sa force, il ne la puise que dans le principe de la souveraineté du peuple, principe qui lui a donné naissance, mais qui le bride en le soutenant et entrave ainsi son action; son appui, il ne le trouve que dans une majorité parlementaire à la fois changeante et passionnée, et dont il doit cependant étudier et suivre les fluctuations. Ainsi le principe gronde sur sa tête, l'appui vacille sous ses pas; il peut donc, d'un moment à l'autre, être poussé vers un abîme; on ne saurait inspirer une confiance qu'on ne partage pas soi-même : de là vient le malaise indéfinissable qui gagne les populations françaises et qui les place toujours dans l'attente d'un lendemain, craint par les uns, désiré par d'autres, mais inconnu à tous. L'incertitude morale qui résulte d'un tel ordre de choses,

doit naturellement jeter cette nation dans un marasme impuissant, ou semer dans son sein des germes de répulsion qui engendrent les tempêtes. Dans le premier cas, indifférente sur sa précaire existence, elle renonce naturellement à toute influence extérieure; dans le second cas, une crise imminente menace sa tranquillité intérieure.

La présence du principe de juillet qui, en 1830, a bouleversé la société française, la tient par conséquent dans un état continuel de désorganisation; le gouvernement issu de ce principe, ne peut rien constituer; il résiste, mais ne gouverne pas; il vieillit, mais ne s'affermir pas; il repose sur des fondations sans cesse ébranlées par le principe même qui les a posées, et ce principe, il doit le subir, car il n'est, ne se soutient et ne vit que par lui; aussi tout l'importune, tout lui porte ombre; partout il croit voir un ennemi plus puissant que lui. Un petit-fils de Louis XIV voyage-t-il en Angleterre? il s'irrite des souvenirs qui se rattachent à son nom, comme s'il pouvait, de sa main débile, effacer l'histoire; il fait aussitôt appel à ses constituants, on croit qu'il va frapper, mais il s'est ravisé, il ne veut que *fêtrir*. Ses amis commencent alors par lui faire reconnaître de nouveau le principe de sa création, celui de la souveraineté du peuple, puis ils accordent la *fêtrissure*.

demandée; c'était leur droit, car ce mot, depuis cinquante ans, est à l'ordre du jour : la convention a *flétri* Louis XVI, le Directoire a *flétri* la convention, Bonaparte a *flétri* le Directoire; pour-quoi juillet ne *flétrirait-il* pas la restauration? Je m'étonne même des vives susceptibilités royalistes à cette occasion; on ne donne que ce qu'on peut donner, et il est plus facile de flétrir que d'honorer. Je n'ai donc nullement été surpris du vote favorable octroyé par la chambre élective à ce mot; mais j'avoue n'avoir pas aussi bien saisi le sens du vote suivant, surtout en présence d'a-veux faits anciennement, ainsi qu'on a pu le lire au commencement de ce chapitre; voici la phrase à laquelle s'applique le vote en question : « Notre » révolution de juillet, en punissant *la violation* » *de la foi jurée*, a constaté chez nous la *sainteté* » *du serment*. » En effet, on peut bien quelquefois se moquer des autres, mais il n'est guère d'usage de se moquer de soi-même.

Concluons. Le principe de la souveraineté du peuple est encore le seul principe dominant en France; il y perpétue la révolution de juillet, et avec elle tous les orages qu'elle recèle dans ses flancs; ce principe, *faiseur et défais*eur de gouvernements, a institué une autorité première, procédant de lui et dépendante de lui; il la laisse

marcher devant pour mieux surveiller et épier ses mouvements; mais au fait il la guide, il la mène, et dans le cas peut la tenir en échec, car lui seul a la force de remuer les masses, et celles-ci reconnaissent en lui la source unique de tout pouvoir comme de toute puissance. C'est donc ce principe souverain, d'autant plus fort qu'il est fantastique et indéfinissable, qui règle et fixe les conditions actuelles de la société en France; et c'est aussi sous ce point de vue que nous aurons à reparler de cette société après avoir porté nos regards sur les autres sociétés européennes. Le gouvernement issu de juillet ne saurait en conséquence présenter à nos yeux qu'un simple incident ou accident, peu propre, je le répète, à figurer dans ce travail; il ne domine rien, ne peut rien créer, ne peut rien fonder par lui-même, car il n'est pas principe à lui seul, puisqu'il découle d'un autre principe dont il est forcé de reconnaître la présence, et qu'à toute force ce principe créateur eût pu se passer de lui au jour de sa victoire; or, dans le grand mouvement social qui, depuis plus d'un demi-siècle, soulève tant de questions vitales en Europe et dont nous étudions les causes et les effets, les principes seuls descendent dans l'arène, les hommes obéissent et suivent. Aussi, peut-on dire avec vérité que si le gouvernement installé

par suite de la révolution de juillet, se détachait du principe qui l'a créé, il s'éteindrait sans force et sans vie ; il ne peut rester debout qu'en lui prêtant foi et hommage ; dans ce cas, le principe est le *suzerain*, le gouvernement *l'homme lige*. C'est donc du principe seul dont nous aurons plus tard à nous occuper ; car lui seul doit avoir la conscience de sa force et l'entière connaissance de sa volonté.

Mais avant de continuer notre sujet, nous soumettons à nos lecteurs de courtes observations sur quelques-unes des utopies gouvernementales, que les philanthropes de notre siècle présentent aux générations actuelles comme nécessaires aux progrès de la civilisation et au bien-être des nations. Ces observations s'appliqueront également à ce que nous avons déjà dit et aux choses qui nous restent à dire, car le cercle qu'elles parcourront renferme les grandes questions politiques qui agitent aujourd'hui toutes les sociétés.

VIII.

UTOPIES GOUVERNEMENTALES DU SIÈCLE ACTUEL.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, disait-on du temps de Salomon; si ce proverbe était exact il y a trois mille ans, à plus forte raison doit-il l'être encore aujourd'hui; d'où vient donc alors que nos beaux esprits de 1789 se sont érigés en créateurs d'un siècle nouveau, d'un siècle régénérateur, d'un siècle de lumières devant lequel devaient pâlir tous les siècles précédents? Une révélation venue d'en haut, leur découvrit tout à coup le secret des grandes destinées de l'homme, la perfection de son être, la profondeur et l'étendue de son intelligence, ignorées sans doute jus-

qu'alors. A leur voix, l'homme, ce roi de la création, se leva pour la première fois de toute sa hauteur, connut ses droits, rougit de l'état d'abaissement moral dans lequel il avait languï et s'empressa de désavouer la honte des temps passés. Le souvenir eut bientôt son abîme; les conditions de la vie humaine durent se ressentir de cette soudaine révolution; mais impuissante pour reculer les bornes d'une trop courte existence, notre moderne intelligence sut au moins dégager l'homme des étreintes du temps. Elle nous donna des Solon, des Démosthène, des Spartacus de quinze ans; l'expérience perdit son empire dès que l'aiglon eut acquis le regard de l'aigle. Tout rajeunit bientôt autour de nous : idées, mœurs, lois, institutions. Le langage, devenu flexible, dut prêter son appui à ces étonnantes métamorphoses; aussi les mots de *devoir*, de *justice* n'eurent plus qu'une valeur de convention; les notions du *bien* et du *mal*, une autorité de circonstance. Cette même intelligence se chargea, d'après le tarif du moment, de régler le taux des uns et de fixer la signification des autres.

Sortant ainsi de l'obscurité des âges précédents, les législateurs du dix-huitième siècle crurent ouvrir aux peuples une nouvelle ère de bonheur; et cependant leur génie inventif ne fit que parcourir

le même cercle d'erreurs et de folies qu'avait constatées, avant eux, le burin de l'histoire : que pouvaient-ils, en effet, créer de nouveau ? Tous les systèmes de morale, bons ou mauvais, religieux ou impies, avaient été enseignés ; tous les modes de gouvernement, théocratique, monarchique, aristocratique, oligarchique, démocratique, fédératif, voire gynocratique, avaient été essayés ; plusieurs de ces divers genres de gouvernements avaient même été fondus les uns dans les autres, et avaient offert ainsi un amalgame d'éléments discordants ; on avait vu Sparte gouvernée à la fois par deux rois héréditaires, un sénat et des éphores nommés par la multitude ; le peuple athénien décider, en masse, d'affaires que son sénat avait seul le droit d'examiner, de préparer et de lui présenter ; on avait vu la Grèce entière composée de petits États, ayant tous des institutions différentes, unie par un lien fédératif dont les amphictyons étaient le centre. Plus tard, on vit Rome, d'abord monarchique, adopter tour à tour un gouvernement aristocratique, puis aristo-démocratique, et finalement démocratico-aristocratique, jusqu'au moment où elle tomba aux pieds d'empereurs ambitieux et tyranniques. Carthage avait eu ses Suffètes, son sénat, un tribunal des cent, et le peuple se partageant en même temps

le pouvoir à différents degrés; enfin, il n'est pas un seul petit coin habité de la terre, soit parmi les peuples anciens, soit parmi les peuples modernes, qui n'ait eu son genre particulier d'institutions et de gouvernement, quelque bizarre qu'il pût être.

Dès qu'il se forme une réunion, une aggrégation d'hommes, l'intérêt de tous exige l'adoption de règles qui fixent la nature des rapports que les membres de cette nouvelle société doivent avoir entre eux, suivant leurs mœurs, leur caractère et leur humeur. La ruse, l'intrigue, la capacité, la force, ou quelquefois la sagesse et la bonne foi président à l'établissement de ces règles. Les mêmes passions, bonnes ou mauvaises, qui les ont créées, souvent les modifient et souvent aussi les détruisent; de nouvelles règles remplacent les premières; d'où vient cette multitude de lois et d'institutions de tous genres qui ont régi les nations diverses réparties sur la surface du globe. Un fait cependant semble dominer les variations gouvernementales inscrites dans les annales du genre humain; c'est la concentration de l'autorité entre les mains d'un petit nombre de personnes, et, le plus souvent, entre les mains d'une seule, lorsqu'un péril imminent menaçait la société, ou que quelques grandes difficultés en gênaient la

marche et les progrès. Un pouvoir prépondérant, devant lequel disparaissaient les volontés contradictoires de plusieurs pouvoirs égaux, ou à peu près égaux, semblait être un élément de force pour la société qui y avait recours. Aussi l'histoire des siècles passés nous présente-t-elle le gouvernement d'un seul, sous quelque domination que ce soit, comme le plus généralement répandu parmi les peuples. L'introduction du christianisme donna une consécration nouvelle à ce mode de gouvernement; l'unité dans la foi religieuse mène naturellement à l'unité dans la foi politique. On peut donc dire aujourd'hui qu'une nation chrétienne, fortement unie par le même sentiment religieux, doit apprécier, plus que tout autre, les avantages d'un gouvernement monarchique.

Sans vouloir donner une trop grande portée à cette dernière observation, je conclurai de celles qui l'ont précédée, que nos profonds législateurs du siècle dernier n'ont pu rien inventer : qu'à tort ils se sont fait passer pour régénérateurs d'une nouvelle époque : ils n'ont rien régénéré. Mais que pour régir la société qu'ils prétendaient créer, ils ont exhumé de la poussière des temps, celui de tous les systèmes de gouvernement déjà exploités, qui, plus que les autres, flattant et excitant les passions, avait dans les âges précédents enfanté

le plus de désordres. Ils prirent donc pour base de leur nouvelle société le principe de la *souveraineté du peuple* ; puis, pour donner à ce principe une action plus libre et plus complète, ils le dégagèrent des liens religieux, qui, seuls, eussent pu en modérer et en régulariser l'application.

Nous avons vu les énormités qu'amenèrent leurs essais imprudents : toutefois, il ne s'agit pas en ce moment de juger l'œuvre par ses résultats, mais d'en considérer froidement, sans esprit de parti, le mérite intrinsèque, et d'examiner si le principe de la souveraineté du peuple, tel que l'ont compris les deux révolutions de 1789 et de 1830, peut réellement offrir à une société les conditions d'union, d'ordre et de stabilité nécessaires à son bonheur.

Si par la dénomination de *souverain* appliquée au peuple, être collectif, on entend désigner ce qui a droit à nos premières affections, l'objet principal de notre constante sollicitude, de tous nos égards, de tous nos soins, oui, sans doute le peuple est *souverain*, car il est du devoir de tout gouvernement quelconque, de n'avoir en vue que le bien-être et la gloire du peuple qu'il régit. Mais cette vérité n'est point nouvelle, elle se trouve écrite en tête des codes de toutes les nations : souvent obscurcie, quelquefois même oubliée par

suite de passions inhérentes à notre nature, elle n'en existe pas moins et finit toujours par triompher de la violence et du temps. C'est pour mieux en consacrer le souvenir que les sociétés, selon la circonscription territoriale de chacun d'elles, selon les mœurs et le caractère de leurs habitants, doivent environner de leurs respects les vieilles institutions fondamentales auxquelles elles obéissent : l'antiquité de ces institutions devient pour tous une garantie de force et de tranquillité : on peut graduellement les modifier : on ne les brise pas sans danger.

Mais si par la dénomination de *souverain* attribuée au peuple, on entend désigner le *dispensateur-né* de toute autorité première, le pouvoir suprême duquel s'écoulent tous les autres pouvoirs de la société, ici commence la difficulté ; disons mieux, ici s'ouvre un abîme.

Comment, en effet, le peuple exercera-t-il ce droit de souveraineté ? Est-ce comme être collectif ? La chose est impossible : les individualités dont cet être se compose ne sont pas animées de la même pensée, ne se connaissent pas et ne trouveraient ni le même langage pour s'exprimer, ni de lieu suffisant pour les contenir toutes réunies. Où donc en placer l'exercice ? chez les masses, seulement, comme représentant la majorité de ces

individus cités? Mais ce serait exclure l'influence de la portion la plus éclairée du pays, qui n'en forme jamais qu'une faible minorité. Créerait-on des catégories, des séries, des classes, des droits spéciaux afin de balancer l'avantage du nombre? Dès lors le droit de *souveraineté* cesse d'être le même pour tous : or toute participation inégale à l'exercice de ce droit le dénature et le rend illusoire ; le principe qui lui donne naissance n'admet aucune altération : une égalité parfaite, absolue en tout et pour tous, lui sert de base ; il compte les individus, il ne les groupe pas. Son action, dans le gouvernement intérieur, doit de plus être patente, incessante, car pour lui *vouloir* c'est *vivre*. Si donc le peuple est souverain, son autorité seule est immuable, toute autre devant la sienne n'est qu'*éphémère* et ne peut s'exercer que par simple *délégation* ; il doit même pouvoir retirer le mandat qu'il a confié à l'heure qui lui convient, autrement il enchaîne sa volonté, c'est-à-dire qu'il se suicide. Si le peuple est souverain, les lois ne sauraient être que transitoires, car elles ne sont faites que sous son bon plaisir ; dès qu'elles le contrarient, il faut qu'elles tombent devant l'expression de son mécontentement ; si le peuple est souverain, il doit pouvoir, quand il lui plaît, faire acte de souveraineté en se réunissant en cour

plénière, il le doit pour mieux veiller à ses intérêts; il le doit encore, car chaque année amène dans son sein de nouveaux droits acquis mais non exercés, de nouvelles volontés trop jeunes encore pour avoir été écoutées; prétendre aliéner ou modifier un seul de ses attributs, c'est porter atteinte à la plénitude de sa souveraineté, en attaquer le principe, en livrer les conditions aux caprices de la pensée. Les droits qui s'y rattachent sont inaliénables, imprescriptibles, inséparables; tous doivent exister à la fois ou n'exister pas. Or qui ne voit quel désordre et quelle confusion doit tôt ou tard enfanter l'exercice réel et absolu d'un pareil droit au milieu d'une société dont tous les membres sont rois au même titre.

Disons-le donc, le principe de la *souveraineté du peuple*, tel que l'ont proclamé les législateurs du siècle dernier, n'a pu être qu'une théorie sans application, une fiction présentée aux imaginations ardentes, un leurre jeté aux passions; l'invoquer, c'est appeler la foudre : qu'est-ce qu'un pouvoir qui se révèle comme un fléau?

La grande erreur de notre siècle est de généraliser une idée, peut-être bonne en elle-même, et d'en tirer des principes faux dans leurs conséquences, dangereux et inadmissibles dans la pratique. On s'est dit, avec raison, que les gouverne-

ments, quels qu'ils soient, étaient faits pour les peuples, puis, par induction, on a établi que les peuples étaient par cela même au-dessus des gouvernements, car celui qui sert est toujours inférieur à celui qui est servi; de là le principe reconnu d'une autorité suprême résidant entre les mains du peuple; de là sa souveraineté devant laquelle tout pouvoir doit plier et s'effacer. Mais on n'a pas vu qu'on traduisait en droits pour les gouvernés, ce qui n'était que l'accomplissement d'un devoir de la part des gouvernants; on n'a pas vu qu'en appelant toutes les volontés à participer à l'action gouvernementale, on courait risque de briser les ressorts qui font mouvoir la société, et que, de plus, on la poussait dans la carrière des révolutions; or les changements fréquents et inopinés sont dans l'ordre politique ce que sont les tremblements de terre dans l'ordre physique : ils détruisent et n'édifient rien ; quelques gens turbulents et ambitieux peuvent y trouver parfois leur profit, mais la communauté n'en éprouve jamais qu'un sentiment de langueur et de souffrance. On ne bâtit point sur un terrain mouvant, de même ne doit-on pas asseoir l'avenir d'une société sur un principe changeant par sa nature et, plus que tout autre, exposé à l'influence des passions; surtout lorsqu'il s'agit d'implanter un pa-

reil principe, comme base sociale, chez un peuple dont le caractère vif et impressionnable (tel qu'est celui de la nation française) saisit souvent l'ombre pour la réalité et court sans cesse après la possession d'un bien dont la jouissance lui échappe toujours : or, comme l'a judicieusement dit un de nos vieux auteurs : « *C'est le jouir, non le posséder, qui nous rend heureux* (1). »

Aussi, ai-je plus d'une fois remarqué que l'impétuosité, la légèreté de notre caractère nous faisait dépasser le but que nous voulions atteindre; cela doit être : nous aimons ce qui n'est ni bien défini, ni bien arrêté, nous y trouvons un champ plus vaste à notre imagination; par suite de cette brûlante inquiétude qui nous entraîne toujours vers les régions idéales, nous passons notre temps à espérer le bonheur plutôt qu'à le goûter. De là vient que nos affections vieillissent vite; qu'il faut les rajeunir ou en prendre de nouvelles; de là vient encore que nous abusons des meilleures choses aussitôt après nous en être permis l'usage, attendu que l'abus n'a point de règle et que le vague nous séduit. Nous avons abusé du gouvernement représentatif, parce que nous ne l'avons considéré que comme l'instrument d'une capri-

(1) Montaigne, liv. I, chap. 42.

cieuse volonté, et que la volonté livrée à elle-même est infinie; nous avons abusé du sens vrai qu'exprime le mot égalité, parce que le nivellement complet que nous avions en vue présentait un horizon sans bornes à nos sentiments vaniteux; nous avons abusé de la liberté de la presse, parce que nous avons prétendu la soumettre au délire de la pensée, et que la pensée sans frein ne connaît point de limites; et certes, il n'est pas difficile de prévoir que tant que cette liberté d'écrire et de raisonner se fera l'esclave de nos désirs désordonnés, qu'elle servira d'appel aux passions et non d'enseignement à la vertu, qu'elle s'occupera plutôt de créer des droits que de tracer des devoirs, que, dans son orgueil, elle élèvera des *panthéons* sur les débris de la croix, et que foulant aux pieds tout respect religieux, elle réprimera chez l'homme l'essor du seul sentiment qui puisse lui révéler les conditions d'une véritable indépendance; il n'est pas difficile, dis-je, de prophétiser que sa présence ne sera qu'une source de désordres pour la société qui l'accueillera, et qu'elle-même finira par succomber sous le poids de ses propres excès :

Imponit finem sapiens et rebus honestis (1).

(1) Juvénal, Sat. vi.

Résumons. Le principe de la souveraineté du peuple n'étant qu'une fiction, dont le peuple même est souvent la victime, les gouvernements qui s'établissent en son nom ne peuvent vivre également que de fictions; de là les mécomptes sans nombre qu'ont offerts les révolutions de 1789 et de 1830 qui, toutes deux, ont reposé sur ce principe. Je ne parlerai pas de la première, j'aurais trop beau jeu; ses crimes, l'histoire les prouve, ont effrayé le monde; mais je dirai quelques mots de la seconde, les faits et les actes de celle-ci confirment mes assertions : quelle stabilité pour le présent, quelle garantie pour l'avenir offre-t-elle à la nation qui l'a faite ou subie? Quelle suite, quel accord, quel ensemble apporte-t-elle dans son action gouvernementale?

Nous voyons en France des autorités administratives incertaines dans leur marche et dépendantes d'un vote législatif qui, en renversant leurs chefs, peut, d'un moment à l'autre, détruire leur avenir; il faut à leurs protecteurs, aussi bien qu'à elles-mêmes des voix électorales qui leur prêtent un appui; mais on n'obtient rien pour rien; de là les tripotages dans le trafic des places, les tripotages dans les fournitures, les tripotages dans les concessions de chemins de fer dont l'opposition parlementaire se plaint hautement et avec raison

à la tribune et dans ses journaux ; mais cette même opposition n'agit pas autrement quand à son tour elle domine ; tout se fait dans l'intérêt et pour la plus grande gloire de l'opinion triomphante du jour, qui n'a pas été celle d'hier et ne sera pas celle de demain.

Et c'est là ce qu'on appelle une administration.

Montons plus haut ; nous verrons les heureux du moment , placés à la tête des affaires, indécis, gênés dans leur action ; l'expérience du passé leur a depuis longtemps démontré que leur autorité est passagère. Le flot populaire qui les a portés au pouvoir gronde sans cesse autour d'eux ; ils sont ministres, donc ils ne méritent plus la confiance publique. Les alarmes continuelles que leur inspire leur position personnelle les privent de toute influence à l'étranger, et, par contre, l'absence d'amis à l'extérieur les rend impuissants dans leur pays ; ils saluent toutes les opinions, courtisent tous les votes, demandent de gros budgets qui peuvent leur offrir la chance de conquérir une majorité douteuse ; ils évitent de s'engager dans aucune grande question gouvernementale, et ils abritent leur portefeuille derrière une petite loi de chemin de fer, une petite loi industrielle, une petite loi sur les sucres, une petite loi sur la chasse ou autres petites lois d'intérêt matériel, et

cependant ils s'épuisent en vains efforts : tôt ou tard l'opposition grandit, s'avance victorieuse, secoue rudement le ministre dans sa chaise curule, le renverse, un autre prend sa place et subit bientôt après le même sort.

Et c'est là ce qu'on appelle un gouvernement !

Portons nos regards plus haut encore : la France veut être représentée ; jetons un coup d'œil sur ses représentants : nous voyons d'abord ceux-ci, encore simples candidats, frapper à la porte des électeurs et quêter humblement l'aumône d'un suffrage ; c'est alors à qui se dira le plus fidèle serviteur du peuple dont ils se chargent de discuter et de régler plus tard les intérêts ; ils connaissent ses désirs, ses besoins, ses droits, ses volontés ; ils exaltent les *idées du siècle*, le *progrès des lumières*, la *marche rapide de la civilisation*, refrains obligés de toutes les chansons électorales, que chacun chante, explique et entend comme il veut ; ils promettent beaucoup, et prétendent tenir encore davantage, car leur dévouement est sans bornes et leur abnégation *incontestable* ; enfin ils sont choisis, et fiers de leur victoire ils s'acheminent vers la capitale, emportant dans leur poche un diplôme d'ambassadeur du *peuple souverain*. Mais à peine arrivés et réunis, il avient que les honorables représentants entendent tous diverse-

ment les besoins du pays, les volontés du pays, l'indépendance du pays, l'honneur du pays, et qu'en définitive ils ne représentent plus rien; les opinions se groupent, plusieurs camps divisent l'assemblée, les combattants parlementaires luttent ensemble pour le plus grand intérêt du peuple dont chacun d'entre eux se dit le seul et véritable interprète. Au nom des libertés nationales, leur capricieuse majorité vote les lois de septembre, décide l'embastillement de Paris, prépare à la société les bienfaits d'un système cellulaire, et elle ne dédaigne pas, dans sa haute sagesse, de prononcer gravement que la *caille* a cessé d'être *oiseau de passage* (1). Tout en vidant la bourse des contribuables pour bien prouver qu'ils songent à eux, nos soi-disant représentants n'oublient pas de songer également à leurs propres affaires; ils visent à la gestion d'un budget qui, grâce à leurs soins, engraisse annuellement. On se presse, on se pousse autour du fauteuil ministériel; les uns prennent l'attaque, d'autres se chargent de la défense, la mêlée s'engage; un feu croisé de discours contradictoires, empreints d'humeur et d'emportement, apprend bientôt à la France qu'elle est, à la fois, bien et mal gouver-

(1) Voir la discussion sur la loi de la chasse.

née, riche et ruinée, heureuse et languissante, libre et enchaînée, influente chez ses voisins et méprisée par eux; quelquefois même les honorables, saisis tout à coup d'un violent amour du bien public, se ruent les uns contre les autres et se précipitent à l'envi sur les marches de la tribune; tous alors deviennent à la fois orateurs, leurs regards étincellent, leurs voix grondent comme le tonnerre; les mots d'*apostat*, de *transfuge* volent de bouche en bouche; bientôt les trépignements de pieds, le cri glapissant des huissiers, la sonnette du président augmentent tellement le tumulte qu'un député en herbe et spectateur encore, peut s'écrier tristement en se croisant les bras : *C'est donc ainsi que je serai dimanche !*

Et voilà ce qu'on appelle un gouvernement représentatif!

Achevons le tableau : si nous jetons les yeux sur l'ensemble du pays, nous verrons une société toujours inquiète, toujours malade, livrée à quelques empiriques qui la consultent sans l'écouter, la traitent sans connaître ni rechercher son mal : chacun à part soi s'érige en juge suprême des actions des autres, et fait appel à une volonté souveraine qu'on invoque sans cesse et qu'on ne trouve nulle part; les collèges électoraux portent

le sceptre, la chambre élective porte la couronne, la nation doit tout supporter; les électeurs enfantent les députés, les députés engendrent les lois, et le *peuple-roi*, indigné de voir son pouvoir souverain concentré entre les mains d'un très-petit nombre de ses propres sujets, se dresse parfois pour venger ses droits méconnus, et rend alors des arrêts dans la place publique avec l'aide des barricades, des pavés, des poignards et des coups de fusil. Ce conflit d'intérêts et de droits divergents imprime à la nation une perturbation sourde et constante qui la rend toujours mécontente du présent et souvent insouciante d'un avenir qu'elle n'entrevoit et ne conçoit pas encore; quand elle se replie sur elle-même, elle ne rencontre dans son sein que des individualités qu'aucun lien social ne groupe dans un but d'intérêt commun; partout règne l'isolement, et bientôt avec lui l'égoïsme, dont l'éclectisme religieux prêché par les sommités enseignantes, augmente l'intensité : aussi voyons-nous dans le panorama mouvant dont cette nation nous offre l'image, les opinions, les vœux, les intérêts, les craintes, les espérances, se croiser, se contrarier, s'entre-choquer sans cesse, souvent sans motif et sans amener de résultat. L'ami du jour devient le lendemain un adversaire, et par contre, les coups de poing se métamorpho-

sent en poignées de mains; les visages changent de masque, les rôles s'intervertissent, les légitimistes se font libéraux, ceux-ci prônent la restauration, et l'on dirait que la population tout entière s'agite et se meut sous l'influence des grelots de la folie.

Et c'est là ce qu'on appelle une société!

Mais, dira-t-on, la France présentait à peu près le même aspect moral sous la restauration; je suis fort disposé à en convenir, aussi la restauration fut-elle de courte durée; ajoutons toutefois que les éléments de désordre n'étaient pas absolument les mêmes. Le principe dissolvant de la souveraineté du peuple ne formait pas alors la *base constitutive* de notre société; les sectateurs de ce principe y introduisirent peu à peu son action désorganisatrice; dès lors la lutte s'engagea; quelques imprudents amis du trône, séduits par des théories brillantes dont les conséquences échappaient à leurs yeux, aidèrent à leur insu au triomphe du principe ennemi; la monarchie succomba. Aujourd'hui le principe est vainqueur; il domine; il est reconnu comme la pierre fondamentale des institutions qui régissent le pays; ses droits sont assurés; en vain cherche-t-on à paralyser son action, il saura toujours lui rendre sa force et son empire, mais alors il tiendra la société dans un

état de commotion perpétuelle, car, pour lui, le repos c'est la mort.

Nos novateurs actuels, nos rhéteurs incrédules, tout bouffis de leur vaine science, prétendent, disent-ils, se mettre à la hauteur *des idées du siècle*. Ils se trompent d'époque. En 1789 la philosophie en était encore à son premier essai; le venin qu'elle distillait avait pénétré jusque dans les entrailles de la société, on s'attendait à des merveilles : on n'obtint que d'innombrables calamités, et les yeux furent bientôt dessillés; aussi les choses ne sont-elles plus aujourd'hui ce qu'elles étaient alors, et je soutiens, au contraire, qu'en politique comme en morale, la France de 1830 s'est mise en insurrection contre les idées de son siècle; sa persévérance assurera-t-elle enfin la victoire? cela peut être, car le mal fait de rapides progrès dans le cœur de l'homme; mais, dans tous les cas, cette victoire coûtera des larmes et du sang.

Les doctrines de la France de 1830 peuvent se résumer en deux points principaux : *souveraineté du peuple* sous le rapport politique; *éclectisme* sous le rapport moral ou religieux.

Examinons-les rapidement sous ce double point de vue. La révolution de 89 avait de même érigé en droit public le principe de la *souveraineté du peuple*. Ses armes victorieuses l'imposèrent aux

nations vaincues; mais ce principe fut enfin refoulé jusqu'au lieu de son origine; les peuples battirent des mains à sa chute, et, après vingt années de guerres acharnées, l'ancien droit politique européen reprit son empire.

Prétendre aujourd'hui faire revivre un principe déjà repoussé par la société européenne et dont la présence ne rappelle que des souvenirs sanglants, ce n'est certes pas s'élever à la hauteur des *idées du siècle*, c'est plutôt se mettre en état de révolte contre *elles*, et c'est ce que fait aussi la France de juillet. Il n'est pas jusqu'au drapeau qu'elle donne à ses soldats qui ne révèle une intention hostile contre les idées de calme et de repos qui prévalent de nos jours, voici comment :

Tant qu'il ne se rattache à un drapeau quelconque qu'une signification purement militaire, peu important sa forme et sa couleur. Une botte de foin fixée au bout d'un bâton conduisit les premiers Romains à la conquête du monde; la chape de saint Martin délivra Paris de la fureur des Normands; l'oriflamme nous donna la victoire à Bouvines, et la couleur blanche affranchit la France du joug des Anglais. Tout autre signe de ralliement eût obtenu les mêmes résultats sans autre danger pour la société que celui qu'offrent les hasards d'une guerre heureuse ou malheureuse;

car ces signes ne ralliaient que des guerriers contre d'autres guerriers et ne brillaient qu'au sein des combats; la paix faite, ils restaient chers sans doute à ceux qu'ils avaient rendus victorieux, mais leur maintien ou leur changement intéressait peu la société; ils avaient annoncé l'orage, l'orage était passé, tout était oublié.

Mais lorsqu'un drapeau porte avec lui une signification *politique*, on est en droit de rechercher quelle a été l'origine de ce drapeau, quel peut être le principe qu'il recèle, et si la présence de ce principe concorde avec l'intérêt de la société tout entière. Considérons ces questions en vue du drapeau qu'a relevé la révolution de 1830. Ce drapeau est le même qui signala le commencement de la grande révolution de 1789; avant cette époque les bannières françaises étaient blanches; elles conduisaient depuis longtemps nos soldats à la victoire; elles avaient assisté aux conquêtes de Louis XIV, et venaient tout dernièrement de forcer l'Angleterre (après une guerre peu morale, il est vrai) à signer un traité avantageux pour la France. D'où vient donc qu'en temps de paix sa noble couleur qui rappelait tant de grands souvenirs, fut tout à coup foulée aux pieds, et que d'autres couleurs prirent aussitôt sa place? L'histoire nous l'apprend : l'insurrection et la révolte

donnèrent naissance au nouveau drapeau qu'arbora la France, et bientôt il devint le symbole politique de toutes les opinions révolutionnaires qui se ruèrent contre le trône, détruisirent la monarchie, firent tomber des têtes royales et inondèrent la France de sang. La présence de ce drapeau annonça partout le triomphe du principe de la *souveraineté du peuple*; c'était là sa vraie signification; ce principe proclamait le droit de l'insurrection victorieuse; c'était un défi jeté à la société. Bonaparte le comprit; aussi, quand il eut résolu de mettre, à sa manière, un frein au désordre social de son époque, il associa un signe de ralliement purement militaire au signe de ralliement politique qui rappelait l'origine de la première révolution française. Ses aigles menèrent nos soldats aux combats, et ce nouveau signe laissa l'autre en seconde ligne. La France de juillet, mieux inspirée, eût dû le relever; mais elle eût alors caché sa tendance révolutionnaire, et il lui importait au contraire de la faire connaître; aussi arbora-t-elle le drapeau de 1789, et avec lui le principe qu'il représentait; c'était lui rendre sa signification politique. La partie turbulente de la société européenne ne s'y méprit point; ce drapeau devint aussitôt le signal de toutes les insurrections qui éclatèrent depuis; il rallia les premiers

insurgés belges dont la trop grande effervescence, ainsi que nous l'avons déjà fait observer, ne put être modérée que par la sage intervention du clergé. Il apparut à Varsovie au sein de l'insurrection polonaise; il guida les révoltés de la Romagne commandés par le général Zucchi; dernièrement encore, il fut déployé dans les troubles qui agitérent l'Etat de l'Eglise et la Calabre comme expression du but que se proposaient les insurgés. Partout maintenant, quel que soit le drapeau du pays, les couleurs de la France de juillet serviront de premier signal à toute guerre civile. Elles révéleront la présence de troubles et de discordes intérieures; comme, en un sens opposé, la couleur blanche, en temps de guerre, annonce la présence d'un parlementaire et fait présager le retour d'un temps calme et prospère (1).

J'ai donc raison de dire que sous le rapport politique, la France de 1830 ne marche pas avec les idées de son siècle, car toutes doivent raisonnablement tendre au bonheur et à la tranquillité

(1) Les amateurs d'insurrections ne se dissimulent même pas l'influence des couleurs françaises actuelles sur une portion de la société européenne. « Chaque jour (dit le journal » intitulé *la Réforme*) l'Italie essaie de rattacher à son front » la cocarde *tricolore*, symbole de *délivrance* et de *liberté*. » (*La Réforme*, août 1844.)

de la société, et non à sa désorganisation. Envisageons maintenant la même question sous le rapport moral et religieux.

Ici je trouve encore cette même France ignorante des besoins et des idées de son époque. En effet, *l'éclectisme* qu'elle professe, qu'elle enseigne avec tant de persévérance et de soins, n'est autre chose que le philosophisme du dix-huitième siècle, déguisé sous un nom plus modeste; on n'ose pas encore, comme dans la première révolution, *détrôner* l'Éternel, mais on prétend néanmoins soumettre ses lois, ses préceptes, son culte à l'examen de la raison humaine : l'erreur aura ses droits ainsi que la vérité; ils mériteront le même respect; aussi l'éclectisme ne s'effraiera-t-il pas des leçons d'impiété que les apôtres de l'incrédulité enseigneront à la société, car elle doit vouloir la conséquence de son système; elle écoutera donc avec dédain les plaintes nombreuses qui surgiront de tous côtés contre les doctrines antireligieuses de plusieurs de ceux appelés à diriger l'instruction publique; elle fermera les yeux sur la distribution, dans les lieux fréquentés par le peuple, des brochures immorales, athées de nos nouveaux Babœuf et Buonarotti, telles que le *Credo communiste* (1)

(1) Cette brochure est signée Cabet, ancien député.

et autres dans lesquelles le nom *de Dieu* est effacé et remplacé par celui *de nature* ; mais cependant elle s'offensera des vives représentations de l'Église du Christ, lorsque, dans l'exercice légitime de ses fonctions, elle flétrira les intentions perfides de son implacable ennemie, et que, conformément aux devoirs sacrés qui lui sont imposés, elle réclamera pour elle, au nom des pères de famille, la première part dans l'instruction morale qu'on donne à l'enfance, et la haute surveillance dans les études auxquelles s'applique la jeunesse.

Eh bien, en adoptant cette marche, la France de 1830 contrarie évidemment l'esprit de son siècle ; essayons de le démontrer.

L'histoire contemporaine n'a que trop prouvé la vanité de la prétendue philosophie du dix-huitième siècle. C'est surtout après que de grandes calamités ont annoncé à la terre la présence d'un Dieu irrité, que le cœur de l'homme, flétri par de cruels mécomptes, et victime de ses propres égarements, reconnaît enfin le néant de ses désirs et l'impuissance de sa volonté ; les sentiments religieux pénètrent alors d'autant plus vivement dans les sociétés qu'elles se sont plus fortement laissées entraîner vers un état de révolte contre leur Créateur. Elles ont appris à leurs dépens combien, même pour leur propre bonheur ici-bas, est insuf-

sante la raison humaine quand elle ne s'éclaire pas des lumières d'en-haut.

Ne nous étonnons donc pas du mouvement progressif vers la religion qui, depuis quelques années, s'opère dans le sein de la société européenne; quel siècle plus fécond en événements de tous genres, en péripéties politiques, en brisements de coupables ou de légitimes espérances que celui que nous venons de traverser! Que de ruines le philosophisme n'a-t-il pas amoncelées sous ses pas! Imbue de ses principes impies, l'Europe ne s'est enfin réveillée qu'aux clameurs des bourreaux, aux cris des victimes, à la chute des trônes, au fracas des révolutions; si l'erreur a été grande, la leçon a été terrible; la société a dû en profiter; aussi s'est-il manifesté dans son sein une utile réaction vers des opinions religieuses, et ceux que leur haute position met aujourd'hui le plus en évidence, donnent, en général, un exemple qu'on leur eût en vain autrefois demandé. Le philosophisme pourra bien encore occasionner de grands désordres, mais son culte est détruit; le cynisme de l'impiété n'est plus de ce siècle, et l'incrédulité honteuse se trouve réduite à cacher son venin et sa haine sous le manteau de l'*éclectisme religieux*.

Mais cette heureuse réaction a donné naissance

à un sentiment intime qu'il est important de remarquer, puisqu'il sert à caractériser l'époque actuelle : c'est celui qui, insensiblement, pousse les peuples vers le catholicisme. Cela se conçoit aisément; le protestantisme ne peut plus progresser, car il s'adresse ou à l'indifférent en matière religieuse, ou à l'incrédule désabusé; le premier ne veut rien entendre; le second comprend que la vérité doit être une et invariable, et il voit bientôt que ce double caractère d'unité et d'immutabilité manque aux diverses doctrines protestantes qu'on expose à ses yeux.

Je renvoie à la seconde partie de ce travail la preuve du mouvement catholique qui se développe aujourd'hui chez les nations européennes; j'aurai plus d'une fois occasion d'en parler; je ne fais, pour le moment, qu'en constater l'existence, mais j'en tire cette conséquence, que l'éclectisme des meneurs du gouvernement de juillet, et principalement leur intention mal déguisée de contrarier l'essor de la foi catholique, démontrent, que sous le point de vue moral pas plus que sous le point de vue politique, ils n'entendent rien à l'esprit de leur siècle.

C'est pitié de voir la pauvre France livrée entre les mains de sceptiques rhéteurs, qui font de l'esprit sur tout et ne montrent du bon sens en rien.

La Providence a permis que la discussion d'une question relative à l'instruction publique révélât leur mauvais vouloir et leurs secrètes tendances. Maintenant, au moins, les pères de famille et la partie morale et religieuse du pays doivent se tenir comme dûment avertis, car nos nouveaux philosophes ont suffisamment révélé leur arrière-pensée. Il faut, selon eux, que l'antiquité séculaire de l'Église de France rende hommage aux quarante années d'existence de l'Université actuelle; celle-ci seule comprend le mode d'éducation qui convient à la jeunesse, lequel consiste, sous le rapport politique, à ne pas considérer *la première révolution comme un long crime*, ni Bonaparte comme un usurpateur *tombé par sa faute* (1); et, sous le rapport moral et religieux, à *respecter dans l'enfant la liberté de conscience* (2); d'où il résulte qu'il faut le laisser errer sans guide, sans conseils à travers toutes les croyances religieuses, à travers tous les systèmes anciens et modernes en fait de morale, depuis celui d'Épicure et de Platon jusqu'à celui de Locke et de Spinoza, système dont il est absolument nécessaire *qu'il ait connaissance* (3), quitte à lui, plus tard, à démêler

(1) Voy. le rapport de M. Thiers à la chambre des députés, sur le projet de loi relatif à l'instruction secondaire.

(2) Idem.

(3) Idem.

l'erreur de la vérité, à choisir la croyance ou le système qu'il voudra, ou bien même encore à n'en adopter aucun, si bon lui semble; aussi l'enseignement de la philosophie, qui donne la connaissance claire et distincte des choses naturelles et divines, appartiendra-t-il sans contrôle à cette *infaillible* Université. Elle s'étonnera même que les ministres du Dieu vivant, préposés par lui pour enseigner aux générations toutes les vérités morales et religieuses, se scandalisent des principes erronés, impies que les maîtres de l'école universitaire chercheront à inculquer dans le cœur des jeunes gens. Comment, en effet, douter de l'orthodoxie morale et religieuse de ceux-ci, quand plusieurs d'entre eux (1), approuvés par leurs chefs, ne craindront pas de proclamer de vive voix ou par écrit, *que l'existence de l'âme est une question prématurée; que le christianisme est mort; que ce n'est plus qu'une poussière... un tombeau; que les prétendues révélations divines ne sont que des conjectures humaines; que la théologie, qui convenait autrefois, n'est plus bonne aujourd'hui que pour des enfants; que la religion est l'ouvrage des hommes; et autres doctrines semblables.* Nos

(1) MM. Jouffroy, Damiron, Roquet, Gatien Arnoult, Auguste Comte, Ferrari, etc.

philosophes modernes, dans le but de donner une plus grande autorité à leur œuvre chérie, affectent de rappeler les droits des anciennes universités françaises du temps de la monarchie (1) ; mais ils oublient à dessein de dire que l'enseignement catholique était le seul, à cette époque, qui prévalût dans l'instruction publique ; on eût chassé honteusement le professeur qui s'en fût écarté ; le débat relatif au privilège attribué aux universités de conférer les grades n'était plus guère alors qu'une question secondaire. C'est, en vérité, chose plaisante de voir encore comment ces mêmes philosophes s'efforcent de placer leur établissement universitaire sous la protection des vertus supposées qu'ils prêtent à son fondateur Bonaparte (2) qui, Turc en Egypte, et geôlier du souverain pontife en Europe, n'avait vu, dans le rétablissement du culte qu'un moyen politique, et dans les collèges, qu'il avait créés, qu'une pépinière de citoyens façonnés pour le métier des armes ; encore ont-ils rayé de leur pleine autorité un des articles fondamentaux de l'institution qu'ils protègent, lequel article donnait, pour base de l'enseignement universitaire, les préceptes de la religion

(1) Rapport de M. Thiers, etc. ; discours de M. Cousin à la chambre des pairs.

(2) Ibidem.

catholique (1). Ils préfèrent sans doute l'enseignement de l'éclectisme moral et religieux, voire même du panthéisme; car, ainsi qu'ils l'ont dit, il faut avant tout respecter, dans l'enfance, la *liberté de conscience*.

Qu'en résulte-t-il? c'est que l'enfant, devenu jeune homme, habitué à décider selon ses goûts et ses penchants déréglés sur les questions graves de morale et de religion, se réserve, avec raison, la même indépendance lorsqu'il s'agit de décider de questions politiques et de gouvernements, beaucoup moins importantes que les premières. D'où naissent naturellement des conflits d'opinions, de volontés, de droits, et bientôt le désordre dans la société. Que sont en effet les lois humaines aux yeux de ceux qui foulent aux pieds les lois divines? L'immoralité, dans l'enseignement (et c'en est une grande que de ne pas oser, devant la jeunesse, foudroyer l'erreur morale et religieuse) engendre donc l'immoralité dans les mœurs.

Qu'on porte les regards sur la France actuelle, et l'on pourra mesurer la profondeur du mal qu'un pareil enseignement a fini par introduire dans les classes les moins éclairées de la population; l'irreligion y appelle la corruption des mœurs et y

(1) Art. 38 du décret de 1808.

engendre l'oubli des premiers devoirs sociaux. Aussi le nombre des crimes augmente-t-il journellement; les vols, les assassinats, les empoisonnements se multiplient d'une manière effrayante, et la justice elle-même fut dernièrement obligée d'avouer que, dans l'espace de dix années seulement, *quatre-vingt-quinze parricides* avaient épouvanté la société (1). A ces excès, contre lesquels le Code criminel français ne peut qu'être impuissant, se mêle un excès d'un autre genre, mais non moins condamnable, c'est le dégoût de la vie, poussé jusqu'au suicide; jamais ce meurtre commis sur soi-même ne fut en France plus fréquent qu'aujourd'hui. La débauche croit y trouver un refuge à sa honte; l'infortune, un terme à ses maux; l'ennui, l'oubli de tout dans l'abîme du néant; il n'est pas jusqu'à l'enfant qui, quelquefois aussi, ne veuille se débarrasser d'une existence déjà trop longue pour lui (2). La vie, en effet, n'est souvent qu'un lourd fardeau pour celui qui résume toutes ses espérances en elle.

En voyant le spectacle de pareils dérèglements poussés jusqu'à ce degré, dans le sein de la société

(1) Paroles de M. Hébert, procureur général à Paris, dans la cause de Donon-Cadot.

(2) Les feuilles publiques rapportent plusieurs exemples d'enfants de dix à treize ans qui se sont tués eux-mêmes.

française, n'y a-t-il pas lieu de rester muet d'étonnement lorsqu'on entend un des coryphées de l'éclectisme universitaire s'écrier hautement, qu'il appartient à la société d'intervenir dans l'éducation, et *de la faire* en quelque sorte *à son image* (1). Mais l'érudit philosophe ignore-t-il donc qu'une éducation ne doit jamais être faite à l'image d'aucune société, car toute société n'est qu'une agrégation d'hommes, et tout homme, par sa nature, est l'esclave de ses passions; l'éducation a pour but, au contraire, de combattre ses penchants déréglés et non de les écouter et de s'y livrer.

A la vue d'une déviation aussi monstrueuse des lois que dicte la simple prudence, et des premières notions que donne la connaissance de la fragilité humaine, doit-on être surpris si l'Église de France, affligée, effrayée des scandales qui peuvent en résulter, fait entendre sa voix et cherche à détourner le mal qu'elle prévoit? N'a-t-elle donc plus mission de séparer l'ivraie du bon grain, d'enseigner les vérités éternelles dont elle est la fidèle dépositaire? La foi de son peuple ne lui est-elle plus confiée, et son premier devoir n'est-il pas d'éclairer, de soutenir cette foi, en la

(1) Paroles de M. Cousin à la séance de la chambre des pairs (22 avril 1844).

préservant des pièges du mensonge et de la séduction. Elle n'a sans doute d'autre arme que celle de la parole; mais cette parole doit être imposante, forte, incessante; car, en fait d'enseignement moral et religieux, elle est l'écho de la parole de Dieu.

Terminons, et convenons toutefois que l'adoption, en France, du principe gouvernemental de la souveraineté du peuple, devait entraîner après elle l'adoption de l'*électisme* philosophique dont nous venons d'entretenir nos lecteurs. Le désordre dans les idées morales sympathise merveilleusement avec le désordre dans les idées politiques; mais ce double désordre ne peut constituer la connaissance de son siècle, comme le prétendent nos rhéteurs philosophes; il ne constate, tout au plus, que la maladie morale dont ceux-ci sont atteints.

Réduisons donc à leur juste valeur les pompeuses paroles des *habiles* du jour; méfions-nous de ces appels continuels *aux lumières, aux progrès d'un siècle modèle* dont l'existence, si elle était possible, ne créerait que malheurs et ruines. Déjà, sous l'invocation de doctrines semblables à celles que je signale ici, la convention nationale a couvert la société française d'un crêpe funèbre, après avoir broyé dans le sang les éléments dont elle était composée : les mêmes causes peuvent

produire les mêmes effets. Le peuple, après tout, a-t-il gagné à tous les bouleversements qui se sont faits en son nom ? Les prisons, les échafauds, les massacres qui ont éclairci ses rangs aussi bien que ceux de la noblesse au temps de la première révolution, les guerres interminables et inutiles qui ont décimé la population à une époque plus récente, répondent cruellement à cette question ; le nouvel essai fait en 1830 a-t-il été plus heureux ? Le peuple alors reprit sa couronne ; mais aussitôt après sa victoire ses meneurs ambitieux se disputèrent sa conquête. La lutte s'établit entre eux ; la moitié des vainqueurs fut vaincue par l'autre moitié. Que reste-t-il des brillantes promesses de liberté, de grandeur et d'économie faites au peuple de juillet ? Une politique craintive, l'embastillement de la capitale, l'érection de nouvelles prisons d'État, les visites domiciliaires, les lois de septembre, et trois ou quatre cents millions de plus à payer tous les ans. Le principe de la souveraineté du peuple brisera sans doute tôt ou tard les entraves qui gênent aujourd'hui son action ; mais ce ne sera qu'au prix de nouvelles convulsions et pour faire choix de nouveaux maîtres qui, bientôt après, seront aussi renversés ; car il est de l'essence de ce principe d'abattre le lendemain ce qu'il a construit la veille.

Toute société qui s'organise doit également repousser l'influence gouvernementale de deux principes qui, quoique opposés, peuvent tous deux être préjudiciables à ses intérêts : l'un est l'absolutisme *d'un seul*, l'autre l'absolutisme *de tous*. Ce dernier genre de gouvernement, qui n'est que l'application du principe de la souveraineté du peuple, est plus dangereux encore que l'autre : le désordre est son élément naturel ; quant au premier, il mènera insensiblement à l'arbitraire, puis au despotisme ; car lorsque l'homme peut tout ce qu'il veut, il veut bientôt plus qu'il ne doit. Tout fait donc sentir le besoin d'une hiérarchie sociale, qui n'est autre chose que le classement et l'organisation utiles pour tous de ces diverses fractions ou intérêts ainsi groupés. Avec elles ces mêmes intérêts trouveront en eux, et dans le secours mutuel qu'ils se prêteront, une force suffisante pour repousser l'action de l'un ou de l'autre des deux principes envahissants déjà signalés, dont la présence mettrait en péril leur commune existence. Sans elle, l'anarchie républicaine ou l'absolutisme d'un seul menacerait sans cesse la société.

Nos adversaires politiques reconnaissent eux-mêmes l'exactitude de cette assertion, lorsque la crainte ou le désappointement place des paroles de vérité dans leur bouche ; les uns alors ex-

priment le désir que la démocratie soit contenue par la *hiérarchie* (1); d'autres, plus naïfs encore dans leurs aveux, conviennent que depuis la destruction de la *noblesse*, de l'*Église*, des *provinces* et des *corporations* de toutes espèce, en 89, il n'y a de *praticable* en France que la république ou la *royauté absolue* (2), c'est-à-dire l'arbitraire d'un seul ou le despotisme de tous.

C'est à la France à dire lequel de ces deux modes de gouvernement elle préfère; mais tant

(1) Voy. le journal *La Presse*, juin 1844.

(2) « La France n'a jamais connu la monarchie représentative qu'elle avait rendue impossible dès son début dans l'affranchissement politique par la destruction de la noblesse. Cette forme de gouvernement avait certainement une grande valeur, dans un temps où l'Europe entière était soumise à la monarchie absolue. Mais enfin le mouvement national de 89 nous ayant portés, du premier bond, fort au delà du système anglais, nous n'avons jamais voulu y revenir. La constitution anglaise n'était pas une abstraction pure, comme l'ont écrit les doctes; c'était un fait historique, une combinaison d'institutions vivantes, de corporations privilégiées, ayant, non pas des droits, mais des franchises. La pairie, l'Église, les communes, les corps de métiers, servaient de fondement à cet édifice. Noblesse, Église, provinces, corporations de toute espèce, en 89 nous avons tout détruit. Dès lors il n'y avait plus chez nous de praticable que la *république* ou la *royauté absolue*. » (*National*, avril 1855.)

De tous les journaux appartenant à l'ordre de choses exis-

que le principe de la souveraineté du peuple dominera ses destinées, à coup sûr le régime dit *représentatif* ne s'implantera jamais solidement sur son sol, car ce régime, plus que tout autre, a besoin que la société soit préalablement organisée pour pouvoir réaliser les espérances qu'on fonde sur lui; le nivellement de tous les intérêts ne saurait donc lui servir de base.

Quelque grandes que soient les clameurs qui s'élèvent contre moi, je ne craindrai pas d'indiquer avec franchise quels sont, à mon avis, les éléments qui manquent à la France d'aujourd'hui pour qu'elle puisse se reconstruire en état de société durable et reprendre son rang politique en Europe : il lui manque, en premier lieu, un clergé

tant actuellement en France, celui qui, sans contredit, a souvent émis les meilleurs principes en fait d'organisation sociale, est *le Globe*, autre que l'ancien *Globe* républicain qui paraissait encore au moment de la révolution de juillet; les hommes d'ordre liront avec plaisir ce que le nouveau *Globe* a écrit sur le catholicisme, sur les jésuites (*mai et août 1843*), sur les prétendus titres que la république française s'est acquis à la postérité (*15 ou 16 décembre 1841*), etc.; mais on pourrait appliquer aux rédacteurs de ce journal ce qu'on disait des pharisiens : *Écoutez ce qu'ils disent, et ne faites pas ce qu'ils font*. On s'étonne, en effet, de les voir rattachés à un système politique si opposé aux doctrines qu'ils professent et toujours si chancelant. A quoi bon des pierres de taille pour construire un château de cartes?

influent et respecté de tous, par cela seul qu'il est clergé, éloigné si l'on veut des affaires publiques, mais dont la voix au moins soit toujours écoutée, lorsque, remplissant les devoirs de ses saintes fonctions, il parle au nom de la morale et de la religion; il lui manque une aristocratie forte et puissante qui, dans les moments d'un danger imprévu, puisse donner l'exemple d'utiles et nobles sacrifices; il lui manque une bourgeoisie solidement constituée et prenant place à côté des premiers pouvoirs organisés de la société, car la bourgeoisie est la noblesse des villes, comme l'aristocratie est celle du sol; il lui manque encore des corps de métiers, des corporations de divers genres, ayant, non des droits, mais des franchises, afin de mieux relever leur existence et mieux protéger leurs intérêts.

La France actuelle n'a l'équivalent de rien de tout cela, et qui plus est, peut-être se refuserait-elle encore à toute organisation sociale analogue; ses flatteurs lui font espérer que le désordre qui depuis un demi-siècle règne dans son sein deviendra bientôt universel, et c'est sur la réalisation de ces coupables espérances, sur les ruines peut-être de toutes les sociétés, qu'ils lui promettent l'empire du monde. Nous verrons dans la seconde partie de cet ouvrage ce qu'il peut y avoir

de vrai dans ces projets ambitieux ; mais, en attendant, tant qu'elle n'agira que sous la seule inspiration de ses imprudents adulateurs, on ne pourra pas dire que la France de juillet marche avec son siècle, mais qu'elle se met plutôt en état d'hostilité contre lui.

C'est à la génération nouvelle à préserver l'Europe des dangers qui la menacent encore ; oui, c'est à vous, jeunesse studieuse, réfléchie, qu'il appartient de réparer les maux que les passions et le philosophisme ont causés de notre temps à toute la société européenne. Votre tâche est grande, soyez dignes d'elle ; puisez dans les leçons du passé des règles certaines pour votre conduite future ; point trop de confiance en vous-mêmes ; sachez qu'il est un temps pour tout ; le vôtre n'est pas encore celui de l'expérience ; travaillez d'abord à vous former le jugement , que rien ne vous détourne de cette sage occupation ; ne courez pas après une popularité dangereuse que vous ne pourrez guère acquérir sans faire le sacrifice de vos convictions ; méfiez-vous de ces paroles flatteuses et décevantes, qui, pour capter votre opinion, vous représentent déjà comme le soutien et l'appui actuels de la société : non, vous ne l'êtes pas encore, mais vous pourrez le devenir un jour ; c'est à vous à mériter cet honneur par l'éclat de nobles vertus

et par celui de sages talents, lesquels ne croissent qu'à l'ombre d'un modeste recueillement. Vous, jeunes gens paisibles, sincères ennemis de tout mensonge politique et religieux, sachez dépouiller l'erreur du faux prestige dont elle se revêt toujours; ne descendez pas dans l'arène des discussions politiques pour imposer à la société vos opinions personnelles que l'expérience n'a pas encore mûries; que l'influence des majorités ne vous en impose pas, mais comptez avant tout avec votre conscience, elle vous guidera vers la vérité; enfin n'oubliez pas que dans le siècle d'égoïsme et de charlatanisme dans lequel nous vivons, *bien faire et laisser dire* est la devise qui plus que jamais doit servir de règle au citoyen vertueux et chrétien.

Quittons maintenant la France et jetons un coup d'œil rapide sur l'état moral et politique de quelques-unes des principales nations européennes; nous reparlerons plus tard de ce pays, aux destinées duquel se rattachent pour ainsi dire celles du monde entier, lorsque, dans le résumé qui doit clore ce travail, nous aurons à faire l'application de nos observations dans le but de bien déterminer le caractère distinctif de l'époque actuelle.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

NOTE IX.

A l'époque à laquelle se traitait la question relative à l'ordre de succession au trône d'Espagne, M. le duc d'Orléans me rendait de fréquentes visites, le matin, au ministère des affaires étrangères. Il me remettait diverses notes tendant à prouver que Ferdinand VII n'avait pas le droit d'abolir, par un simple décret, un ordre de succession reconnu par l'Europe et garanti par des traités. Il me pressait vivement d'engager le roi à prendre quelques mesures propres à rétablir les choses en Espagne dans leur ancien état. S. A. R. prêchait un converti ; mais je devais encore garder le silence sur les projets que méditait le roi. Le duc d'Orléans crut sans doute que je ne partageais

pas entièrement ses opinions sur ce point ; car il me dit un jour : « Ce n'est pas seulement comme » Français que je prends un vif intérêt à cette » question ; c'est aussi comme père : dans le cas, » en effet (ce qui n'arrivera jamais de mon temps), » où nous aurions le malheur de perdre M. le duc » de Bordeaux sans qu'il laissât d'enfants, la couronne reviendrait à mon fils aîné, pourvu que la » loi salique fût maintenue en Espagne ; car si elle » ne l'était pas, la renonciation faite par Philippe V au trône de France, en son nom et au » nom de ses descendants mâles, serait frappée de » nullité, puisque ce n'est qu'en vertu de cette » renonciation que les descendants mâles de ce » prince ont acquis un droit incontestable à la » couronne d'Espagne ; mais si ce droit leur est » enlevé, ils peuvent réclamer celui que leur » donne la loi salique française à l'héritage de » Louis XIV. Or, comme petits-fils de ce monarque, ils passent avant mes enfants. » Tels furent les propres mots que me dit, alors, M. le duc d'Orléans. Son raisonnement était juste, aussi n'ai-je pu comprendre le motif qui, depuis la révolution de juillet, l'a poussé à méconnaître les droits de Charles V à la couronne d'Espagne, attendu que, dans sa propre opinion, il ne pouvait se dissimiler que, conformément à la vieille loi

salique en vigueur chez nous depuis neuf siècles , au lieu d'un prétendant à la couronne qu'il porte aujourd'hui, il s'en était créé *dix* de plus.

Puisque j'ai parlé des visites que me faisait M. le duc d'Orléans au ministère des affaires étrangères, j'ajouterai que ces visites n'avaient pas seulement pour but l'examen de la question espagnole à laquelle je viens de faire allusion, mais nos conversations roulaient aussi sur des intérêts qui se rapportaient à la famille du duc. Il s'agissait de marier ses enfants. Plusieurs projets de mariage furent formés; je n'ai pu préparer, il est vrai, que l'union entre la princesse Louise et le prince Léopold, mais je me suis occupé d'en réaliser d'autres. M. le duc d'Orléans satisfait, à ce qu'il paraît, du zèle que je mettais à ses intérêts de famille, m'écrivit plusieurs lettres, à cette époque, toutes plus aimables les unes que les autres. Je n'ai pu les sauver de l'hôtel des affaires étrangères au moment de l'insurrection parisienne, mais je sais qu'elles sont tombées entre les mains de celui qui, alors, me remplaça provisoirement : elles ont dû être rapportées à leur auteur. Dans la dernière ou avant-dernière de ces lettres, le duc d'Orléans me disait, entre autres choses, *qu'il conserverait toujours un souvenir reconnaissant du service que je voulais lui rendre...* Le roi

n'ignorait pas les démarches que je faisais en faveur des enfants de M. le duc d'Orléans; il les approuvait, toutefois il me parla une fois d'un projet de mariage qu'il méditait pour le fils aîné du duc. Son intention, me dit-il, était de lui faire épouser sa petite-fille, Mademoiselle, fille du duc de Berry. « Je suis vieux, continua-t-il, et je veux » mourir au milieu de mes enfants. Ce mariage » réunira les deux familles, et j'y pense toujours » avec plaisir. » C'est la première et la dernière fois qu'il m'ait entretenu de ce projet.

Charles X aimait beaucoup la famille d'Orléans; il la croyait attachée et dévouée à sa personne. Un jour, entrant dans son cabinet pour lui parler d'affaires, je le trouvai se promenant dans la chambre d'un air gai et joyeux; je m'en aperçus et je lui dis : « Le roi me paraît satisfait aujourd'hui. — Oui, je le suis, répliqua-t-il, car je viens » de faire des heureux... » Infortuné monarque, pendant que l'on conspirait sa perte, le bonheur des autres occupait ses pensées! Le roi m'apprit bientôt le motif de sa joie intérieure. Il venait de donner son consentement au testament de M. le duc de Bourbon, par lequel le duc d'Aumale, fils du duc d'Orléans, devenait légataire universel de ce prince. Ce consentement avait été exigé par M. le duc de Bourbon, dont la première idée avait

d'abord été de laisser sa fortune à M. le duc de Bordeaux. « Je n'ai point accepté pour mon petit-
» fils, me dit le roi : il n'en aura pas besoin, car
» la couronne lui revient de droit; mais j'ai voulu
» lui faire des amis qui l'aideront de leurs con-
» seils et de leurs services. Je sais que plusieurs
» personnes me blâmeront; cependant il n'en
» serait pas ainsi, si elles pouvaient être témoins
» des manifestations d'attachement, d'amour et de
» reconnaissance que je reçois tous les jours de la
» famille d'Orléans. Peu avant votre arrivée chez
» moi, elle m'exprimait encore les mêmes senti-
» ments de la manière la plus touchante, à l'occa-
» sion du consentement donné par moi au testa-
» ment du duc de Bourbon. Si vous aviez entendu
» les paroles de dévouement et de fidélité du duc
» et de la duchesse d'Orléans, vous seriez con-
» vaincu, comme je le suis, que la vérité seule a
» pu les leur inspirer; aussi lorsqu'ils m'ont
» quitté j'étais, je crois, encore plus heureux qu'ils
» ne l'étaient eux-mêmes. »

Noble langage que je déclare ici rapporter avec exactitude. Terminons cette note par la réflexion suivante : si Charles X n'a pas été l'homme *politique* qu'il fallait à la France, c'est que, sans doute, il était trop vertueux pour elle. La vertu nuirait-elle donc à l'éclat des *lumières* du siècle !

NOTE X.

Voici quelques détails que je déclare être exacts, concernant la démission de M. de Châteaubriand.

Vers la fin du mois d'août (1829), le vicomte de Châteaubriand se fit annoncer un matin chez moi à l'hôtel des affaires étrangères; nos relations, sans avoir jamais été sur un pied d'intimité, étaient toujours restées amicales; j'avais cherché, quelquefois assez heureusement, l'occasion de lui être utile; d'un autre côté c'était à lui que j'avais dû, six ans auparavant, ma nomination à l'ambassade de Londres. Je m'avançai donc pour le recevoir avec empressement, et tous deux nous nous serrâmes cordialement la main, puis, jetant sur mon bureau une lettre cachetée, il me dit : « J'arrive des eaux pour apporter ma démission. » J'ouvris la lettre : elle m'était adressée ; son for-

mat très-petit ressemblait à celui qu'on emploie généralement pour écrire un simple billet. Cette lettre n'est plus en ma possession, car j'en ordonnai le dépôt dans les cartons du ministère où les chefs du bureau ont pu en prendre lecture, j'en ai moi-même plusieurs fois montré le contenu aux personnes curieuses de la connaître. La première page m'annonçait, en peu de lignes, que l'auteur de la lettre avait eu l'intention d'envoyer au roi sa démission aussitôt après la retraite du dernier ministère, mais qu'il avait cru plus respectueux de l'apporter lui-même. Dans la seconde page il me rappelait qu'il m'avait ouvert la carrière diplomatique. Il terminait en me réitérant l'expression de ses vieux sentiments d'amitié. Je ne pus m'empêcher de témoigner à M. de Châteaubriand la surprise que me causait sa prompte détermination. Il entra dans peu d'explications sur les motifs qui le faisaient agir, mais il insista pour avoir une audience du roi. Je me rendis aussitôt à Saint-Cloud. Le roi, à qui je montrai le petit mot que m'avait écrit M. de Châteaubriand, fut aussi étonné que je l'avais été de sa soudaine résolution; il me dit, néanmoins, qu'il le verrait très-volontiers, et qu'il espérait bien venir à bout de lui faire abandonner son projet.

Le lendemain j'annonçai à M. de Châteaubriand

que le roi le recevrait avec plaisir; mais la nuit avait porté conseil, ou plutôt ses nouveaux amis avaient imposé une nouvelle exigence, car il me répondit aussitôt : « *Il est bien entendu* que je ne vais pas chez le roi comme *étant encore son ambassadeur*. — Sous quel autre titre, répliquai-je, pouvez-vous vous présenter devant lui, puisque votre démission n'est ni donnée ni acceptée? — Non, reprit-il, je ne me rendrai à Saint-Cloud que si ma position est comprise comme je la comprends moi-même. »

Je retournai chez le roi qui ne tarda pas à s'apercevoir que M. de Châteaubriand ne cherchait qu'un prétexte pour se jeter de nouveau dans l'opposition, « car, ajouta-t-il avec raison, tant qu'il est mon ambassadeur, comment puis-je le recevoir autrement que comme mon ambassadeur? c'est à vous qu'il a annoncé son intention de se retirer des affaires; il ne me l'a pas encore exprimée. » Cependant, d'après ses ordres, je revis encore M. de Châteaubriand, mais en vain; car malgré mes instances je ne pus réussir à lui persuader de se rendre aux désirs du roi; il craignait sans doute l'influence qu'exerceraient sur sa détermination les paroles affables de ce prince qui n'avait jamais cessé, depuis 1815, de lui donner des preuves de son bienveillant intérêt. Le fait est

que M. de Châteaubriand ne vit pas le roi, et que sa démission ne fut jamais officiellement ni donnée, ni acceptée; cet incident laissa longtemps vacant le poste d'ambassadeur du roi près du saint-siège. Il fallut enfin y pourvoir. J'y nommai le comte de Ferronays.

NOTE XI.

*Rapport au roi, qui a précédé les ordonnances
du 25 juillet 1830.*

Sire,

Vos ministres seraient peu dignes de la confiance dont Votre Majesté les honore, s'ils tardaient plus longtemps à placer sous vos yeux un aperçu de notre situation intérieure, et à signaler à votre haute sagesse les dangers de la presse périodique.

A aucune époque, depuis quinze années, cette situation ne s'était présentée sous un aspect plus grave et plus affligeant. Malgré une prospérité matérielle dont nos annales n'avaient jamais offert d'exemple, des signes de désorganisation et

des symptômes d'anarchie se manifestent presque sur tous les points du royaume.

Les causes successives qui ont concouru à affaiblir les ressorts du gouvernement monarchique, tendent aujourd'hui à en altérer et à en changer la nature : déchue de sa force morale, l'autorité, soit dans la capitale, soit dans les provinces, ne lutte plus qu'avec désavantage contre les factions; des doctrines pernicieuses et subversives, hautement professées, se répandent et se propagent dans toutes les classes de la population; des inquiétudes trop généralement accréditées agitent les esprits et tourmentent la société. De toutes parts on demande au présent des gages de sécurité pour l'avenir.

Une malveillance active, ardente, infatigable, travaille à ruiner tous les fondements de l'ordre et à ravir à la France le bonheur dont elle jouit sous le sceptre de ses rois. Habile à exploiter tous les mécontentements et à soulever toutes les haines, elle fomente parmi les peuples un esprit de défiance et d'hostilité envers le pouvoir, et cherche à semer partout des germes de troubles et de guerre civile.

Et déjà, sire, des événements récents ont prouvé que les passions politiques, contenues jusqu'ici dans les sommités de la société, commen-

cent à en pénétrer les profondeurs et à émouvoir les masses populaires. Ils ont prouvé aussi que ces masses ne s'ébranlèrent pas toujours sans danger pour ceux-là mêmes qui s'efforcent de les arracher au repos.

Une multitude de faits, recueillis dans le cours des opérations électorales, confirment ces données, et nous offriraient le présage trop certain de nouvelles commotions, s'il n'était au pouvoir de Votre Majesté d'en détourner le malheur.

Partout aussi, si l'on observe avec attention, existe un besoin d'ordre, de force et de permanence, et les agitations qui y semblent le plus contraires n'en sont en réalité que l'expression et le témoignage.

Il faut bien le reconnaître, ces agitations, qui ne peuvent s'accroître sans de grands périls, sont presque exclusivement produites et excitées par la liberté de la presse. Une loi sur les élections, non moins féconde en désordres, a sans doute concouru à les entretenir; mais ce serait nier l'évidence que de ne pas voir dans les journaux le principal foyer d'une corruption dont les progrès sont chaque jour plus sensibles, et la première source des calamités qui menacent le royaume.

L'expérience, sire, parle plus hautement que les théories. Des hommes éclairés sans doute, et

dont la bonne foi d'ailleurs n'est pas suspecte, entraînés par l'exemple mal compris d'un peuple voisin, ont pu croire que les avantages de la presse périodique en balanceraient les inconvénients, et que ses excès se neutraliseraient par des excès contraires. Il n'en a pas été ainsi, l'épreuve est décisive, et la question est maintenant jugée dans la conscience publique.

A toutes les époques, en effet, la presse périodique n'a été, et il est dans sa nature de n'être qu'un instrument de désordre et de sédition.

Que de preuves nombreuses et irrécusables à apporter à l'appui de cette vérité ! C'est par l'action violente et non interrompue de la presse que s'expliquent les variations trop subites, trop fréquentes de notre politique intérieure. Elle n'a pas permis qu'il s'établît en France un système régulier et stable de gouvernement, ni qu'on s'occupât avec quelque suite d'introduire dans toutes les branches de l'administration publique les améliorations dont elles sont susceptibles. Tous les ministères depuis 1814, quoique formés sous des influences diverses et soumis à des directions opposées, ont été en butte aux mêmes traits, aux mêmes attaques et au même déchaînement de passions. Les sacrifices de tout genre, les concessions

de pouvoir, les alliances de parti, rien n'a pu les soustraire à cette commune destinée.

Ce rapprochement seul, si fertile en réflexions, suffirait pour assigner à la presse son véritable, son invariable caractère. Elle s'applique, par des efforts soutenus, persévérants, répétés chaque jour, à relâcher tous les liens d'obéissance et de subordination, à user les ressorts de l'autorité publique, à la rabaisser, à l'avilir dans l'opinion des peuples et à lui créer partout des embarras et des résistances.

Son art consiste, non pas à substituer à une trop facile soumission d'esprit, une sage liberté d'examen, mais à réduire en problème les vérités les plus positives; non pas à provoquer sur les questions politiques une controverse franche et utile, mais à les présenter sous un faux jour et à les résoudre par des sophismes.

La presse a jeté ainsi le désordre dans les intelligences les plus droites, ébranlé les convictions les plus fermes, et produit, au milieu de la société, une confusion de principes qui se prêtent aux tentatives les plus funestes. C'est par l'anarchie dans les doctrines qu'elle prélude à l'anarchie dans l'État.

Il est digne de remarque, sire, que la presse périodique n'a pas même rempli sa plus essentielle

condition, celle de la publicité. Ce qui est étrange, mais ce qui est vrai à dire, c'est qu'il n'y a pas de publicité en France, en prenant ce mot dans sa juste et rigoureuse acception. Dans l'état des choses, les faits, quand ils ne sont pas entièrement supposés, ne parviennent à la connaissance de plusieurs millions de lecteurs, que tronqués, défigurés, mutilés de la manière la plus odieuse. Un épais nuage, élevé par les journaux, dérobe la vérité et intercepte en quelque sorte la lumière entre le gouvernement et les peuples. Les rois vos prédécesseurs, sire, ont toujours aimé à se communiquer à leurs sujets : c'est une satisfaction dont la presse n'a pas voulu que Votre Majesté pût jouir.

Une licence qui a franchi toutes les bornes n'a respecté, en effet, même dans les occasions les plus solennelles, ni les volontés expresses du roi, ni les paroles descendues du haut du trône. Les unes ont été méconnues et dénaturées; les autres ont été l'objet de perfides commentaires ou d'amères dérisions. C'est ainsi que le dernier acte de la puissance royale, la proclamation, a été discrédité dans le public, avant même d'être connu des électeurs.

Ce n'est pas tout. La presse ne tend pas moins qu'à subjuguier la souveraineté et à envahir les

pouvoirs de l'État. Organe prétendu de l'opinion publique, elle aspire à diriger les débats des deux chambres, et il est incontestable qu'elle y apporte le poids d'une influence non moins fâcheuse que décisive. Cette domination a pris, surtout depuis deux ou trois ans, dans la chambre des députés, un caractère manifeste d'oppression et de tyrannie. On a vu, dans cet intervalle de temps, les journaux poursuivre de leurs insultes et de leurs outrages les membres dont le vote leur paraissait incertain ou suspect. Trop souvent, sire, la liberté des délibérations dans cette chambre a succombé sous les coups redoublés de la presse.

On ne peut qualifier en termes moins sévères la conduite des journaux de l'opposition dans des circonstances plus récentes. Après avoir eux-mêmes provoqué une adresse attentatoire aux prérogatives du trône, ils n'ont pas craint d'ériger en principe la réélection des 221 députés dont elle est l'ouvrage. Et cependant Votre Majesté avait repoussé cette adresse comme offensante; elle avait porté un blâme public sur le refus de concours qui y était exprimé: elle avait annoncé sa résolution immuable de défendre les droits de sa couronne si ouvertement compromis. Les feuilles périodiques n'en ont tenu compte; elles ont pris, au contraire, à tâche de renouveler, de perpétuer

et d'aggraver l'offense. Votre Majesté décidera si cette attaque téméraire doit rester plus longtemps impunie.

Mais, de tous les excès de la presse, le plus grave, peut-être, nous reste à signaler. Dès les premiers temps de cette expédition, dont la gloire jeta un éclat si pur et si durable sur la noble couronne de France, la presse en a critiqué avec une violence inouïe les causes, les moyens, les préparatifs, les chances de succès. Insensible à l'honneur national, il n'a pas dépendu d'elle que notre pavillon ne restât flétri des insultes d'un barbare. Indifférente aux grands intérêts de l'humanité, il n'a pas dépendu d'elle que l'Europe restât asservie à un esclavage cruel et à des tributs honteux.

Ce n'était pas assez : par une trahison que nos lois n'auraient pu atteindre, la presse s'est attachée à publier tous les secrets de l'armement, à porter à la connaissance de l'étranger l'état de nos forces, le dénombrement de nos troupes, celui de nos vaisseaux, l'indication des points de stations, les moyens à employer pour dompter l'inconstance des vents et pour aborder la côte. Tout, jusqu'au lieu du débarquement, a été divulgué comme pour ménager à l'ennemi une défense plus assurée. Et, chose sans exemple chez un peuple civilisé, la presse, par de fausses alarmes sur les périls à cou-

rir, n'a pas craint de jeter le découragement dans l'armée; et, signalant à sa haine le chef même de l'entreprise, elle a, pour ainsi dire, excité les soldats à lever contre lui l'étendard de la révolte ou à désertar leurs drapeaux! Voilà ce qu'ont osé faire les organes d'un parti qui se prétend national!

Ce qu'il ose faire chaque jour dans l'intérieur du royaume, ne va pas moins qu'à disperser les éléments de la paix publique, à dissoudre les liens de la société, et, qu'on ne s'y méprenne point, à faire trembler le sol sous nos pas. Ne craignons pas de révéler ici toute l'étendue de nos maux pour pouvoir mieux apprécier toute l'étendue de nos ressources. Une diffamation systématique, organisée en grand, et dirigée avec une persévérance sans égale, va atteindre, de près ou de loin, jusqu'au plus humble des agents du pouvoir. Nul de vos sujets, sire, n'est à l'abri d'un outrage, s'il reçoit de son souverain la moindre marque de confiance ou de satisfaction. Un vaste réseau, étendu sur la France, enveloppe tous les fonctionnaires publics; constitués en état permanent de prévention, ils semblent en quelque sorte retranchés de la société civile; on n'épargne que ceux dont la fidélité chancelle; on ne loue que ceux dont la fidélité succombe; les autres sont no-

tés par la faction pour être plus tard, sans doute, immolés aux vengeances populaires.

La presse périodique n'a pas mis moins d'ardeur à poursuivre de ses traits envenimés la religion et le prêtre. Elle veut et voudra toujours déraciner, dans le cœur des peuples, jusqu'au dernier germe des sentiments religieux; sire, ne doutez pas qu'elle n'y parvienne en attaquant les fondements de la loi, en altérant les sources de la morale publique, et en prodiguant à pleines mains la dérision et le mépris aux ministres des autels.

Nulle force, il faut l'avouer, n'est capable de résister à un dissolvant aussi énergique que la presse. A toutes les époques où elle s'est dégagée de ses entraves, elle a fait irruption, invasion dans l'État. On ne peut qu'être singulièrement frappé de la similitude de ses effets depuis quinze ans, malgré la diversité des circonstances et malgré le changement des hommes qui ont occupé la scène politique. Sa destinée est, en un mot, de recommencer la révolution, dont elle proclame hautement les principes. Placée et replacée à plusieurs intervalles sous le joug de la censure, elle n'a autant de fois ressaisi la liberté que pour reprendre son ouvrage interrompu. Afin de le continuer avec plus de succès, elle a trouvé un actif auxiliaire

dans la presse départementale, qui, mettant aux prises les jalousies et les haines locales, semant l'effroi dans l'âme des hommes timides, harcelant l'autorité par d'interminables tracasseries, a exercé une influence presque décisive sur les élections.

Ces derniers effets, sire, sont passagers; mais des effets plus durables se font remarquer dans les mœurs et dans le caractère de la nation. Une polémique ardente, mensongère et passionnée, école de scandale et de licence, y produit des changements graves et des altérations profondes; elle donne une fausse direction aux esprits, les remplit de préventions et de préjugés, les détourne des études sérieuses, nuit aussi aux progrès des arts et des sciences, excite parmi nous une fermentation toujours croissante, entretient jusque dans le sein des familles de funestes dissensions, et pourrait par degrés nous ramener à la barbarie.

Contre tant de maux enfantés par la presse périodique, *la loi et la justice* sont également réduites à confesser leur impuissance.

Il serait superflu de rechercher les causes qui ont atténué la répression et en ont fait insensiblement une arme inutile dans la main du pouvoir. Il nous suffit d'interroger l'expérience et de constater l'état présent des choses.

Les mœurs judiciaires se prêtent difficilement à une répression efficace. Cette vérité d'observation avait depuis longtemps frappé de bons esprits; elle a acquis nouvellement un caractère plus marqué d'évidence. Pour satisfaire aux besoins qui l'ont fait instituer, la répression aurait dû être prompte et forte : elle est restée lente, faible et à peu près nulle. Lorsqu'elle intervient, le dommage est commis; loin de le réparer, la punition y ajoute le scandale du débat.

La poursuite juridique se lasse, la presse séditieuse ne se lasse jamais. L'une s'arrête parce qu'il y a trop à sévir, l'autre multiplie ses forces en multipliant ses délits.

Dans les circonstances diverses, la poursuite a eu ses périodes d'activité ou de relâchement. Mais zèle ou tiédeur de la part du ministère public, qu'importe à la presse? Elle recherche dans le redoublement de ses excès la garantie de leur impunité.

L'insuffisance, ou plutôt l'inutilité des précautions établies dans les lois en vigueur, est démontrée par les faits. Ce qui est également démontré par les faits, c'est que la sûreté publique est compromise par le silence de la presse. Il est temps, il est plus que temps d'en arrêter les ravages.

Entendez, sire, ce cri prolongé d'indignation

et d'effroi qui part de tous les points de votre royaume. Les hommes paisibles, les gens de bien, les amis de l'ordre élèvent vers Votre Majesté des mains suppliantes. Tous lui demandent de les préserver du retour des calamités dont leurs pères ou eux-mêmes eurent tant à gémir. Ces alarmes sont trop réelles pour n'être pas écoutées, ces vœux sont trop légitimes pour n'être pas accueillis.

Il n'est qu'un seul moyen d'y satisfaire, *c'est de rentrer* dans la charte. Si les termes de l'art. 8 sont ambigus, *son esprit* est manifeste. Il est certain que la charte n'a pas concédé la liberté des journaux et des écrits périodiques. Le droit de publier ses opinions personnelles n'implique sûrement pas le droit de publier, par voie d'entreprise, les opinions d'autrui. L'un est l'usage d'une faculté que la loi a pu laisser libre ou soumettre à des restrictions; l'autre est une spéculation d'industrie qui, comme les autres et plus que les autres, suppose la surveillance de l'autorité publique.

Les intentions de la charte, à ce sujet, sont exactement expliquées dans la loi du 21 octobre 1814, qui en est en quelque sorte l'appendice; on peut d'autant moins en douter que cette loi fut présentée aux chambres le 3 juillet, c'est-à-dire un mois après la promulgation de la charte. En

1819, à l'époque même où un système contraire prévalut dans les chambres, il y fut hautement proclamé que la presse périodique n'était point régie par la disposition de l'art. 8. Cette vérité est d'ailleurs attestée par les lois mêmes qui ont imposé aux journaux la condition d'un cautionnement.

Maintenant, sire, il ne reste plus qu'à se demander comment doit s'opérer ce retour à la charte et à la loi du 21 octobre 1814. La gravité des conjonctures présentes a résolu cette question.

Il ne faut pas s'abuser. Nous ne sommes plus dans les conditions ordinaires du gouvernement représentatif. Les principes sur lesquels il a été établi n'ont pu demeurer intacts, au milieu des vicissitudes politiques. Une démocratie turbulente, qui a pénétré jusque dans nos lois, tend à se substituer au pouvoir légitime. Elle dispose de la majorité des élections par le moyen de ses journaux et le concours d'affiliations nombreuses. Elle a paralysé, autant qu'il dépendait d'elle, l'exercice régulier de la plus essentielle prérogative de la couronne, celle de dissoudre la chambre élective. Par cela même, la constitution de l'État est ébranlée : Votre Majesté seule conserve la force de la rasseoir et de la raffermir sur ses bases.

Le droit, comme le devoir, d'en assurer le maintien est l'attribut inséparable de la souveraineté. Nul gouvernement sur la terre ne resterait debout s'il n'avait le droit de pourvoir à sa sûreté. Ce pouvoir est préexistant aux lois, parce qu'il est dans la nature des choses. Ce sont là, sire, des maximes qui ont pour elles et la sanction du temps, et l'aveu de tous les publicistes de l'Europe.

Mais ces maximes ont une autre sanction plus positive encore, celle de la charte elle-même. L'article 14 a investi Votre Majesté d'un pouvoir suffisant, non sans doute pour changer nos institutions, mais pour les consolider et les rendre plus immuables.

D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'exercice de ce pouvoir suprême; le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la charte, *mais qui sont en dehors de l'ordre légal*, dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées.

Ces mesures, sire, vos ministres, qui doivent en assurer le succès, n'hésitent pas à vous les proposer, convaincus qu'ils sont que force restera à justice.

Nous sommes avec le plus profond respect,

sire, de Votre Majesté les tres-humbles et très-fidèles sujets.

Le président du conseil des ministres,
PRINCE DE POLIGNAC.

Le garde des sceaux de France, ministre de la justice,

CHANTELAUZE.

Le ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

BARON D'HAUSSEZ.

Le ministre secrétaire d'État de l'intérieur,
COMTE DE PEYRONNET.

Le ministre secrétaire d'État des finances,
MONTBEL.

Le ministre secrétaire d'État des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,
COMTE DE GUERNON-RANVILLE.

Le ministre secrétaire d'État des travaux publics,

BARON CAPELLE.

NOTE XII.

Je transcris ici quelques-uns des renseignements qui m'ont été donnés, et bien qu'ils ne sauraient rigoureusement s'accorder, puisque les non-valeurs ne sont jamais les mêmes dans tous les régiments, au moins pourront-ils aider mes lecteurs à mieux apprécier le véritable état des choses.

Une note remise par M. de L..., employé supérieur au ministère de la guerre, établit ainsi l'*effectif* et la répartition des troupes qui se trouvaient, au 25 juillet 1830, tant dans Paris que dans la banlieue.

A Paris, 6 ^{me} de la garde royale.	4,100 hom. eff.
3 ^{me} idem.	1,000
3 ^{me} régiment de ligne.	3,000
A Vincennes et Saint-Denis.	4,100
A Courbevoie.	1,100

<i>A Rueil et à Paris (Suisse).</i>	. . . 1,600
<i>A Versailles.</i>	. . . 1,400
<i>Artillerie.</i>	. . . 1,000
<i>Cavalerie. A Versailles, Saint-Cloud et Saint-Germain.</i>	. . . 2,000
<i>Gendarmerie.</i>	. . . 700
<i>Gardes du corps.</i>	. . . 1,100

Total. 14,800 hom. eff.

N. B. Dans la note ci-dessus, ne sont pas comprises les troupes en garnison à une distance de quatre lieues au delà de la capitale, ni les six batteries d'artillerie de la garde, attelées et équipées, qui se trouvaient à Vincennes, à une demi-lieue de Paris, en outre des douze pièces que renfermait l'École-Militaire. C'est, de toutes les notes que j'ai, celles qui porte l'effectif des troupes au chiffre le moins considérable; le bataillon, selon elle, n'eût offert qu'un effectif de 366 hommes. Toutefois elle établit, qu'en peu d'heures, près de 15,000 hommes eussent pu se trouver réunis dans la capitale, pour réprimer, s'il le fallait, toute tentative d'insurrection, et, dans l'opinion de l'auteur de la note exprimée dans la lettre qu'il m'adressa en juin 1833, cette force était suffisante pour atteindre ce but.

Les renseignements donnés par M. M..., officier au 7^me régiment suisse de la garde royale, et présent à l'insurrection parisienne, fournissent les détails suivants :

Les régiments français de la garde royale, infanterie, avaient trois bataillons; chaque bataillon était composé de 500 hommes effectifs.

Le 7^me régiment suisse de la garde royale avait également trois bataillons; chaque bataillon était de 560 hommes effectifs.

Quant aux bataillons des régiments de ligne, leur effectif n'était guère que de 400 hommes chacun.

N. B. Le reste de la note de M. M... ne se rapporte qu'à la répartition des troupes à Paris et dans la première division militaire, telle qu'elle était au 25 juillet 1830. Le tableau qu'il présente est, à quelque légère différence près, le même qui se trouve dans le cours de cet ouvrage.

Par suite de renseignements obtenus par M. D..., officier au 2^me régiment d'infanterie de la garde, la force effective de chacun des bataillons de cette arme dépassait le chiffre de 500 hommes.

D'après M. de Saint-C..., appartenant au 1^{er} régiment de la garde, la force effective des bataillons de son régiment, au 25 juillet 1830, était d'environ 550.

M. M..., qui servait dans le 5^me infanterie de la garde, ne porte l'effectif des bataillons des régiments de cette arme qu'à 500 hommes.

Quelles que soient les conséquences qu'on prétende tirer des renseignements que renferment les extraits précédents, et dont je crois inutile d'augmenter le nombre, je dirai, que dans le but de montrer l'impartialité que je compte mettre dans l'examen de la question qui nous occupe en ce moment, je ne prendrai aucun des renseignements qu'on vient de lire pour base de mes calculs : j'ajouterai que, faute de pièces *officielles* à produire, j'accepterai le chiffre qui se trouve établi par l'auteur d'une brochure dont l'apparition, dans les premiers jours, immédiatement après la révolution de 1830, a servi à fixer l'opinion publique sur ce point. Toutefois, pour en terminer sur ces questions de détails, je placerai ici le résultat des renseignements que je me suis procurés depuis la révolution de juillet, concernant le nombre des malades qui se trouvaient dans les hôpitaux militaires de Paris avant l'insurrection. Je n'en ai pu obtenir le chiffre exact, sans doute à cause de la mutation des registres, mais j'ai au moins acquis la certitude qu'à cette époque, ce nombre, par l'effet probablement de la belle saison, était beaucoup moins considé-

nable qu'il ne l'avait été depuis fort longtemps. Or, m'a-t-il encore été dit, d'après des observations réitérées, et sauf le cas d'épidémie, il n'entraît guère, dans les hôpitaux, que quarante à cinquante malades, sur mille hommes, et souvent bien moins en été. Ces données peuvent servir à apprécier, aussi exactement que possible, le nombre de malades qui se trouvaient dans les hôpitaux militaires de Paris au 25 juillet 1830.

NOTE XIII.

Voici les deux états de situation que présente l'auteur de la brochure à laquelle cette note se rapporte.

PREMIER ÉTAT DE SITUATION.

A l'époque du 25 juillet, la garnison de Paris se composait, savoir :

Garde royale :
 — Infanterie. — 3 régiments : 1^{er}, 3^e
 et 7^e suisses.
 — Cavalerie. — 2 régiments : lanciers
 et cuirassiers.
 — Artillerie. — 2 batteries, 12 pièces.

Ligne :
 5^e, 50^e, 53^e et 15^e légers.
 Fusiliers sédentaires. — 11 com-
 pagnies.
 Gendarmerie d'élite et munici-
 pale (1).

Bataillons.	Hom- mes.	Escadrons.	Hom- mes.
8	3,800	»	»
»	»	8	800
11	4,400	»	»
»	1,100	»	»
»	700	»	600
19	10,000	8	1,400

(1) A pied et à cheval.

En conséquence, effectif de la garnison, 11,400 hommes.

N. B. Au bas de la page, l'auteur place la note suivante : « Sont défalqués des corps toutes les » non-valeurs, hommes aux hôpitaux, ouvriers » d'ateliers, etc., qui ne pourraient ici figurer que » pour mémoire, et les pompiers de Paris, ayant » un service spécial. »

D'après ce tableau l'on voit que l'auteur porte pour *effectif* de chaque bataillon de la garde à cette époque du 25 juillet, le chiffre de 475 hommes; pour celui de chaque escadron de la même arme, le chiffre de 100 hommes, et qu'il réduit à 400 hommes le nombre effectif de chaque bataillon de la ligne.

Dans son second état de situation le même auteur indique ainsi les lieux où les autres régiments de la garde royale tenaient garnison, savoir :

INFANTERIE.

Caen.	3 bataillons,
Rouen.. . . .	3 —
Versailles.	3 —
Saint-Denis.	2 —
Vincennes avec le régiment d'artillerie.	4 —
Orléans.	3 —

CAVALERIE.

Compiègne.	1 escadron de dépôt.
Meaux.	6 escadrons.
Melun.	1 escadron de dépôt.
Fontainebleau.	6 —
Corbeil (1).	6 —
Versailles.	12 —
Sèvres.	2 —

La maison militaire du roi à Saint-Cloud, Versailles, Saint-Germain et Paris, 1,000 cavaliers.

N. B. En prenant pour base de l'effectif des régiments portés dans ce second état de situation, le calcul établi dans le premier par l'auteur lui-même, c'est-à-dire 475 hommes pour chaque bataillon de la garde royale et 100 hommes pour chaque escadron de la même garde, on trouvera que les troupes résidant à Vincennes, à Saint-Denis, à Sèvres, à Versailles, plus à Saint-Cloud (la maison militaire du roi), c'est-à-dire à une distance de Paris de trois ou quatre lieues au plus, présentaient un effectif de 5,550 hommes des deux armes, infanterie et cavalerie, lesquelles

(1) L'auteur fait sans doute une erreur, laquelle, il est vrai, n'est d'aucune conséquence; il n'y avait qu'un escadron de dépôt à Corbeil; mais les six escadrons mentionnés ici se trouvaient à Provins.

forces réunies à celles qui composaient la garnison de Paris, formaient à elles seules un corps de 17,000 hommes qu'on pouvait rassembler en quelques heures.

**FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES DU TOME
DEUXIÈME.**

5862752



DITTA
G. *Vangelisti*
4. MAU 1971



